COLETTE PROVOST

DISSIPER LE BROUILLARD

DISSIPER LE BROUILLARD

COLETTE PROVOST

Avec la collaboration de:

Raûl Padilla,
Marie Stewart,
Luc Vallières,
Ghislaine Lapierre,
Claudette Doherty

Imprimé aux Presses coopératives,
1820 Panet, Montréal
1982.
2e édition , 1983

TABLE DES MATIÈRES

page

Index des illustrations.....iii

POUR UN CHANGEMENT D'AIR.....1

OÙ ÇA, LE BROUILLARD?.....5

PARTOUT, LA BRUME EST DENSE..15

D'OÙ VIENT CETTE FUMÉE OPAQUE?.....25

TRAVAILLER À LA MACHINE À PLUIE.....47

VIVRE À L'INTÉRIEUR DU NUAGE NOIR.....71

NOS GOUVERNEMENTS DANS LA BRUME.....83

UN FRONT D'AIR PUR.....109

UN SYSTÈME DE BEAU TEMPS....139

Annexes:

-Liste de groupes populaires, de loisirs et syndicaux québécois .....A- 1

-Plate-forme politique (élections québécoises de 1981).....A-29

Bibliographie.....B- 1

INDEX DES ILLUSTRATIONS

Page	Illustration	
Couverture:	Montréal.	Colette Provost
2	Enfant au poisson volant.	Luc Vallières
3	Rue fleurie, Montréal.	Raúl Padilla
5	Marteau-pilon.	Raúl Padilla
6	Manifestation contre la mousse isolante d'urée-formol (1981).	Pierre Gauvin-Evrard
10	Annonce de la compagnie Tricil (de Ville Mercier).	
11	Manifestation devant l'usine d'eau lourde de Laprade (1982).	Raúl Padilla
12	Baignade interdite (parc provincial d'Oka, 1982).	Raúl Padilla
17	Disparités	Marie Stewart
18	L'"austérité" joyeuse (ruelle d'Outremont)	Raúl Padilla
19	Récupération de vidanges (ruelle de Montréal).	Raúl Padilla
22	Une favella brésilienne: l'envers du "plan alcool".	Intercontinental Press
23	Nos enfants.	Luc Vallières
25	L'édifice Price, Québec.	Raúl Padilla
26	Sous l'autoroute, Québec.	Raúl Padilla
28	Salon de l'automobile, ou des handicapés?	Luc Vallières
29	La bicyclette: versatilité.	Raúl Padilla
31	Attendre l'autobus a Montréal.	P.B. Du Berger

32 Maisons barricadées, rue St-Joachin, Québec. Raúl Padilla
33 St-Romuald, P.Q.: le "développement" des campagnes. Colette Provost
35 Acid Angel; tout Montréal à l'acide. Raúl Padilla
40 Semer l'argent pour récolter quoi? "L'agriculture écologique: une nécessité publique", p. 11, Société suisse pour la protection du milieu vital, Zurich
43 DANGER: l'arbre ou le lac? Luc Vallières
47 La compagnie Francon et la simple douceur. Raúl Padilla
49 "L'homme illustre et les fleurs" Flammarion, 1972, p. 2 Laurence
53 Annonce de chasseur (d'humains) de la General Dynamics (Pratt & Whitney Aircraft Group).
57 Page couverture de la brochure "Mobilisation et comité syndical de santé-sécurité (CSN).
58-59 Contradictions? Marie Stewart
62 Enfants au travail. Raúl Padilla
65 Femme au travail. Raúl Padilla
67 Bureau d'emploi. Luc Vallières
71 Le boss et la piastre. Erick
72 Camionette écofasciste. Raúl Padilla
73 Encore des vidanges. Raúl Padilla
74 Nos dernières réserves "naturelles" citadines: les cimetières? Raúl Padilla
78 Balançoire et béton. Raúl Padilla

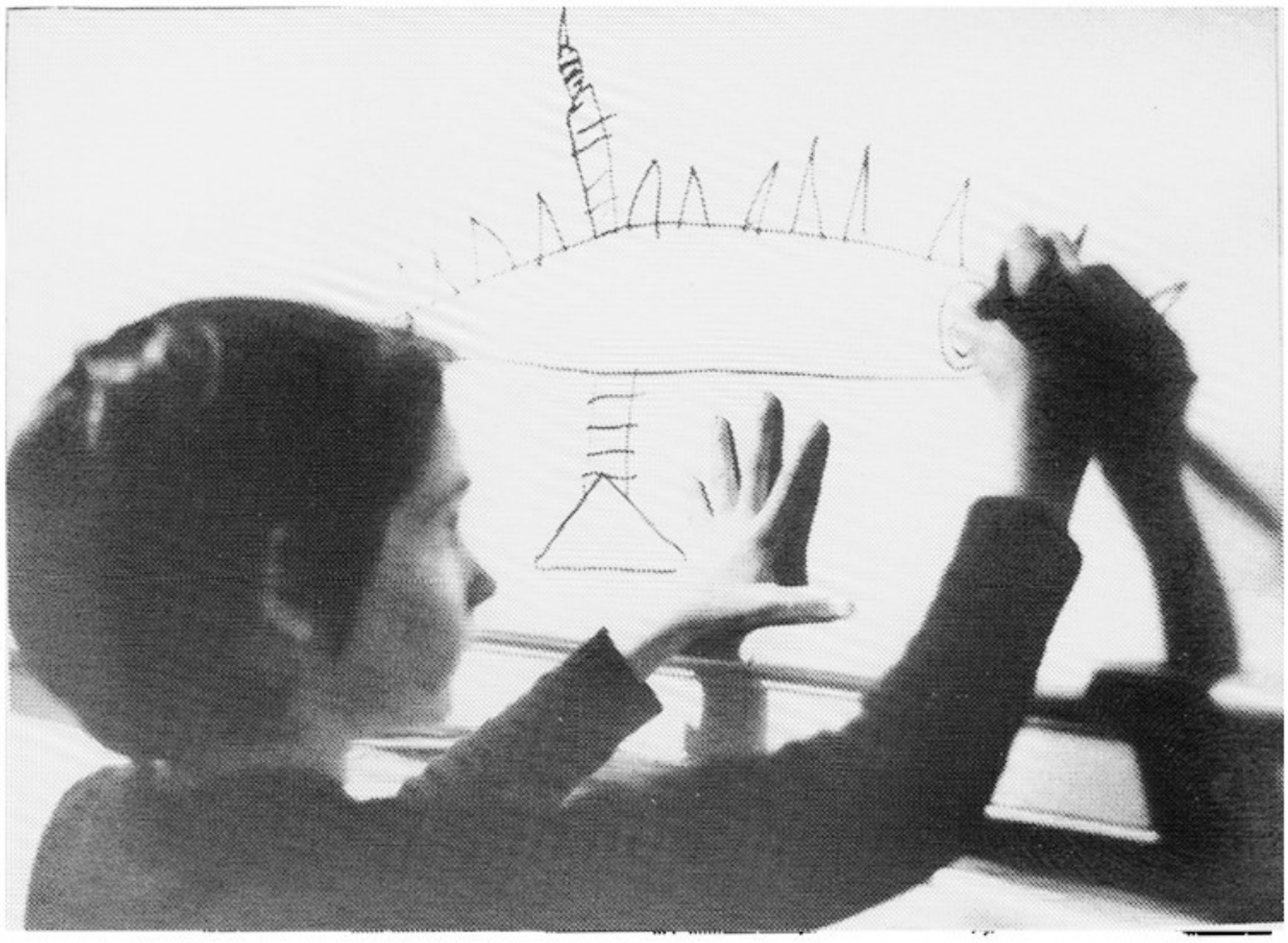
79 Jardin à vendre. Raúl Padilla
81 Povungnituk, rue St-Laurent, Montréal. Colette Provost
83 L'observation des nuages. Raúl Padilla
95à100 L'industrie de la dépollution: petite histoire. Marie Stewart
104 Porte d'école: à eux de choisir? Raúl Padilla
106 Affiche payée par l'association des embouteilleurs de boissons gazeuses du Québec, en échange du droit à l'utilisation de canettes jetables. Tooker Gumberg
109 Vallée de la rivière Jacques-Cartier. Léon Gagnon
111 Publicité de cigarettes.
114 Manifestation contre la mousse isolante d'urée-formol (1981). Pierre Gauvin-Evrard
124 Manifestation cycliste (1980). Luc Vallières
128 Vivre en ville librement . Raúl Padilla
130 Joyeuse vacherie.
"L'agriculture écologique: une nécessité publique", p.7, Société suisse pour la protection du milieu vital, Zurich
131 29 décembre. P.B. Du Berger
133 Vignette du Sommet Populaire II. Diane Beaulieu
135 Reprendre Hydro-Québec en mains. Raúl Padilla
137 Les enfants de l'avenir. Raúl Padilla
140 Subversion . Luc Vallières

POUR UN CHANGEMENT D'AIR

Ce livre présente une vision partiale de la société: celle des gens qui subissent. Les problèmes de pollution peuvent être vus de l'angle des pollueurs ou de celui des pollués. Ce texte s'adresse aux seconds. Il est orienté vers la recherche d'une voie de sortie. Il présente la vision de ceux et de celles qui croient possible de dissiper la pollution, de sortir du système qui se développe au détriment de notre santé.

Non, l'espèce humaine ne s'adapte pas à la pollution, non,nos poumons ne deviendront pas capables de supporter les fibres d'amiante, ni nos corps de vivre de monoxyde de carbone au lieu d'oxygène. L'adaptation des animaux et des végétaux aux conditions ambiantes ne s'est pas faite de façon si simple: l'évolution est le résultat d'une longue série de mutations plus ou moins avantageuses et de sélections des plus aptes à la survie et à la reproduction. Des transformations soudaines du code génétique d'un individu (mutations) se produisent au hasard sous l'effet de radiations ou d'attaques chimiques. Elles sont la plupart du temps défavorables car elles détraquent le mécanisme génétique normal.

Les conditions de pollution du XX^{e} siècle peuvent assurément causer un grand nombre de mutations, mais ces mutations produisent des cancers, des avortements spontanés, des malformations héréditaires,



des maladies génétiques bien plus que des super-humains vivant agréablement dans une atmosphère polluée ettoxique. Refuser de corriger la situation en prétendant que l'humain s'est toujours adapté et s'adaptera encore, c'est méconnaître la nature des changements actuels: des produits nouveaux sont fabriqués industriellement sans cesse et ont fait disparaître de nombreuses espèces. Pourquoi l'espèce humaine serait-elle à l'abri d'une disparition? Malgré notre intelligence, nous sommes de chair et d'os. Ceux qui pensent qu'on s'adaptera pensent qu'<u>eux</u> s'adapteront et se fichent de ceux qui meurent déjà à cause de la situation, car il y en a.

Ce livre s'inscrit dans une autre logique, celle de la survie collective et individuelle. C'est un leurre de se sentir supérieur-e-s: ça mène à ne rien faire et à être les premier-ère-s touché-e-s.

La démarche entamée ici consiste à bien cerner les problèmes d'environnement et leurs causes, pour pouvoir les attaquer à leur racine. Il est essentiel, même si ça peut paraître pénible, d'aller jusqu'au bout de notre compréhension de ces phénomènes.

Le processus de détérioration de nos conditions de vie n'est pas irréversible. Mais une action énergique s'impose de la part de ceux et celles qui se sentent brimé-e-s. Il est possible d'imaginer

un monde sain et heureux et les moyens de le mettre sur pied. Mais ça ne suffit pas: il faut s'impliquer dans des actions concrètes. Le monde ne changera pas par la seule force de notre pensée, aussi raffinée soit-elle. Il est urgent d'améliorer notre mode de vie et nos structures de pouvoir pour que l'équilibre précaire de la planète ne se transforme pas en catastrophe dont, tous, nous ferions les frais.

OÙ ÇA, LE BROUILLARD ?

Les problèmes d'environnement que nous vivons prennent des formes très diverses: l'aménagement du milieu en est une, la qualité de notre alimentation, de l'air et de l'eau en sont d'autres. Pouvoir se chauffer l'hiver, se déplacer sans polluer, sans s'empoisonner ou sans risquer sa vie importent aussi. Les catastrophes écologiques paraissent surgir au hasard, mais elles ne sont qu'une manifestation aiguë des problèmes que nous affrontons quotidiennement.

Les marées noires ont été les premiers désastres à avoir attiré l'attention publique. Le naufrage de l'Amoco Cadiz puis ceux de nombreux autres superpétroliers, la fuite de trois millions de barils de pétrole de la plate-forme marine de forage d'Ixtoc ont directement atteint les plus luxueux sites de vacances à la mode. Les plages souillées ne sont qu'un élément de cette pollution par le pétrole, attaquant la faune aquatique et nos réserves mondiales de nourriture. Depuis, les préoccupations écologistes ont éclaté à la face du monde: l'accident nucléaire d'Harrisburg confirma les tristes prévisions de ceux que la presse qualifiait auparavant de fous, "prônant le retour à la chandelle et à la technologie de l'âge de pierre".

Dernièrement, l'intoxication des victimes de la mousse d'urée-formol (MIUF) a fait la manchette des journaux. La MIUF, utilisée comme isolant, fort peut efficace d'ailleurs,

détériore les murs des maisons et libère des gaz, dont la formaldhéhyde, qui provoquent la somnolence, irritent les yeux, la peau et les poumons et semblent même réduire les défenses naturelles contre les infections et causer l'apparition de cancers. Cet isolant jouissait de l'approbation et de subventions du gouvernement fédéral, qui connaissait pourtant ses tristes caractéristiques! Ce même gouvernement refuse maintenant d'admettre sa responsabilité et de dédommager pleinement les victimes.
Et au moins dix écoles du Québec ont été isolées à la MIUF!

En Ontario, à Port Hope, où se trouve une usine d'enrichissement d'uranium, une école avait été bâtie sur un ancien dépotoir de déchets radio-actifs. Du radon s'échappait des résidus du raffinage. Il a fallu plusieurs années avant que des parents réussissent à faire fermer l'école. Pourtant les radiations (dues au radon) dépassaient de dix fois les normes. Toute la ville est irradiée et personne n'a été dédommagé. Une femme qui s'évertuait à tenter de faire pousser des fleurs devant sa porte apprit que les graines ne pouvaient germer à cause de l'intensité des radiations!

L'organisation mondiale de la santé (organisme des Nations-Unies) évalue à 80% la proportion des cancers reliés à des contaminants présents dans l'environnement: substances toxiques, radiations, additifs alimentaires,... tout y passe. A Shawinigan, le taux de maladies congénitales (enfants difformes ou souffrant de désordres génétiques) est très élevé. Dans cette ville, se trouve la plus grosse usine au pays de CPV (chlorure de polyvinyle - un plastique courant -) la B.F. Goodrich Canada, qui émet dans l'atmosphère du chlorure de vinyle, responsable de cancers du foie et d'autres problèmes de santé. En 1973, les 6,000 tonnes de chlorure de vinyle libérées dans l'air du Québec constituaient 5% de la production totale. A Shawinigan se trouve aussi une usine Alcan, usine de tranformation de l'aluminium (qui laisse échapper des vapeurs de goudron, cancérigènes) et la Canadian Carborandum Ltd (qui produit un abrasif entrant dans la fabrication de transistors). Le carborandum, extrêmement nocif pour les poumons, agit à la façon de l'amiante. De plus, à Shawinigan toujours, une usine de la CIL libère du mercure.

Le cancer emporte une Québécoise sur quatre, un Québécois sur trois. A Saint-Hyacinthe, les cas de leucémie sont cinq fois plus nombreux que la moyenne nord-américaine. Saint-Hyacinthe tire son eau de la Yamaska, qui prend toutes les couleurs dans l'arc-en-ciel et d'autres moins jolies, sous l'effet du purin de porc mais aussi des rejets

de la Coronet Carpet,"soupçonnée" d'avoir laissé échapper des teintures; du latex (styrène butadiène) rejeté par cette usine de tapis a déjà rendu l'eau blanche comme du lait.

Les substances toxiques n'agissent souvent qu'à très long terme: une période de latence plus ou moins prolongée peut s'écouler avant l'apparition des symptômes d'une maladie. Même si la victime connaît cette cause, elle aura toutes les difficultés du monde à obtenir un dédommagement car il lui faudra prouver un rapport de cause à effet entre l'agent et la maladie. Certains produits toxiques agissent indirectement, provoquent l'apparition d'un cancer ou d'une maladie causée par un deuxième agent (virus, autres substances chimiques,...). Ce n'est pas simple.

Ici, au Québec, il n'y a pas d'incinérateurs efficaces pour se débarasser, après usage, de tous les produits organiques hautement toxiques utilisés industriellement: ces déchets se retrouvent non brûlés dans les fumées ou répandus sur le sol, d'où ils gagnent parfois les nappes d'eau souterraines. Dans la région de Ville Mercier, la compagnie Tricil (une filiale de la polluante CIL) possède un incinérateur à haute température où sont brûlés des déchets industriels. Cet incinérateur a été bâti sur le terrain d'un ancien site d'enfouissement de déchets toxiques qui a contaminé l'eau potable de la nappe phréatique (l'eau des puits artésiens des résidences) sur une superficie de 28km^2 (estimée en

juillet '81). Ces produits toxiques souterrains voyagent dans le sol à une vitesse d'un demi-kilomètre par an. Quarante-six mille tonnes d'huiles usées, d'hydrocarbures chlorés, de phénols, d'insecticides, de pesticides et d'autres déchets toxiques ont été enfouies à Ville Mercier de 1969 à 1972 avec la"bénédiction" du ministère de la santé du Québec. Les restes ont été retirés en 1981 mais la

diffusion était déjà avancée. En 1971, l'eau "potable" de ville Mercier contenait 14,000 PPB (parties par "billion" c'est-à-dire milliard) de phénols, la norme étant de 2 PPB. L'aqueduc a du être prolongé au coût de 1,5 millions $. Des puits artésiens de Sainte-Martine sont maintenant contaminés. La progression des substances toxiques est d'autant plus rapide que le forage de nouveaux puits crée un appel d'eau et accélère leur diffusion dans le sol.

On parle d'exploiter l'uranium dans la région de Mont-Laurier: pour chaque

kilogramme (kg) d'uranium purifié, on se retrouvera avec mille kg de résidus hautement radioactifs dont on ne saura que faire, qu'il faudra enfouir et qui libéreront du radon. Tout cela pour des centrales nucléaires et des bombes. Et au moins 30% des mineurs d'uranium contracteront des cancers!

Au Québec, les lacs meurent, les poissons disparaissent, dans certains cas à cause des rejets organiques ou

chimiques (déchets des laiteries, papeteries, procheries, engrais délavés des champs en culture, phosphates et nitrates industriels,...), dans d'autres à cause des pluies acides qui s'y déversent, chargées des fumées industrielles. Le sel répandu sur les routes l'hiver, les pesticides des champs s'écoulent aussi dans les rivières et contribuent à les rendre impropres à la vie et à réduire nos possibilités de s'y nourrir.

Qu'avons-nous en échange? Perdons-nous tant pour au moins en retirer quelque chose? Certains diront que nos conditions de vie s'améliorent. Chacun-e peut se poser la question. La réponse dépend peut être de nos revenus. L'espérance de vie dans les quartiers

riches de Montréal est de 75 ans, dans les quartiers pauvres, de 68; pour les Amérindiens du Québec, elle est de 42 ans!

* * * * *

PARTOUT, LA BRÛME EST DENSE

Un milieu sain, c'est un milieu dans lequel on se sent bien. Il n'y a pas de modèle unique: La diversité fait partie du bien-être. Mais il y a des conditions de base essentielles pour tous, toutes: nourriture saine, repos, détente, contacts humains, travail non aliénant, revenu suffisant, sentiment d'appartenance à un groupe,...

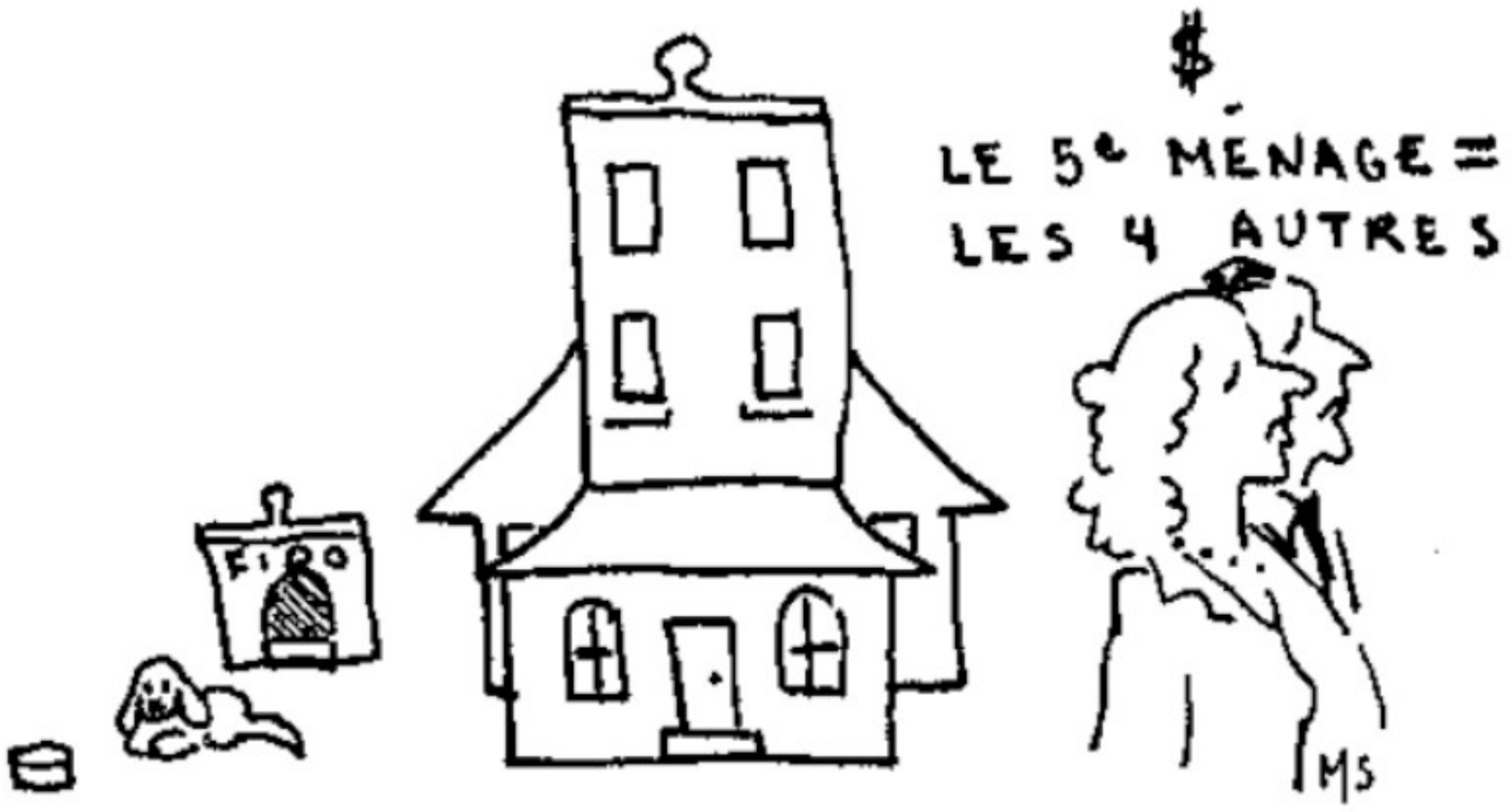
Pour être sain, le milieu doit favoriser l'épanouissement physique mais aussi l'épanouissement mental. Certains glissent dans la dépression à la campagne, d'autres vivent la ville avec terreur. L'équilibre stimulation-détente ne se situe pas au même point pour chacun. Un environnement physique idéal devrait permettre de trouver ce point d'équilibre personnel. L'isolement permanent au fond des bois est aussi dément, par exemple, que la vie au carrefour des rues Saint-Laurent et Dorchester à Montréal, où se trouve un foyer de personnes âgées!

Plus un revenu est élevé, moins grande est la proportion qu'il faudra en consacrer à l'acquisition de biens essentiels. Sur cinq ménages québécois, un n'a pas de travail, trois sont à faible revenu et le cinquième à un revenu égal à celui des quatres autres ensembles.

DECEMBRE 1981	SEUIL DE PAUVRETE	PRESTATIONS DE BIEN-ETRE SOCIAL (ET / OU SEUIL DE PAUVRETE)			
	Selon l'ass. coopérative d'économie familiale (ACEF)	IMMIGRANT-E-S	CITOYEN-NE-S CANADIEN-NE-S		
			Moins de 18 ans	18 à 30 ans	Plus de 30 ans
PERSONNE SEULE	6608$	0$ (0%)	0$ (0%)	14545$ (22%)	39275$ (60%)
DEUX ADULTES AVEC DEUX ENFANTS	14536$	0$ (0%)		72365$ (50%)	

En ce qui concerne l'habitation, les frais fixes, que tous doivent débourser (chauffage, électricité et téléphone), augmentent trois fois plus vite que le prix des loyers; et le chauffage et les assurances coûtent plus cher pour les vieux logements. Selon l'ACEF, une personne seule avec un enfant, qui doit débourser 50$ par semaine de garderie doit gagner au moins 15,000$ par an pour qu'il soit rentable de travailler. Au Québec, en 1981, un million de personnes étaient sous le seuil de pauvreté; six cent mille d'entre elles avaient de la peine à satisfaire leurs besoins essentiels. Il n'est pas étonnant, à ce moment, qu'elles n'aient pas un sou à consacrer à la qualité de vie et que ceux qui semblent

5 ménages québécois



les plus intéressés à l'environnement soient traditionnellement les bien nantis.

Pourtant les plus touchés par les problèmes écologiques sont économiquement démunis. Ils ne peuvent pas s'en sortir isolément, en se payant un chalet au bord d'un lac, pour aller s'aérer durant les fins de semaines, ou une automobile, un purificateur d'air domestique, et de l'eau de source en bouteille. Mais paradoxalement, et il n'y a pas à s'en surprendre, ces gens à faible revenu polluent moins. Ils consomment très peu d'énergie, car ils n'en ont pas les moyens. Ils jettent moins, dépensent moins, économisent l'énergie et les biens communs, n'ont pas de véhicule polluant.

Dans les ruelles pauvres, les déchets éparpillés témoignent du passage de tous ceux et celles qui, hélas, s'y nourrissent. On n'y trouve pas, comme dans les beaux quartiers, de meubles presque neufs jetés. Le recyclage est monnaie courante.

A l'échelle internationale, les disparités sont encore plus criantes. 15% de la population mondiale possède 60% des revenus. A l'autre extrême, ils-elles sont 20% à en posséder une infime tranche de 2%. Aux Philippines, on construit des centrales nucléaires sur des volcans et on emploie dans les champs les balances de stocks d'insecticides interdits aux Etats-Unis; la littérature sur ces sujets est censurée et les agriculteurs ne peuvent même pas savoir qu'ils emploient des produits toxiques. A travers le monde, les gouvernements les plus répressifs servent à l'exploitation la plus éhontée des populations, et une de ces formes d'exploitation, c'est la pollution, la mise en danger de la santé de peuples entiers pour le bénéfice de quelques individus. Partout dans le monde les plus démuni-e-s sont les plus vulnérables.

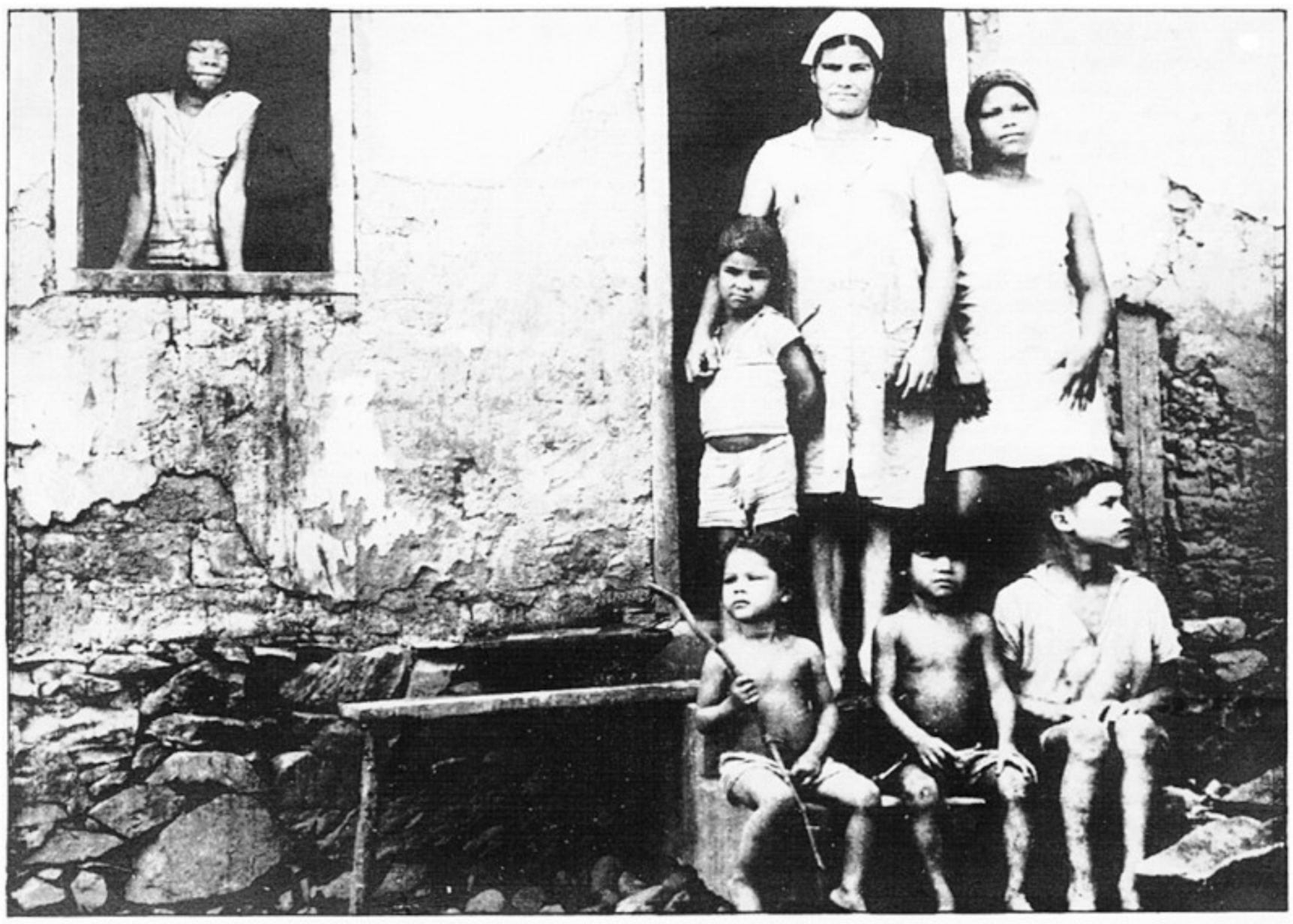
Au Brésil, où l'inflation est de 140% par an environ, le gouvernement a mis sur pied le "plan alcool", soi-disant pour relancer l'économie. Ce plan consiste en une conversion des terres agricoles à la culture de la canne à sucre, pour la production non pas de sucre mais d'alcool pour utilisation dans les véhicules automobiles. On ne cultive plus pour manger mais pour le déplacement de luxe. Au Brésil, très peu de paysans sont propriétaires de leurs terres: ils-elles travaillent surtout comme ouvrier-ère-s agricoles et ne peuvent donc pas choisir quel produit cultiver. Depuis la conversion à la culture de la canne à sucre, la malnutrition a augmenté de façon catastrophique. Les terres arables servent non plus à nourrir les gens mais à faire fonctionner les automobiles des privilégié-e-s. Les travailleurs et travailleuses ne peuvent même plus se nourrir du produit des cultures ni, avec leurs maigres salaires, acheter de quoi manger suffisamment pour eux et leurs enfants. Le ministre de la santé lui-même affirme qu'il y a 55 millions de malades sur une population de 120 millions, dont plus de 50% a moins de 21 ans. Trois millions d'enfants sont sans foyer.

Il y a donc plusieurs façons de gérer les problèmes d'environnement. Ici, on pallie au manque de ressources pétrolières pour la circulation des véhicules en y détournant des ressources alimentaires. C'est un choix: le gouvernement brésilien

pourraitaussi favoriser le transport en commun et l'alimentation prioritaire de la population. Ce choix profite et à ceux qui peuvent s'offrir des automobiles (les "élites" locales) et à l'industrie du transport contrôlée par des capitaux étrangers.

La dictature militaire répressive maintient l'"ordre social". Les trois principaux clients du Canada dans le Tiers-Monde pour son commerce des armes sont l'Argentine, le Brésil et le Chili. Selon l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, "les armes y servent principalement à réprimer les organisations syndicales et populaires et à supprimer les droits et libertés". Le Canada est au sixième rang mondial pour la vente d'armes au Tiers-Monde.

Le développement du Tiers-Monde, décidé de l'extérieur, engendre souvent des catastrophes écologiques. En Inde, les paysans pour pouvoir se chauffer et cuire leurs aliments doivent utiliser la bouse de vache séchée: ils enlèvent ainsi un engrais naturel au sol et les terres arables se détériorent. En Amérique centrale, les travailleurs agricoles, encore pour se chauffer et cuire leurs aliments, doivent débroussailler les flancs de montagne, augmentant ainsi l'érosion des sols et la désertification. Le harnachement des rivières d'Afrique a augmenté le nombre de marais et causé une recrudescence de schistosomiase, maladie humaine souvent mortelle.



Une favella brésilienne, ou l'envers des « miracles économiques » fondés sur l'endettement extérieur et la surexploitation de la force de travail (DR).

Mais il ne faut pas croire que les plus démunis du globe soient les seuls touchés. Les insecticides toxiques répandus aux Philippines nous reviennent dans les boîtes de conserve, les pesticides interdits aux Etats-Unis, vendus au Sri Lanka, nous reviennent dans les boîtes de thé, et les radiations d'une éventuelle catastrophe ne nous épargneront pas.

Nous devons voir l'état réel de la situation ; c'est très important de nous faire une idée précise du problème environnemental et de le mettre en relation avec tous les autres qui nous affectent pour pouvoir en sortir.

Il ne s'agit pas ici de prévoir la fin du monde. Personne ne l'espère. Il s'agit plutôt de se faire une idée du nouveau monde que nous désirons et des moyens à employer pour le construire.

* * * * * *

D'OÙ VIENT CETTE FUMÉE OPAQUE ?

Avant d'élaborer des stratégies de changement, nous irons au fond du gouffre, voir les racines des problèmes. Cette "descente aux enfers" bien que pénible, est essentielle pour trouver la voie de sortie. Il faut bien analyser les problèmes pour en trouver l'issue.

TRANSPORT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

L'organisation mondiale de la santé estime que 250,000 personnes sont tuées et plusieurs millions blessées chaque année dans des accidents de la route, bon nombre de victimes étant des piétons (95,000), bon nombre aussi étant des enfants. Chez les jeunes, les deux principales causes de décès sont les suicides et les accidents d'automobile.

L'automobile pollue: bruit, émanations toxiques qui attaquent le coeur, les

poumons, la peau, le cerveau, émanations cancérigènes, émanations acides qui retombent dans la pluie. Le CO (monoxyde de carbone) empêche l'élimination du cholestérol de l'organisme et on le relie aux maladies cardiaques; il produit la somnolence et peut causer des accidents dans un tunnel, lors d'un embouteillage par exemple.

Les normes canadiennes sont beaucoup moins strictes que les normes américaines (voir tableau.) L'automobile canadienne libère aussi trois fois plus de soufre que celle des Etats-Unis.

Polluant libéré	norme canadienne (1981 à 1985)	norme américaine (1981)
Hydrocarbures	2.0 grammes/mille parcouru	0.41 grammes/mille parcouru
Oxydes d'azote	3.1	1.0
CO	25.0	3.4

L'automobile privée mine aussi la santé de façon plus insidieuse, en dispensant les conducteurs d'exercice sain, qu'ils tenteront de remplacer par du jogging dans une atmosphère chargée de CO et d'oxydes d'azote! Et elle attaque aussi la santé des travailleurs du pétrole et de ceux des chaînes de montage.

Les transports individuels créent l'illusion de liberté mais ne sont pas si efficaces. En calculant tout le temps passé à l'entretien d'une automobile, et le temps de travail nécessaire pour la payer, Ivan Illich (19) arrive à la conclusion que l'automobiliste gagne très peu de temps sur le cycliste et en perd sur l'usager des transports en commun. Ça, c'est pour le temps. Pour l'énergie consommée, donc le coût, on observe le même phénomène. L'automobile privée s'avère peu rentable, comparée aux transports collectifs. Quant à la bicyclette, on n'en parle même pas: elle consomme l'énergie des aliments et la transforme en potentiel de vie.

L'automobile privée profite surtout aux vendeurs d'automobiles. Los Angeles, la polluée, était une belle ville propre avant que ses transports en commun ne soient acquis par General Motors qui les a fait péricliter... à son profit. Maintenant, à Los Angeles, des gens meurent d'asthme, les femmes au foyer sont isolées sous les autoroutes, et on ne voit plus la mer à 500 pieds à cause du brouillard, on ne l'entend pas non plus à cause du bruit.

L'automobile règle tout le développement actuel des centres urbains. En 1950, 63% des habitants des Etats-Unis et de l'Europe occidentale vivaient dans les villes. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 75%. Pourtant, le bruit, la circulation automobile, la pollution atmosphérique, le manque d'espace, le

sentiment de n'être qu'un visage inidentifiable dans une masse de gens inconnus, l'isolement, la crainte de ne pouvoir attirer l'attention ou l'intérêt de personne, sont étouffants.

Le principal désavantage des transports en commun est leur rareté. A la campagne, seuls ceux qui peuvent se payer un transport privé sont à l'aise. Au prix où sont maintenant ces transports privés, les banlieusards reviennent vers les centres-villes, où le prix des loyers monte, en réponse à cette nouvelle demande. Les traditionnels habitants des centres urbains, à faibles revenus, ne savent plus où se loger. Les profits de ce type de développement vont aux holdings immobiliers. Et les transports en commun, comme toutes les activités non polluantes, semblent "réservés" aux plus démuni-e-s: les femmes sont majoritaires à attendre aux arrêts d'autobus (avec ou sans manteau de fourrure pour se réchauffer, l'hiver).

La concentration des populations dans les villes, amenant la concentration des déchets et le réaménagement du territoire, est un facteur important dans le bouleversement écologique actuel. Les villes de plus de 50,000 habitants, les tours d'habitation dépassant les six étages, les rues sans parc, ni arbre, c'est dur à vivre. Si on multipliait les petits centres urbains, chacun serait à la fois plus près de la campagne et de la ville, et pourrait diversifier ses expériences à son gré. Mais l'industrie, concentrée à la ville, près des moyens de transport rapides et de la main-

d'oeuvre, fait des "économies d'échelle" et augmente ainsi sa marge de profit .

Si des accidents arrivent, les populations sont délogées sans dédommagement: 89,000 évacués à Missisauga (Ontario) lors du déraillement d'un train et d'un échappement de gaz chlorhydrique (mortel), 7,500 à Fort Knox à cause d'un accident ferroviaire et d'une fuite de chlorure de vinyle (toxique et cancérigène). A Seveso, en Italie, les femmes exposées à de la dioxine n'ont jamais réussi obtenir au moins une compensation financière pour leurs fausses-couches: la cour prétendait ne pas voir de lien de cause à effet entre cet agent toxique, qui avait nécessité .

l'évacuation de la région, et les avortements dits "spontanés". A Three Miles Island (Harrisburg), après l'accident survenu à la centrale nucléaire, le lait des vaches est devenu impropre à la consommation parce que radioactif; mais les fermiers n'ont reçu qu'un faible dédommagement. Tous ces gens ne semblent être sur place que pour travailler, ils semblent n'être que les outils d'une machine à profit qui les manipule, les localise, les délocalise, dicte leurs conditions de vie.

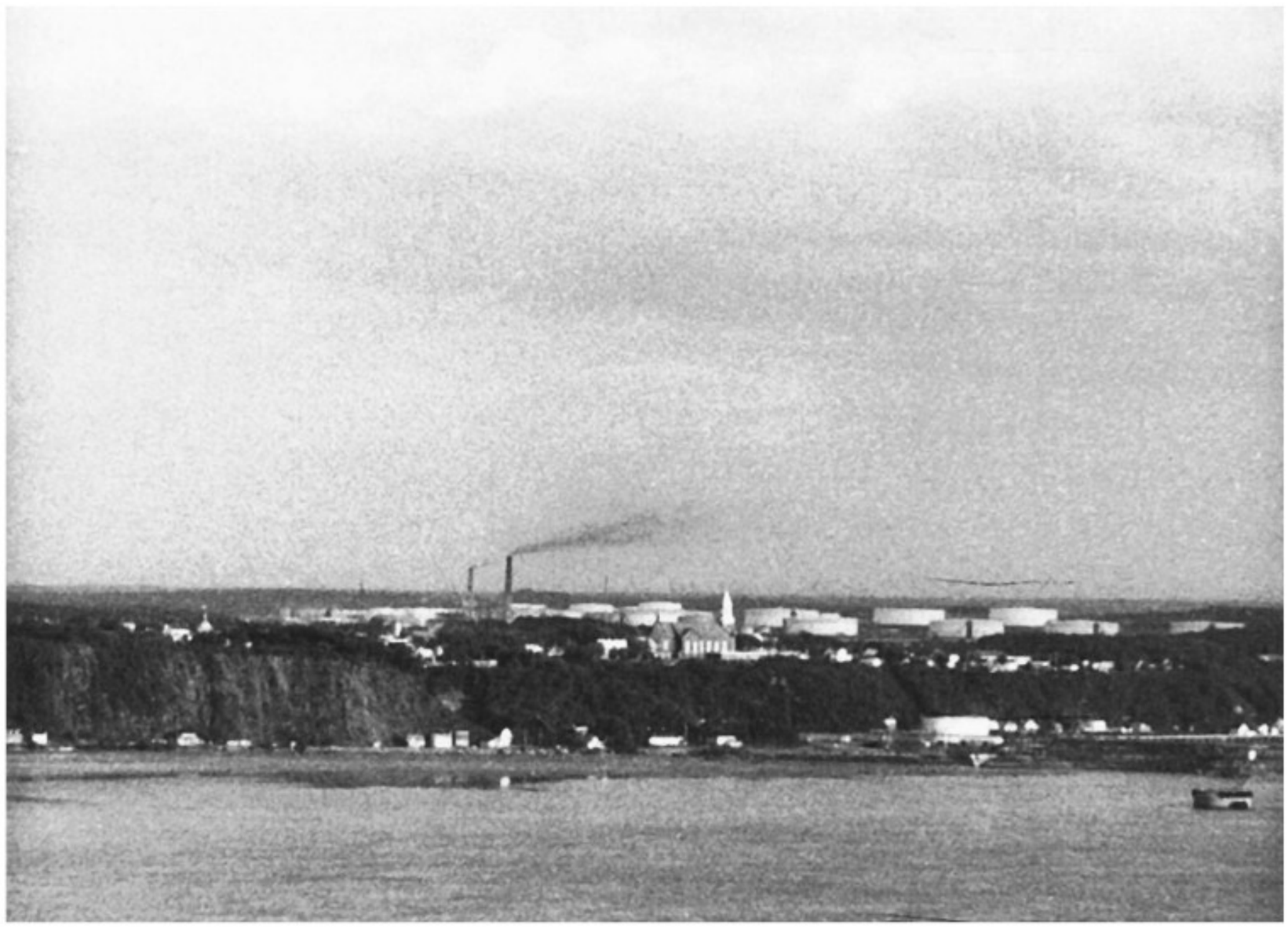
Mais nous pouvons encore réagir. Nous devons élaborer des stratégies de changement, mettre en place un front d'air pur. La situation ne pourra pas s'éterniser. A la ville comme à la campagne, et partout dans le monde, les gens vivent des frustrations profondes allant jusqu'à des menaces à leur vie physique et mentale. Il faut réagir.

La ville et la campagne ne sont pas deux mondes isolés ou isolables, pas plus que le Tiers-Monde et les pays riches. Les gens des villes mangent les produits de la campagne, y puisent les matières premières, y envoient des produits transformés et des polluants, s'y rendent pour s'y reposer et s'y divertir. Nous n'avons qu'une seule planète, et les limites territoriales en sont facilement franchies. Il faut réagir collectivement.

* * * * *

LES REJETS TOXIQUES

Les activités industrielles, dont le transport n'est qu'un aspect, affectent le climat, la faune et la flore. Un des principaux effets de l'industrialisation est le rejet massif de gaz carbonique (CO_2) dans l'air. Le CO_2, déchet de toutes les combustions, produit en grande quantité par l'industrie et les véhicules



moteurs, augmente graduellement dans l'atmosphère. En 1850, sa concentration y était de 228 PPM (parties par million), en 1978 de 300 PPM et on en prévoit 380 pour l'an 2,000.

Le CO_2, un produit naturel, atteint des concentration non-naturelles. Les plantes transforment normalement le CO_2 et l'eau de l'atmosphère en sucres et en oxygène (libéré dans l'air). Mais elles ne suffisent pas à nous débarasser de tout le CO_2 en excès, surtout dans les déserts hyperpollués des centres-villes. Et à travers le monde, pour d'autres raisons, les forêts disparaissent: le CO_2 s'accumule. Partout la concentration de gaz carbonique augmente. Les effets se font sentir. Cet excès de CO_2 cause un réchauffement progressif de l'air (effet "de serre"): comme les vitres d'une serre gardent captive la chaleur radiante, le CO_2 réduit la sortie des rayons calorifiques de l'atmosphère terrestre. Les zones industrialisées se réchauffent d'abord, puis l'air de toute la planète, et l'eau des océans. Les glaces des pôles fondent. Le niveau de la mer s'élève. La hausse de $2^{o}C$ de la température des océans élèverait le niveau de la mer jusqu'à inonder Montréal et la plaine du Saint-Laurent! Certains prévoient que la concentration du CO_2 doublera au cours des cent prochaines années, élevant la température mondiale de 1,5 ...ou de $3^{o}C$. (32)!
Devrons-nous émigrer?

Le gaz carbonique n'est pas le seul rejet industriel. Les émanations acides en sont un autre type, aussi funeste sinon plus. Les fumées acides d'usines retombent sur le sol avec la pluie ou la neige. A certains endroits, les précipitations acides changent l'environnement des lacs au point d'y rendre impossible la survie des animaux et des plantes. Les beaux lacs tous bleus sont d'autant plus bleus qu'ils sont morts et qu'aucune algue n'y pousse.

Les pluies acides délavent les sols, entraînant les sels minéraux, nourriture des plantes, vers les eaux courantes: les champs et les sols des forêts deviennent peu à peu stériles. La croissance des arbres ralentit.

Les pluies acides emmènent avec elles dans les rivières des éléments toxiques, tel le mercure des roches, qui s'y ajoute à celui rejeté, en grande quantité, par les compagnies de chlor-alkalis. Le mercure est d'abord transformé par des bactéries en mercure méthylé, puis incorporé dans la chair des animaux aquatiques qui s'en nourrissent et servent ensuite de pâture à d'autres. En moyenne, à chaque maillon de cette chaîne alimentaire, la quantité de mercure méthylé fixé dans les muscles se multiplie par dix.

Quand nous mangeons du poisson ou des fruits de mer, nous introduisons du mercure méthylé dans nos muscles et notre cerveau (principalement), ce qui perturbe leur fonctionnement. La teneur en mercure dépend de l'espèce consommée, de son alimentation (les poissons herbivores n'en contiennent pas). Le mercure méthylé, en grande quantité,produit chez l'humain la maladie de Minamata: le système nerveux et les muscles (le coeur surtout) sont atteints, la mort s'ensuit à plus ou moins long terme; chez la femme enceinte, le foetus concentre ce poison et peut mourir avant terme, ou peu après sa naissance. Des cas ont été diagnostiqués chez les Inuits (qui se nourrissent principalement de poisson), à Lebel-sur-Quévillon, près de l'usine de la compagnie Domtar. Comme "remède", on a conseillé à ces populations de pêcheurs-chasseurs traditionnels de ne plus consommer de poisson! C'est l'assimilation ou le génocide. Des espèces animales et végétales disparaissent, allons-nous maintenant décimer l'espèce humaine?

Nous y allons bon train.

Mais malgré les effets dévastateurs du gaz carbonique et des pluies acides, on peut affirmer que la grande responsabilité des déséquilibres biologiques revient en propre aux produits artificiels nouveaux qu'on déverse dans la nature (... ou plutôt à ceux qui les déversent!), cette nature n'ayant aucun mécanisme pour s'en débarasser. Les produits chimiques de synthèse sont dangereux, non parce qu'ils ne correspondent pas à une "morale naturelle" mais parce que rien dans la nature n'est capable de les détruire ou même parfois de leur résister. Les micro-organismes,qui depuis l'apparition de la vie sur terre ont éliminé les déchets,se sont nourris de ces déchets. Si les rejets qu'on leur fournit maintenant sont pour eux des poisons, ils disparaîtront; ils ne seront même plus disponibles pour dégrader les déchets naturels qui leur servaient autrefois de nourriture. Et nous nous retrouverons avec une pollution chimique et biologique accablante, une "rupture d'équilibre écologique" dûe à un chaînon manquant dans le cycle des équilibres naturels.

La planète foisonne de formes animales et végétales. Les limites de chaque espèce commandent cette obligatoire diversité: l'une doit se nourrir d'une autre, ou de plusieurs autres, consommer du gaz carbonique ou de l'oxygène. Vivre implique utilisation de ressources qui doivent se renouveler: la diversité permet ce renouvellement. L'air que nous respirons apporte l'oxygène nécessaire à

nos fonctions vitales. Nous expirons du gaz carbonique, qui nourrit les plantes: elles en fabriquent des sucres et de la cellulose, utilisant l'énergie du soleil comme carburant. Ces plantes, nous pourrons les consommer, ou en nourrir les animaux d'élevage. Les déchets organiques (plantes et animaux morts) retourneront dans ce cycle sous forme d'engrais mais seulement après avoir été décomposés par l'intermédiaire de diverses autres formes animales. Si une espèce ne peut plus survivre, tout le processus d'autorenouvellement est menacé, tout l'"écosystème" risque de se détraquer.

Les modifications de l'environnement, les produits chimiques répandus dans la nature détraquent ce système des équilibres biologiques. Chaque espèce qui disparaît est une menace pour la survie de toutes, y compris l'espèce humaine. Nous ne sommes pas des dieux, nous sommes partie du grand cycle de la vie.

* * * * *

LES PRODUITS CHIMIQUES ET LA QUALITE DE VIE

Les fabriquants de produits chimiques, à grand renfort de publicité, tentent de nous faire croire que ceux-ci améliorent nos conditions de vie. A les entendre, sans matériaux synthétiques, nous ne pourrions ni nous vêtir, ni nous loger ; sans pesticides chimiques il y aurait

famine à l'échelle mondiale. Ces compagnies, par leur production, contribueraient à faire disparaître la faim dans le monde, la misère; elles seraient humanitaires, quoi!

Or les faits sont tout autres. Les pesticides sont une des composantes des méthodes de culture intensive. Ils sont toujours toxiques et c'est normal, car ils sont utilisés pour détruire des espèces vivantes. Leur toxicité persiste pendant un laps de temps plus ou moins long. Dans le cas du DDT, banni ici, mais encore employé dans plusieurs pays, la toxicité est quasi-éternelle. La vache qui mange de l'herbe arrosée au DDT mange du DDT qui passe de façon concentrée dans son lait. On refuse parfois les fromages importés à leur entrée au Canada parce qu'ils contiennent trop de DDT. Au Québec le lait des femmes contient jusqu'à quarante fois plus de DDT que le lait de vache (selon la quantité de viande et de produits lactés que consomme la mère). Les graisses humaines contiennent d'autant plus de DDT que la consommation des produits animaux est forte: on peut distinguer un Nord-américain d'un Européen et d'un résident du Tiers-Mondes par la concentration décroissante de DDT dans leurs graisses.... Le DDT retourne toujours dans la chaîne alimentaire!

Les produits chimiques répandus sur les sols, délavés par la pluie, se rendent parfois jusqu'aux sources d'eau potable. Le ministère des transports québécois répand des herbicides le long des routes (durant l'été 1978, un herbicide de type 2,4,5-T, très toxique a été répandu sur un parcours de 2,000 milles). Dans la région de Lanaudière, à St-Jacques de Montcalm, durant l'été 1981, l'arrosage

avec l'eau de l'aqueduc municipal (servant aussi à abreuver la population!)a ravagé la culture du tabac: cette eau avait été contaminée par du piclorame, herbicide utilisé par Hydro-Québec sous les lignes à haute tension pour freiner la pousse de la végétation. Le même herbicide, toxique pour l'humain, s'est retrouvé dans l'eau des puits artésiens de Sainte-Dorothée, où les légumes en serre ont été affectés...

On répand souvent des herbicides par avion. Le furadon, contre la pyrale du maïs, qui détruit aussi les abeilles qui y butinent, a causé aux apiculteurs des pertes de plusieurs millions en 1980; mais pire encore, le fénithrotion, toxique et incriminé dans le décès de plusieurs enfants (syndrome de Guillain-Barré), est encore pulvérisé du haut des airs sur des forêts entières, et sur les habitations et les gens qui s'y trouvent.

Pourtant, même les scientifiques contestent l'efficacité à long terme des pesticides: des variétés d'insectes résistants apparaissent sur les cultures arrosées, et les infestent sans merci. La lutte naturelle, moins spectaculaire, porte plus de fruits. Vraiment, ces produits chimiques semblent profiter beaucoup plus à ceux qui les vendent qu'à ceux qui les... consomment.

La culture intensive, dont les pesticides ne représentent qu'un aspect, est une cause de la désertification du globe. Selon l'académie américaine des sciences, en 1990 toutes les forêts des

Philippines et de la Malaisie seront détruites, de même que la majorité des forêts de l'Amérique centrale et de l'Afrique de l'Ouest. Les sols s'épuisent, les terres cultivables se raréfient.

Un grand nombre de pays où on souffre de la faim sont des pays exportateurs de nourriture! Les animaux domestiques du Québec sont nourris avec de la farine de poisson des côtes du Pérou. Le quart la récolte mondiale de céréales nourrit les animaux d'élevage des pays riches. Dans le Tiers-Monde, les paysans produisent de la nourriture pour l'exportation et ne peuvent s'offrir suffisamment à manger: 60% des paysans de la planète ne sont même pas propriétaires de leurs terres. Avec l'appui des "élites" locales, les multinationales les acculent aux mono-cultures: la culture d'une seule denrée peut se faire de façon beaucoup plus intensive, elle est plus rentable à court terme; mais elle nécessite l'achat de machinerie, d'engrais, de pesticides et de semences sélectionnées, fournis par ces mêmes multinationales. Les monocultures engendrent la dépendance dans la production, et aussi dans la mise en marché: les prix des matières premières et de la machinerie seront fixés de l'extérieur; ceux des produits aussi. Ainsi, la culture d'une grande terre d'arachides ne permettra pas à une famille africaine de vivre, si le prix de vente de ces arachides ne peut lui assurer une nourriture équilibrée, et de quoi se vêtir, se loger, se chauffer, se soigner. Et que dire de ceux qui cultivent des fleurs.....

leurs récoltes perdent de l'éclat à la lumière de la réalité, perdent de leur parfum à l'odeur de la faim.

Les méthodes agricoles industrielles nécessitent aussi beaucoup d'énergie fossile: produire une tonne d'engrais azotés requiert quatre tonnes de pétrole, l'épandage des pesticides demande une mécanisation poussée et encore plus de pétrole. Les prix montent. Et l'agriculture se ruine peu à peu sous l'effet de l'industrialisation sauvage. Les pluies acides, l'utilisation de méthodes "dures", la perte de propriété des sols par ceux qui les cultivent sont autant de facettes du problème.

Au Québec, les forêts (représentant 10% du produit national brut) subissent, en plus de la menace des pluies acides, celle de la scie à chaîne: les compagnies d'exploitation du bois, contrôlées par des capitaux étrangers, emploient des travailleurs à forfait. Les coupes à blanc s'effectuent avec la complicité tacite de nos gouvernants. La forêt coupée ras sur d'immenses superficies, sans reboisement, repousse très lentement, sinon jamais. Le vent balaie les graines qui ne peuvent s'enraciner, le gel s'installe de façon permanente dans le nord (pergelisol) et les animaux disparaissent. Les déserts se créent dans les pays du nord de la même façon que dans ceux du sud: industrialisation sauvage, méthodes dures, perte de propriété des sols.

Les pêcheries aussi sont affectées par l'industrialisation - car dans l'agro-alimentaire, c'est vraiment d'industrie qu'il faut parler-.

On a fait toute une histoire autour de la pêche au saumon et du rôle des autochtones dans l'équilibre des salmonidés. Pourtant, ce sont bien plus la pêche commerciale, les clubs de chasse et pêche, l'industrialisation et la pollution qui menacent le saumon. Par exemple, la compagnie des Mines Gaspé déversait accidentellement 3,600 tonnes d'acide dans la rivière York, le 6 juin 1982; il va sans dire que le saumon n'y a pas tellement monté! A eux seuls les barrages hydro-électriques ont fait disparaître le saumon de l'Atlantique

de la rivière Bersimis et la ouananiche (saumon d'eau douce) de la rivière Péribonca. Toute pêche commerciale est actuellement interdite sur le St-Laurent, des grands lacs jusqu'à Trois-Rivières et sur le Saguenay (en ce qui concerne les crevettes), principalement à cause de la pollution par le mercure (Standard Chemical à Beauharnois, CIL à Shawinigan, Alcan à Arvida jusqu'en 1976, usine de smeltage de Valleyfield). Les moules du Golfe sont contaminées: elles filtrent cinq litres d'eau à l'heure et concentrent les métaux; la pollution favorise leur infection par une algue(gonyaulax) qui cause des décès chez l'humain.

Au bout de la chaîne il y a le consommateur de nourriture. Nous en sommes tous. Nous mangeons le produit de cette industrie agro-alimentaire, contaminé directement ou indirectement, et, de plus, transformé et chimifié davantage avant son arrivée à notre table. Cherchez au magasin du coin des biscuits sans colorant ni saveur artificielle... au lieu de la couleur de la mélasse et des saveurs de bons ingrédients sains, les fabriquants utilisent des produits chimiques qui masquent la mauvaise qualité des produits, et augmentent leur marge de profit.

L'industrialisation règle le développement des centres urbains, comme celui des campagnes , dicte notre mode de vie, bouleverse les équilibres écologiques et nous empoisonne. Elle est enracinée dans l'exploitation de couches plus ou

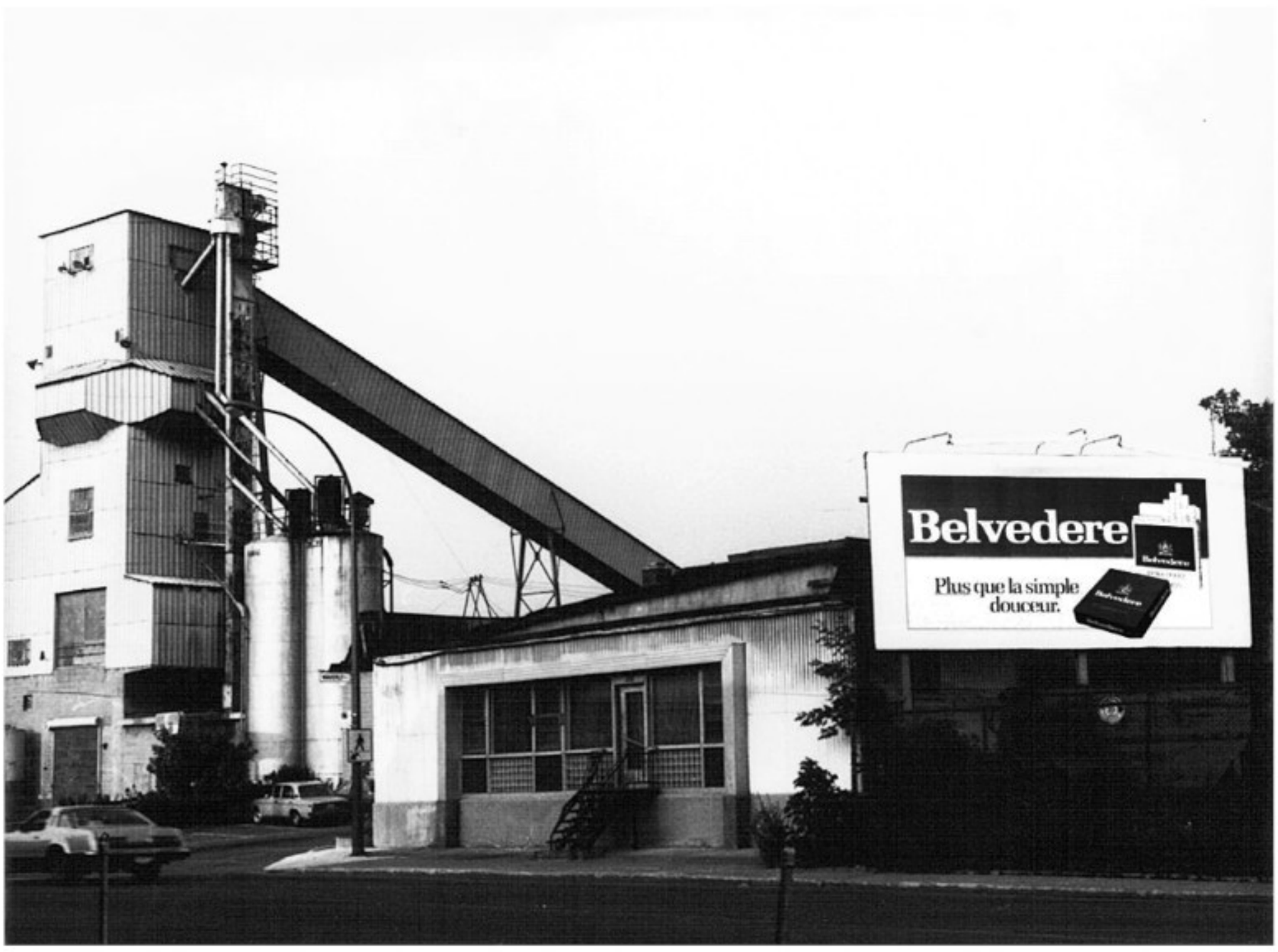
moins importantes de la population, dans le Tiers-Monde et dans les autres "deux-tiers".

Pour justifier l'industrialisation, on nous sert sans cesse les deux mêmes arguments: celui de l'emploi et celui de la qualité de vie. L'industrialisation nous permettrait de travailler et de vivre mieux. Nous verrons maintenant cela en détail: le brouillard nous empêche peut-être un peu aussi de discerner la réalité.

* * * * *

TRAVAİLLER À LA MACHİNE À PLUİE

L'essentiel de nos vies, ce sont nos amours, nos amitiés, la jouissance que l'on peut tirer des choses. Le travail y tient ou non une place importante, selon qu'il ne sert qu'à procurer les moyens financiers de poursuivre cette recherche du bonheur, ou qu'il est en lui-même épanouissant. Peu de gens osent rêver d'un travail heureux, alors ils travaillent pour tenter de se payer du bonheur; les publicistes le savent, c'est le bonheur qu'ils nous vendent.



Et faute de trouver le bonheur dans chaque geste, on va jusqu'à s'endetter pour s'offrir des objets symboles de

l'aboutissement de nos rêves. Nous sommes abusés. Pourquoi faudrait-il absolument partager nos vies entre travail aliénant et loisir d'évasion? Ne pourrait-on pas vivre du travail et des loisirs épanouissants?

Les emplois les plus valorisants sont aussi les mieux rémunérés, et permettent de s'offrir des loisirs à son choix. A l'autre extrême, les emplois dégradants, mal payés,menacent l'intégrité physique et mentale des travailleurs et des travailleuses. Les maladies industrielles et les accidents de travail font des ravages: 35% de surdité professionnelle et de toux et crachats persistants, 12% de bronchite chronique chez Fer et Titane, à Tracy; 20 à 50% de bissynose, causée par le coton, un produit naturel, mais présent dans des conditions pas du tout naturelles, chez les employé-e-s au cardage de la Wabasso, à Trois-Rivières; 30% d'amiantose chez les travailleurs encore actifs dans une usine de transformation de l'amiante, l'Atlas Asbestos, de Montréal (en 1977). Les employé-e-s de bureau souffrent de maux de dos, de stress; ailleurs, ce sont les allergies, les maux de tête, l'hypertension; la liste pourrait s'étirer longtemps.

* * * * *

PRODUIRE AU PROFIT DE QUI?

Confrontés à la volonté de leurs employés de rendre leur travail plus vivable, certains patrons ont réagi et développé une stratégie. Dans "Le new-look de la lutte des classes (ou comment des patrons combatifs reprennent en main le jeu social)" (28), Christine Mital explique comment "les plantes vertes dans les ateliers, les tapis et la musique ont pour fonction de désarçonner les plus combatifs, de les confondre dans leur stratégie et de faire dévier les affrontements",

On met sur pied des équipes autonomes de travail qui sont responsables d'une certaine tâche fixée chaque jour. On qualifie cette méthode d'"auto-gestion" et on laisse les équipes se bagarrer entre elles; évidemment, aucune de ces équipes n'a quelque droit que ce soit sur la véritable gestion de la compagnie, sur les finances, les investissements

ou les salaires et on ne peut donc pas parler d'autogestion. Le rendement augmente mais les profits ne sont pas répartis.

Dans certains départements, la compagnie Steinberg a adopté ce système qui fait monter sa productivité. Les travailleurs plus lents ont de la difficulté à se faire accepter d'une équipe dont ils ralentissent le rythme; la compagnie peut alors plus facilement les remercier et augmenter ses profits en ne conservant que les plus productifs. La même compagnie Steinberg a baissé ses prix de vente de 18.5% en Ontario en octobre 1981, gardant ses prix fixes au Québec où elle est en situation avantageuse. La baisse des prix en Ontario a pour but de briser les concurrents, ce qui permettrait de hausser les prix par la suite, et d'augmenter encore les profits. Quand on entend son slogan "Oui, Steinberg est de notre côté", on se demande de quel côté il s'agit: vu de l'oeil du consommateur et de celui du travailleur, l'argent s'en va plutôt qu'il ne rentre!

Des analystes financiers traditionnels vont jusqu'à conseiller aux patrons de vendre quelques actions aux employés, pour les rendre plus dociles. Ceux-ci auront l'impression de travailler pour leurs propres affaires et augmenteront leur rendement tout en diminuant leurs exigences. De plus, ils perdront parfois le droit à la syndicalisation.

Christine Mital décrit la stratégie:

"Une nouvelle gestion sociale: une politique volontariste qui n'attend pas les cahiers de revendications pour se déclencher; une reprise en main par la maîtrise; des mesures sociales qui prennent en compte les préoccupations individuelles, et en particulier le besoin de s'exprimer; le tout mis au service, dans certaines entreprises, d'un antisyndicalisme qui n'a jamais désarmé".

Et pour suivre l'évolution de la situation: les sondages! Sondages dirigés contre ceux qui répondent, car le sondage sert avant tout à découvrir la faille, où l'exploitation pourra encore s'exercer pour augmenter le profit. Quand on vous demande quels produits vous achetez, c'est pour vous en vendre un autre: les campagnes de marketingse basent sur les "points faibles" des consommateurs et consommatrices. Les enquêtes sur la productivité des travailleurs visent à évaluer les possibilités d'économies de temps et de matériel, pour accélerer les cadences et finalement détériorer les conditions de travail au risque parfois, d'augmenter les accidents. Les sondages d'opinion sont souvent biaisés, dans l'échantillonnage (par exemple les sondages téléphoniques ne visent que les gens inscrits dans les bottins), ou dans les questions (qui suggèrent des réponses). Et, pire encore, aucune loi n'oblige à publier les résultats des sondages. Si ces résultats ne font pas l'affaire des bailleurs de fonds, on les met "à

la poubelle"; si un seul sondage sur dix est publié parce que son résultat correspond aux intérêts de ceux qui l'ont financé, cacher les neuf autres équivant à manipuler l'opinion publique. La vérité n'existe pas en petis morceaux; elle est totale ou elle n'est pas. Il serait temps de cesser de répondre aux sondages et enquêtes ou de décider de les fausser délibérément: on se sert de notre trop grande sincérité pour nous mentir.

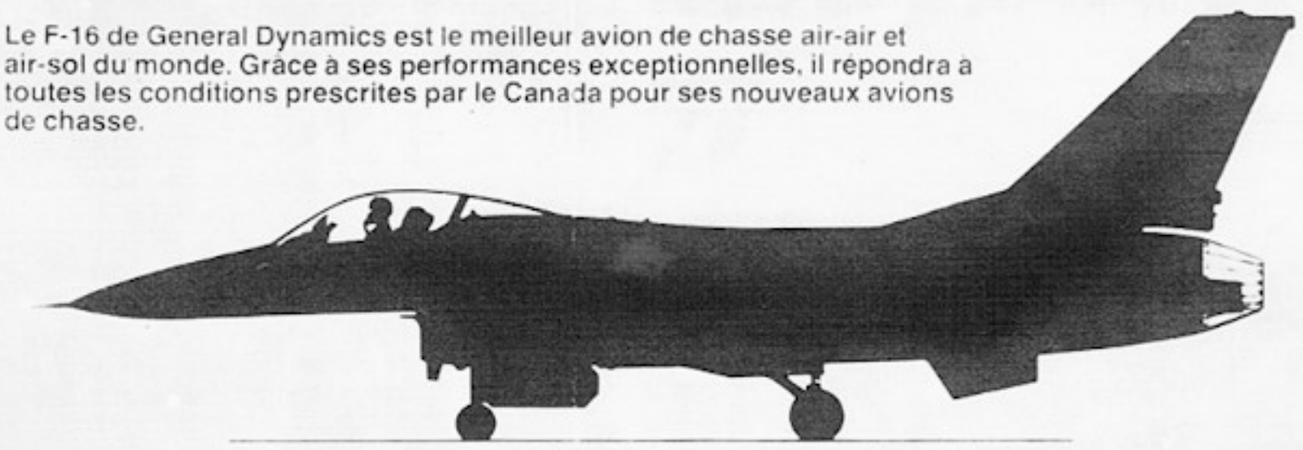
* * * * * *

TRAVAILLER POUR DETRUIRE?

Devant les fausses solutions patronales, face à la dégradation de l'environnement et de nos conditions de vie, il faudra reconsidérer toute l'organisation du travail pour arriver à corriger vraiment une situation alarmante.

Il nous faudra nous demander d'abord à quoi servent nos emplois: à détruire ou à collaborer au mieux-être social? Le cas le plus évident de travail destructeur est celui de l'industrie de l'armement. L'ONU, dans son rapport sur l'état de l'environnement de 1980, identifiait comme problème fondamental celui des effets des activités militaires sur l'environnement.

Le F-16 de General Dynamics est le meilleur avion de chasse air-air et air-sol du monde. Grâce à ses performances exceptionnelles, il répondra à toutes les conditions prescrites par le Canada pour ses nouveaux avions de chasse.



Si le Canada choisit le CF-16 comme nouvel avion de chasse, le grand gagnant sera le contribuable canadien.

Le CF-16
Le bon avion... au bon moment et... au bon prix.

GENERAL DYNAMICS

UNITED TECHNOLOGIES
PRATT & WHITNEY
AIRCRAFT GROUP

Ces effets sont, en plus des répercussions directes sur les populations et les lieux même des conflits, "les incidences indirectes des dépenses énormes consacrées à la production, aux essais et au stockage d'armes dans le monde, lesquels entraînent des ponctions ruineuses de ressources natuelles, financières et humaines qui pourraient servir à améliorer l'environnement, (...) Les restes des guerres passées, y compris les mines posées en mer et les installations et explosifs abandonnés à terre causent de graves problèmes environnementaux et absorbent des ressources financières

et humaines qui pourraient être mises à meilleur usage". On parle d'une dépense de 1,000,000$ à la minute pour l'armement dans le monde, d'une consommation de pétrole double de celle de tous les pays d'Afrique réunis. Ajoutons que ce sont les pays "en voie de développement" (ou de sous-développement qui doivent le plus souvent faire les frais des guerres!

Selon Indira Gandhi, premièreministre de l'Inde, avec le prix d'un seul missile intercontinental, on pourrait, ' it planter deux cent millions d'arbres, acheter un million de tonnes d'engrais, ériger un million de petites fabriques de biogaz, irriguer un million d'hectares, édifier 65,000 centres sanitaires ou 340,000 écoles primaires.

L'armée américaine a répandu des herbicides au Viet-Nam du sud, pour détruire le couvert végétal sous lequel se dissimulaient les Vietcongs (l'essai de ces produits avait d'abord été effectué au Canada, au Nouveau-Brunswick). Ces herbicides ont complètement détruit au Viet-Nam du sud (superficie totale 158,000 KM^2) 1,500KM^2 de terres agricoles et en ont endommagé 15,000 autres, délogeant et affamant des populations entières. Les conséquences des guerres ne sont pas qu'à court terme. L'Italie souffre encore d'invasion de parasites due à des activités militaires de la deuxième guerre mondiale! Et que dire des armes nucléaires, des armes chimiques et biologiques qui affectent directement plusieurs espèces vivantes,autant animales

que végétales dans le cas des armes atomiques (pensez à la bombe à neutrons)...

Le rapport de l'ONU va jusqu'à affirmer que "le seul moyen politiquement réaliste dont disposent les pays riches désireux d'apporter une aide accrue aux pays pauvres consiste en une réduction des dépenses militaires". Même si on peut contester que ce soit le seul moyen, il est certain qu'une diminution de ces dépenses est essentielle. Ces fonds pourraient être consacrés plutôt à accroître l'autonomie de ces populations. Mais on est loin de ça. Le budget fédéral canadien de novembre 1981 prévoyait une hausse de 17% des dépenses militaires pour 1981 et de 18% pour 1982, par rapport à une augmentation de 3% pour les services publics (postes, trains, publications...) et à une hausse globale de 11,7%. Le budget de février '82 prévoyait 6,3 milliards $ pour la "défense " contre 1,7 milliards$ pour le développement international (sommes qui sont souvent des subventions détournées à des entreprises canadiennes implantées dans le Tiers-Monde).

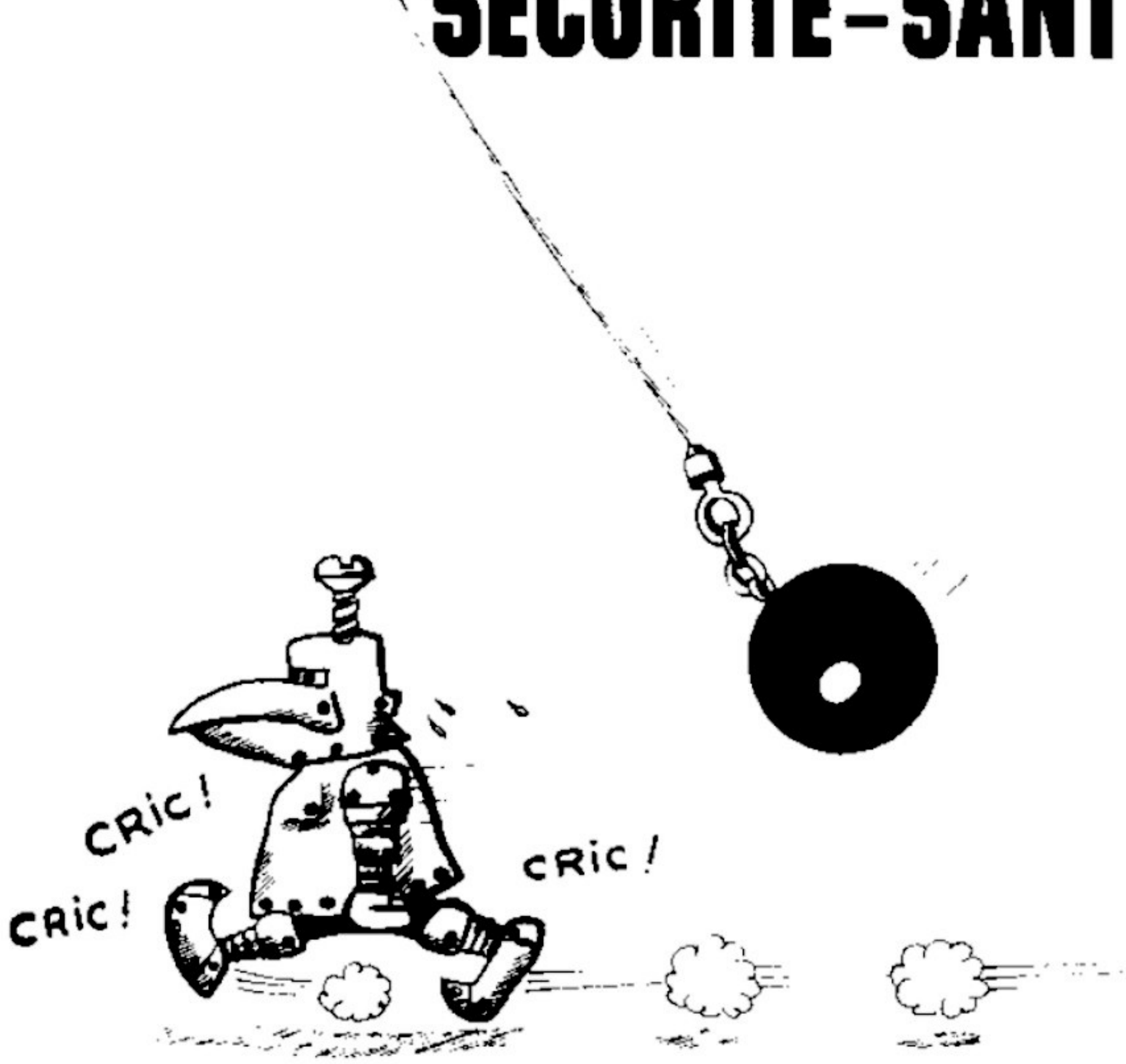
On nous dit que les activités militaires sont bonnes car elles créent de l'emploi. Souvenons-nous de la querelle des F-16 et des F-18: nos députés fédéraux se battaient pour attirer l'industrie militaire qui en Ontario, qui au Québec. Nous sommes vraiment dépossédés pour être incapable de dire non. Le taux des chômage effarant nous réduira-t-il à travailler pour détruire? Nous sommes manipulés par l'arme du chômage.

Nous sommes même réduits à travailler en nous détruisant nous-mêmes dans des usines polluantes.

Qui vit davantage les problèmes de pollution que les travailleuses et les travailleurs de ces usines? Les concentrations acceptées (et non acceptables) pour les produits toxiques dans les lieux de travail sont souvent de dix à trente fois supérieures à ce qui est jugé tolérable à l'extérieur. Les travailleurs et les travailleuses qui passent quarante heures par semaine dans ces conditions ne sont pas des robots insensibles ni des machines indéréglables. Ils sont les premiers affectés par ce que la langue française appelle les "maladies industrielles"; la langue nomme bien le problème: c'est l'industrie qui est malade en effet. Mais ce sont les travailleurs qui paient dans leur équilibre physique (amiantose, byssinose, sidérose, stress, surdité ,...) et aussi dans leur équilibre mental (le plomb, le méthanol, par exemple attaquent directement le cerveau...). La survie de toute l'espèce humaine se joue dans les luttes des travailleuses et travailleurs de ces usines polluées et polluantes, d'où viennent les produits toxiques qui ravagent l'environnement. Les luttes pour l'élimination du danger à la source sont des luttes écologiques.

10 A

MOBILISATION ET COMITÉ SYNDICAL DE SÉCURITÉ-SANTÉ



Publication au Service de Génie Industriel de la CSN

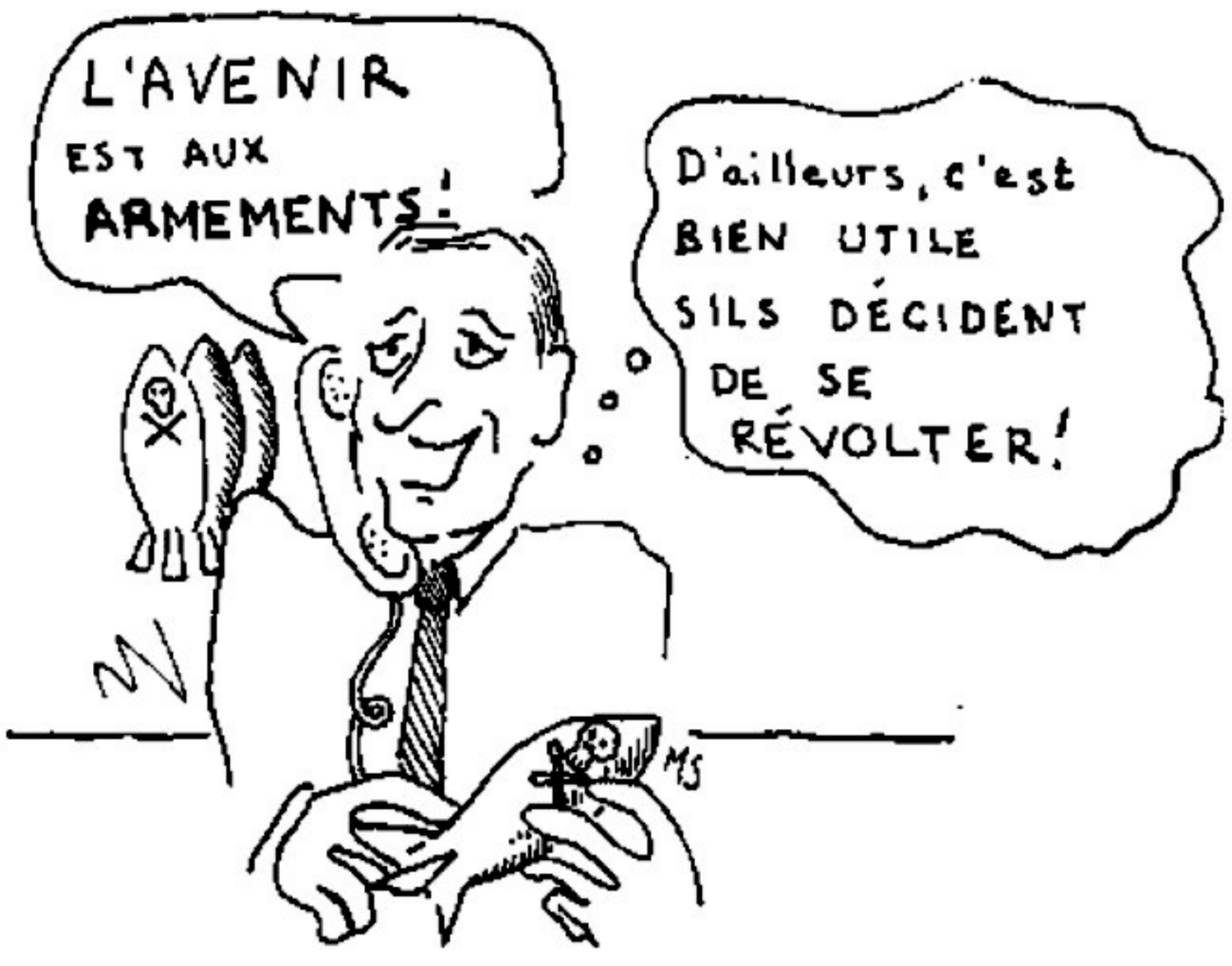
L'ARME DU CHOMAGE:

Comme pour l'industrie de guerre, le chantage à l'emploi s'exerce pour les industries polluantes: les employeurs affirment que des mesures de dépollution entraîneraient la faillite et la mise à pied du personnel. Jamais ils ne mentionnent les emplois perdus à cause des déséquilibres écologiques dont ces industries sont la source.

Jamais ils ne citent les résultats des études, généralement faites pour leur compte, concluant qu'une société écologique serait créatrice d'emplois et non génératrice de chômage. Les transformations technologiques qui font disparaître les emplois, les fermetures

d'usines et les mises-à-pied ne semblent pas peser lourd sur leur conscience: amener cet argument de l'emploi contre les mesures anti-pollution devrait nous mettre la puce à l'oreille. C'est pour leurs profits qu'ils ont peur.

Les gouvernements, cédant à ces menaces de mise à pied, très peu rentables électoralement, subventionnent souvent la dépollution: ils financent ainsi les industries polluantes , permettant au au patronat de continuer son chantage.



Quand l'Etat les finance ,c'est nous qui payons; si les profits sont privés, pourquoi les frais seraient-ils publics? Les compagnies ont besoin d'employés en santé pour faire des profits: tant que nous assumerons ces frais à leur place, elles auront beau jeu.

Les industries à haute technologie emploient beaucoup moins de main-d'oeuvre et beaucoup plus d'énergie que celles à basse technologie. L'industrialisation permet de réduire le nombre de travailleurs et de travailleuses et, donc, les frais en salaires. La technologie permet l'accumulation de profits. Mais si les prix de l'énergie montent, les coûts augmenteront de nouveau. Une fois la main-d'oeuvre réduite, les employeurs devront au moins "nourrir" les machines, et la course à l'énergie sera frénétique. Pour en trouver, on pillera des régions entières (ici les territoires des autochtones), on tentera de justifier le nucléaire, dangereux et peu rentable, on parlera de harnacher toutes les rivières.

Hydro-Québec exporte sans interruption des surplus d'électricité aux Etats-Unis et a investi en novembre 1980 200,000,000$ pour accroître ces exportations. On veut pourtant bâtir des centrales hydro-électriques jusque dans l'archipel de Montréal (au mépris des territoires Mohawks, de la qualité de l'eau potable, des espèces animales et végétales du milieu et de la beauté naturelle des rapides de Lachine).

Si on investissait dans la création d'emplois plutôt que dans l'industrialisatio à outrance, si on subventionnait la main-d'oeuvre au lieu de l'énergie, on réduirait le chômage, on polluerait et détruirait moins. Le patronat nous effraie en brandissant le spectre de la

baisse du niveau de vie. Mais sans chômage, sans cette insécurité dans laquelle nous sommes maintenus, c'est plutôt le contrôle du patronat sur nos vies qui diminuerait. C'est le but même de la mécanisation de diminuer la main-d'oeuvre. La mécanisation accroît la productivité des entreprises, d'autant plus que les machines ne peuvent pas faire la grève et qu'on ne doit ni les nourrir, ni les loger, ni les soigner, ni les éduquer. Le seul problème, pour le patronat, est peut-être qu'elles n'achètent pas.

Pourtant la mécanisation pourrait être positive, permettre la réduction des heures de travail et l'amélioration des conditions de vie Mais, il n'en est pas ainsi actuellement. L'industrialisation détériore l'environnement et offre l'occasion à quelques-uns d'améliorer leur situation aux dépens de la majorité.

Pour que la collectivité puisse utiliser la mécanisation à son avantage, il lui faudra récupérer le pouvoir, s'assurer le droit de regard sur les produits fabriqués, et le plein emploi. Les trois vont de pair car avec le chômage, il y aura toujours un réservoir de "cheap labor" sans pouvoir, incapable de revendiquer de bonnes conditions de vie, et encore moins quelque droit de regard que ce soit. Tout le système social est à réévaluer. Et on s'aperçoit que c'est tout le problème du contrôle sur nos vies qui se pose.

* * * * *

LES CONDITIONS DE TRAVAIL:

L'élimination de la réserve de main-d'oeuvre à bon marché est essentielle pour atteindre les objectifs majeurs d'amélioration des conditions de travail et d'égalisation des pouvoirs. Le plein emploi nous assurerait la sécurité et la liberté suffisantes pour nous attaquer collectivement à la solution des autres problèmes, parmi lesquels l'épineux problème de la pollution.

Le journal de l'"Union des travailleurs accidentés de Montréal (UTAM)" titrait en juin 1980: "Canada Metal. Sortir les gars ou sortir le plomb?". Voici son analyse de l'intoxication dont sont victimes les travailleurs: "Plutôt que d'éliminer le danger à la source, par une ventilation adéquate, l'entretien régulier de la machinerie, les modifications

technologiques nécessaires et le maintien de la propreté générale de l'usine, ce qui nécessiterait des investissements importants, après tant d'années d'insouciance meurtrière, Canada Metal préfère 'scrapper' ses ouvriers 'plombés' et rentrer du 'sang neuf', des jeunes, qui, avant même d'avoir été informés des dangers, avant même d'être syndiqués, se voient déjà contaminés et intoxiqués de façon irréversible. Les ouvriers de Canada Metal en ont plein le dos.(...) C'est pas les ouvriers qu'il faut sortir de la shop, c'est le plomb!"

Tant qu'il y aura un taux d'emploi de moins de 60% au Québec (pourcentage des plus de 15 ans ayant un emploi rémunéré), il y aura du sang neuf pour alimenter les usines aliénantes et polluantes. Le plein emploi et les emplois satisfaisants vont de pair. Tout le travail doit être réorganisé pour obtenir pour tous l'élimination des dangers à la source, l'emprise sur la production et des salaires décents.

* * * * *

POUR UNE REORGANISATION DU TRAVAIL:

Il peut sembler utopique de rêver de la disparition du chômage, et de travail satisfaisant pour chacun-e. Des stratégies s'élaborent cependant, sur plusieurs fronts. La réduction du temps de travail réclamée par les syndiqués forcerait l'embauche de personnel supplémentaire.

Le maintien et la création d'emplois utiles diminueraient encore le chômage tout en augmentant la qualité de vie; l'autogestion stimulerait la remise en question de la hiérarchie au travail, du partage inégal des tâches et des revenus.

La réduction du temps de travail semble la solution la plus simple et la plus logique au chômage. Elle permettrait de répartir le travail socialement utile de façon plus équitable. Pourquoi les uns travaillent-ils soixante-dix heures par semaine pendant que les autres se désespèrent à force de ne rien faire? Les revendications pour la semaine de trente-cinq heures, le mois de vacances annuel, les congés fériés additionnels, stimulent l'embauche de personnel. Une démarche de répartition des revenus s'impose aussi pour que personne ne soit forcé à faire du temps supplémentaire pour bien vivre.

De nombreux syndicats et groupes de pression revendiquent pour arracher une diminution du temps de travail. On réclame dans les conventions collectives, et au niveau des normes minimales du travail, d'allonger les vacances, les fins de semaine, d'augmenter le nombre de congés payés. On veut des congés sans solde sur demande. Plusieurs syndicats visent même la semaine de trente heures; le patronat les accuse de paresse. Ils sont pour lui d'autant plus dangereux que leur impact sur la répartition des richesses est important. Mieux vaut pour le patronat compter sur des sans-

emploi hostiles aux travailleurs que de faire face à une cohésion des revendications des travailleurs et des chômeurs. Dans certains secteurs, la diminution du temps de travail de cinq heures par semaine augmenterait le nombre d'emplois de 10%. Paradoxalement, dans d'autres, une diminution de cinq heures par semaine, par personne, ne change rien à la productivité; il est alors amplement justifié de réclamer une augmentation de salaire horaire (même salaire hebdomadaire) assortie à une coupure de ces cinq heures inutiles!

Les femmes assumant sans rémunération la garde des enfants pourraient reprendre une place sociale et un rang égal si dans une situation de plein emploi, elles pouvaient se libérer de la tutelle économique, le plus souvent involontaire, du mari, et de celle de l'Etat...si des services de garde adéquats étaient

généralisés et assumés par la collectivité, si les enfants étaient plus que tolérés dans les endroits publics, si tous en prenaient la charge communautairement, si on ne faisait pas des mères des "gardiennes de la paix" coupables selon le cas, de n'être pas assez répressives ou de l'être trop, mais toujours coupables... Cette culpabilité les maintient dans la dépendance, les empêche de se révolter contre leur situation et contre leur position de méprisées, de "voleuses de jobs", de mal-payées, d'employées subalternes.

* * * * *

LE MAINTIEN ET LA CREATION D'EMPLOIS UTILES

Au Québec, soixante-sept mille emplois ont été perdus en 1981. Le taux de chômage réel dépasse les 20% et on coupe dans les services sociaux! Ces postes ne devraient pas disparaître. Certains dirigeants politiques appellent même au bénévolat! Ce bénévolat, accompli par des chômeurs, chômeuses, assistés sociaux et femmes dépendantes, accroît encore les bénéfices patronaux, en permettant à l'Etat de réduire ses dépenses, au lieu de devoir aller tirer des profits des entreprises les fonds nécessaires à la sécurité sociale. Le sentiment d'inutilité entretenu amène le besoin d'une revalorisation personnelle face au

jugement social et pousse les sans-travail au bénévolat.

On les présente comme des parasites alors qu'on profite d'eux. Ils paient dans leur vie les maigres prestations qu'ils reçoivent. La société les tient sur une tablette pour s'en servir au besoin, dans des conditions "qu'ils ne pourront pas refuser". Certains en sont très conscients et refusent, tant qu'ils peuvent tenir, les emplois aliénants, pour au moins travailler en se sentant socialement utiles et en réalisant quelques-unes de

leurs aspirations profondes.

Mais ceux et celles qui travaillent à des tâches socialement utiles doivent pouvoir bien vivre aussi. Les martyrs auront toujours une mentalité de sacrifiés: ils risquent de devenir agressifs. Payer chacun pour son travail nous éviterait un tel revirement de situation.

Des emplois satisfaisants s'envolent, on n'en crée pas. Quand on coupe des postes, les travailleurs épargnés ont à redoubler d'efforts, à un point tel que l'aspect valorisant de leur emploi disparaît souvent. Doit-on "perdre sa vie à la gagner"? A l'heure des restrictions budgétaires, il faut renverser la machine, aller chercher dans les coffres des compagnies, réclamer des investissements qui augmentent les services et stimulent l'emploi dans des domaines délaissés et utiles; santé, logement, transport en commun, garderies, loisirs, art, information communautaire, vêtement, agriculture saine, sylviculture, recyclage, aménagement des espaces verts, et tant d'autres.. Nous n'allons pas y perdre, les ressources existent: regardez le gaspillage, considérez les milliards consacrés à l'industrie de guerre, ou à la publicité de produits inutiles. Il n'y a pas de pénurie, même à l'échelle mondiale.

Toute l'organisation du travail est à repenser. Les emplois aliénants, à la chaîne, dangereux, exténuants physiquement ou mentalement, s'ils sont absolument indispensables, pourraient être répartis

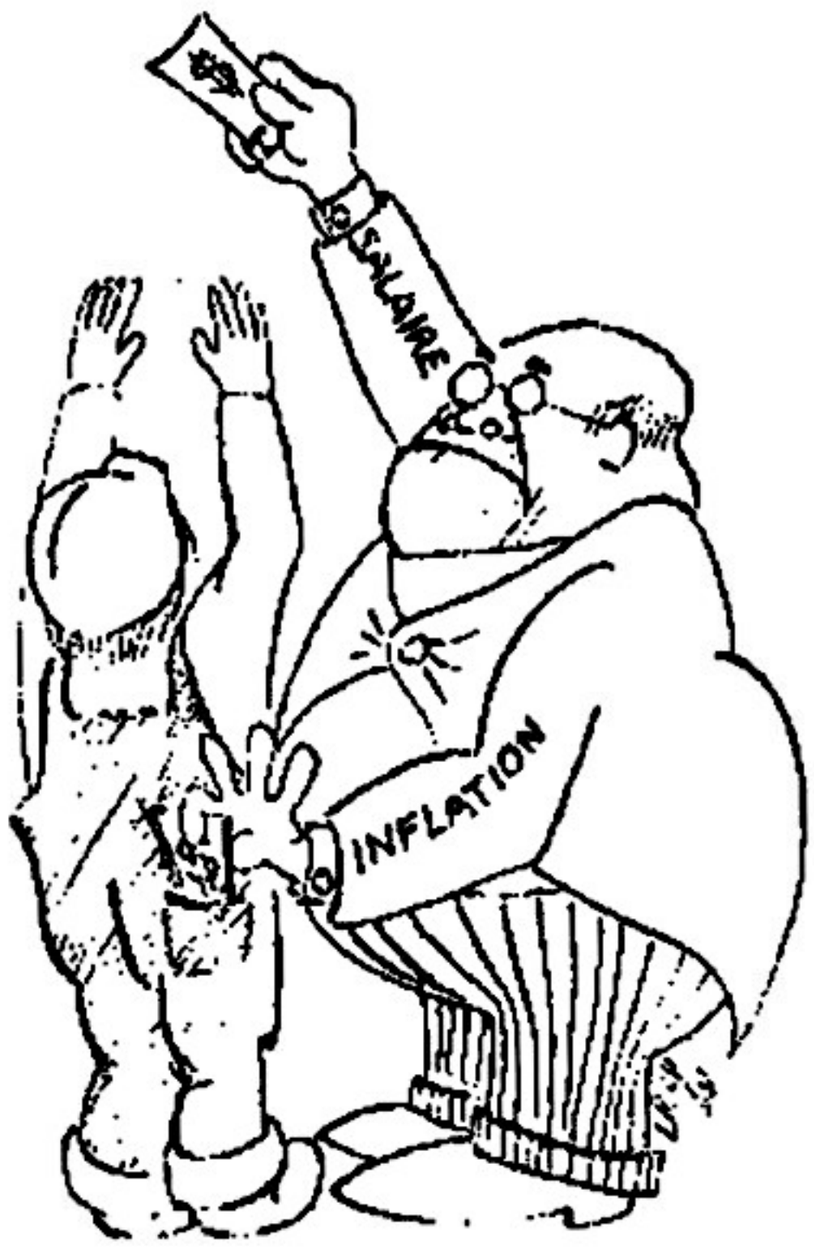
entre tous, comme tout travail et comme les richesses et les pouvoirs. Mais ne comptons pas sur ceux qui nous exploitent pour accomplir cette répartition: il faudra apprendre et obtenir de gérer nous-mêmes nos vies et notre travail. Il nous faudra l'autogestion totale.

Il faudra gérer notre vie dans ses moindres détails. Dès maintenant, nous pouvons dans nos milieux de travail tenter d'obtenir de discuter collectivement la répartition des tâches. Nous rêvons de partager les profits. Mais quand il n'y aura plus de patron-ne-s et d'employé-e-s, il faudra aussi qu'il n'y ait plus de petit boss et d'ouvrier-ère-s manuel-le-s mais plutôt une répartition de travaux ennuyeux, exténuants, passionnants ou faciles entre tous, toutes. Il est grand temps de commencer à remettre en question les rôles.

* * * * * *

VIVRE À L'INTÉRIEUR DU NUAGE NOIR

La qualité de vie, nous dit-on, s'améliore sans cesse dans le monde moderne. La preuve en serait le nombre grandissant de produits que nous pouvons acheter. La publicité nous pousse à consommer. Plus on gagne, plus on achète, et plus on s'endette aussi. En moyenne, les dettes familiales s'accroissent en même temps que s'élève le revenu (Etude de l'association coopérative d'économie familiale de Montréal, 1980). On s'engage dans une course en spirale sans voie de sortie évidente.



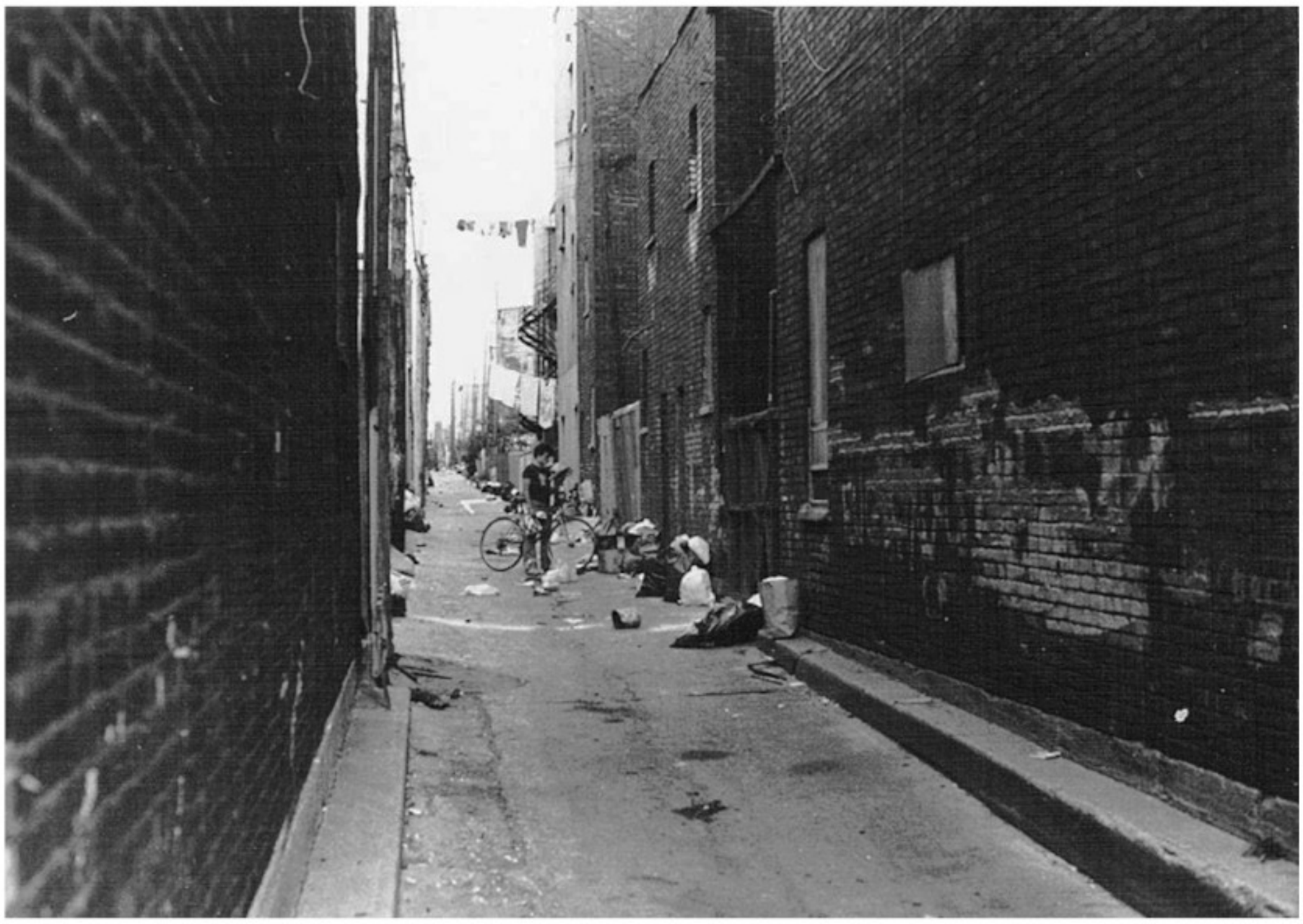
La société favorise le gaspillage, financé par notre travail. Les profits des fabriquants sont à la mesure de nos

achats. La qualité des produits se détériore d'année en année et les nouveaux gadgets inutiles font sans cesse leur apparition. Les "biens" de consommation ne valent souvent pas les longues heures de travail aliénant qu'on consacre à les payer, ni les concession idéologiques requises pour conserver nos emplois. Quand nous n'osons avancer de critiques légitimes sous peine de perdre un emploi bien rémunéré, notre liberté est factice, basée sur la négation de nos désirs. Tant que nous nierons ainsi nos besoins, à tous les niveaux, nous tenterons de les satisfaire par des palliatifs et nous maintiendrons nos frustrations, notre aliénation et notre dépendance.

Les produits de consommation superflus impliquent aussi l'exploitation des richesses mondiales et des peuples opprimés, source de conflits armés et profitable

aux compagnies, multinationales et nationales. Ce gaspillage signifie de plus la détérioration de notre environnement, à cause de l'industrialisation massive et inconsidérée, et de l'immense quantité de déchets produits.

Des déchets, il y en aura toujours, mais si on en produit tant, c'est encore en fonction du profit de quelques-uns. Il serait facile de réduire les emballages, de les recycler, de consigner les bouteilles et même les journaux. Il y aurait possibilité de fabriquer des produits durables, destinés à autre chose qu'à "prendre le bord de la poubelle" après un an, un mois, une semaine ou un jour d'usage. Mais tout notre système économique tient à ça: consommer plus. Il nous faut tant travailler pour acheter des sacs de papier d'emballage et des produits de pacotille, qu'à la fin on se demande si le jeu en vaut bien la chandelle, et qui manie les pions à son avantage.



Les gens les plus heureux du monde semblent ceux des annonces de bière. A regarder ces messages publicitaires, on sent qu'il nous manque quelque chose, n'est-ce-pas? Désirs inassouvissables, gonflables, irréels, factices; frustrations entretenues... Dans ces messages tous s'amusent (sinon toutes). Le loisir, le plaisir sont des besoins toujours possibles à faire resurgir, du fond de nos rêves quotidiennement démentis.

* * * * *

L'ERE DES LOISIRS

Nous vivons, parait-il, l'ère des loisirs: avec une automobile ou dans les transports en commun, avec un chalet, une tente ou un balcon d'en arrière. La

grande majorité des loisirs sont commerciaux; c'est une vaste entreprise lucrative. Il y a encore quelques sentiers dans le bois et quelques parcs dans les villes, mais il faut les chercher. Les cimetières seront-ils nos dernières "réserves naturelles" citadines?

A Montréal, on peut lire dans les autobus, en lettrage blanc sur fond vert (éliminant les possibilités de graffiti): "J'aime ma ville parce qu'il y a beaucoup d'arbres", suivi d'un nom d'enfant et d'une signature: "Pratt Whitney, Canada, à l'écoute des petites vérités si souvent grandes de sens". Que la publicité serve à dire le contraire de la vérité, et de façon si grossière, étonne. Et qui le dit étonne aussi. La compagnie Pratt & Whitney Aircraft (l'ancienne United Aircraft, de triste mémoire), fabrique des pièces d'avion, dont du matériel militaire. Elle a mis à pied 1,000 employé-e-s au même moment où elle finançait ces annonces.

A Montréal, on comptait en 1971 2,9 acres d'espaces verts par mille habitants, tandis qu'il y en avait 3,1 à Toronto, 4,7 à New-York et 9,0 à Washington. La superficie boisée de la CUM est passée de 10,486 acres en 1949 à 6,154 en 1975. Cinquante acres ont été coupés sur le Mont-Royal en 1980. Où vont se promener les habitants démunis des centres-villes? On y voit de plus en plus de vieillards fouiller dans les poubelles. Les enfants et les adolescents vivent sur le béton.

* * * * *

CHASSE ET PECHE

Pourtant il y a encore au Québec des clubs privés de chasse et pêche, très lucratifs, appartenant souvent à des intérêts étrangers. Une bonne partie des clubs a été convertie en ZEC (zones d'exploitation contrôlée), où la chasse et la pêche sont permises, avec limites. L'argument amené pour ne pas décluber le Québec entier est la protection de la faune: nous sommes, paraît-il, des sauvages sanguinaires qui tueront tout ce qui vit. Les membres de clubs privés, des gens biens, eux, seraient des amants de la nature. Les clubs acceptent peu de membres par rapport au territoire et peuvent employer des gardes-chasse qui contrôlent efficacement le gibier capturé. Les cotisations élevées permettent l'ensemencement des lacs. Les membres des clubs peuvent se payer une exploitation de la nature inaccessible aux simples citoyens. Leurs privilèges, basés sur leurs richesses, doivent disparaître. Au nom de la propriété privée, la majorité se voit privée de la propriété publique collective.

A l'automne 1981, le gouvernement péquiste cédait à des intérêts privés les deux-tiers du parc des Laurentides et ouvrait définitivement aux compagnies minières et forestières les zones déjà exploitées dans le parc de la Gaspésie, tout en autorisant l'exploitation d'une mine d'olivine dans la partie "préservée"

du parc. La moitié du parc du Mont-Tremblant avait déjà été cédée à des compagnies forestières et minières et la compagnie McLaren coupait le part Papineau-Labelle. En décembre de la même année, on annonçait une projet de céder deux territoires, de 300 à 500km^2 chacun, de l'Ile d'Anticosti à des pourvoyeurs privés: ces régions très giboyeuses sont un paradis de chasse au cerf de Virginie et de pêche au saumon. Le ministère avait reçu 14,500 demandes de permis de chasse et pêche à l'Ile d'Anticosti à l'été '81 et n'en avait accordé que 2,500. Des considérations économiques auraient motivé la cession de ces terres: quelles considérations économiques? Pour rentabiliser, ne vaudrait-il pas mieux permettre à davantage de gens de jouir des lieux, suffisemment vastes pour en accommoder un grand nombre?... Et la première concession de pourvoirie privée a été accordée en juin 1982 à Noël R. Laurin, président de la fédération Québécoise de la faune...

Dans leur engagement électoral du 3 avril 1981, René Lévesque (premier ministre), Lucien Lessard (ministre de l'aménagement) et Marcel Léger (ministre de l'environnement) avaient pourtant affirmé: "La qualité de vie est de plus en plus au centre des préoccupations des citoyens dans une société qui se veut civilisée. Pour retrouver l'harmonie entre les Québécois et la nature, c'est-à-dire retrouver entre autres l'usage de nos forêts, de nos lacs, de nos rivières et de nos plages, deux types d'actions s'imposent: des mesures environnementales

et des actions d'aménagement des sites destinés au loisir. C'est sur les loisirs que portera l'accent principal d'un second mandat".

LOISIRS URBAINS

Dans les centres urbains, les loisirs paraissent n'être subventionnés qu'en autant qu'ils stimulent la compétition, la discipline ou le nationalisme, valeurs de base de notre système social. Le docteur Duranceau (La presse, 19 mars 1980), directeur de la clinique de médecine sportive de l'université de Montréal, affirmait que les adolescents sont "poussés dans la compétition et drogués au détriment

de leur santé, pour des pays qui sont prêts à tuer des jeunes pour bien paraître, ramasser des médailles. Dans tout cela, disait-il, les athlètes sont poussés à faire un égo-trip de A à Z et à se valoriser avec des choses extérieures, comme les médailles".

Beaucoup d'argent pour les olympiques, les clubs de hockey ou de baseball; coupures de budgets pour les sports de détente et les activités physiques non compétitives. On a de la difficulté à trouver où aller nager près de chez soi si on n'est pas inscrit-e à un cours ou à une équipe de water-polo; à Montréal, il y a encore des bains publics non mixtes! Dans les villes, les terrains vagues ne manquent pas: les incendies et les démolitions se succèdent. Mais dans ces terrains abandonnés, on ne peut planter de fleurs, ni installer de balançoires. Ils ne sont pas propriété collective. Les lois sont ainsi faites que le propriétaire est responsable, si vous vous y blessez: il en interdit donc l'accès. Changer la loi (enlever la

responsabilité) serait un pas, une étape idéologique, contre la propriété; car le sentiment de responsabilité est pour le possédant une façon de se déculpabiliser de l'exploitation, de la rendre acceptable à ses propres yeux. Il se dira: "Je crée des emplois, je fournis des logements, je ne laisse pas les gens se blesser", mais jamais "Je suis un exploiteur".

Nos vies à tous les niveaux sont gérées par le système du profit. A l'intérieur de cette contrainte, le loisir apparaît comme une corde sensible, car le loisir est justement de pouvoir se libérer des contraintes pour faire ce qui nous tente. Le loisir, comme le travail, le pouvoir et les richesses, est inégalement réparti dans la société. Que tous aient des loisirs satisfaisants demandera un effort collectif considérable. Mais imaginez-en un peu toutes les conséquences sur la santé, la baisse de la criminalité, le développement communautaire et l'avenir de l'humanité...

Sous des dehors très différents, les divers problèmes d'environnement procèdent tous du même malaise. En régler un individuellement de façon parcellaire peut donner espoir de changer globalement le tout. Mais tant que la source de ces symptômes diffus ne sera pas tarie, d'autres symptômes surgiront ailleurs. Les problèmes de pollution procèdent de l'organisation

du travail, de la production et de la société. Des manifestations de pollution persisteront tant que cette organisation ne sera pas changée pour faire disparaître toute forme d'exploitation, et, dans ce cas spécialement, d'exploitation de la santé des gens. De multiples changements doivent être effectués, sur tous les fronts à la fois pour produire un effet de bouleversement qui libérera nos vies.

* * * * * *

NOS GOUVERNEMENTS DANS LA BRÛME

Devant l'ampleur des problèmes d'environnement, les citoyens font pression sur les gouvernants pour qu'ils apportent à court terme des solutions efficaces à la détérioration des conditions de vie. L'Etat intervient à trois niveaux: il fait des lois, subventionne, informe. Dans ces trois domaines, il s'agit comme nous allons voir plus souvent d'évasion que d'intervention efficace.

LES LOIS

(l'observation des nuages)

La législation en matière d'environnement consiste principalement, sinon exclusivement, au Canada, à fixer des peines assorties à des normes, établies par règlementation. On nous dit: "La concentration acceptable

de fibres d'amiante dans l'air d'une mine est de 2 fibres par mètre cube d'air, la concentration maximale de coliformes tolérée dans l'eau potable est de deux par cent millilitres, la fumée d'un incinérateur doit contenir un maximum de 500 PPM (parties par million) d'acide chlorydrique,...". D'où sont tirées ces normes, et que se passe-t-il lorsqu'elles sont dépassées?

Les normes.

Les normes sont fixées, essentiellement, selon le taux de mortalité ou de maladies déjà occasionné par les polluants et selon la force de pression des individus ou groupes concernés. Souvent, on expérimente les polluants en laboratoire. Par exemple, on soumet des rats à des concentrations croissantes de polluants et on observe leurs réactions à court et à long terme; s'Ils semblent affectés, on tentera d'éviter la mise en marché du produit. Mais si le produit est déjà sur les tablettes des magasins, c'est une toute autre affaire. Il a été prouvé que l'"Industrial Biotest Laboratories" de Chicago, chargée d'études sur la nocivité de certains produits, a délibérément faussé les résultats de plusieurs tests; ces substances ont été mises sur le marché, y sont encore, et y resteront semble-t-il jusqu'à la conclusion de nouvelles études. Pourtant, elles peuvent être très toxiques!

Dans le cas de l'amiante, le plus fort établit la "norme": qu'est-ce qui produit l'amiantose? Cinquante fibres par m^3 dans l'air, ou vingt, ou cinq, ou deux?

Bien sûr, les risques diminuent en même temps que le nombre de fibres inhalées, et varient avec leur type. Ici la norme acceptée est de deux fibres, ailleur elle est de cinq. Les syndicats suisses réclament la norme de zéro car toute présence de fibresd'amiante accentue les risques de cancer du poumon (l'amiante attaque le poumon jusqu'à ce que le coeur flanche ou, si le coeur est solide, jusqu'à ce que le tissu pulmonaire devienne cancéreux). La norme n'est pas la même dans tous les pays du monde, parce que les groupes concernés n'ont pas la même force dans tous les pays face à leurs gouvernements. Au Québec, le gouvernement juge acceptable le danger inhérent au travail: selon la loi sur la santé et la sécurité du travail (art. 13), "le travailleur ne peut (...) exercer le droit (de refuser d'exercer un travail dangereux) (...) si les conditions d'exécution de ce travail sont normales dans le genre de travail qu'il exerce". Si un travail est toujours dangereux, le danger devient "normal"! La loi sur la santé et la sécurité du travail ne reconnaît pas le principe de l'intégrité physique des individus. On comprend que même les normes arrachées par des groupes contestataires ne soient pas les plus avantageuses au monde!

Par définition, un polluant est toxique. Le polluant est la substance qui est écartée lors des tests de laboratoire: à son contact, les rats meurent, ou contractent le cancer, ou ontdes petits difformes, ou quoi encore... Pourtant devant un tribunal, même une norme

dépassée ne semble pas aux yeux des juges une preuve incriminant ce polluant: Bjarnie Paulson, un participant au nettoyage de la centrale nucléaire de Chalk River (Ontario)* après l'accident qui y a eu lieu en 1958, s'est vu affligé d'un cancer de la peau. Il a subi quarante opérations depuis 1964 (il était alors âgé de 44 ans). Le gouvernement fédéral ne reconnaît pas de relation de cause à effet entre la radioactivité (qui dépassait de beaucoup les normes) et ce cancer, et a refusé à maintes reprises depuis 1960 de lui verser une pension! Malgré de multiples procédures d'appel, monsieur Paulson est toujours sans le sou, et maintenant invalide.

Dans une vie, un individu a à subir des agressions de tous genres, variables selon ses activités. Une norme ne sera toujours qu'une moyenne considérée tolérable dans certaines conditions, tolérable par ceux-celles qui font les lois et qui ne sont en général pas personnellement affecté-e-s par la substance toxique ou l'agent agresseu Pourtant l'effet des différents polluants s'additionne, ou est cumulatif. Les radiations par exemple sont également nocives si elles nous bombardent d'un seul coup ou à petites doses répétées: toutes les radiations reçues depuis notre conception ont accumulé leurs effets dans nos cellules, et ça continue. Deux polluants ensemble ont parfois un effet conjugué beaucoup plus grand que chacun isolément. Il y a des milliers de polluants dans notre environnement et nos cellules ont des pouvoirs de régénération limités.

On peut se demander ce que valent les normes, fixées pour un seul polluant à la fois: les études de toxicité en milieux clos ne considèrent que chaque substance isolément.

Si les normes sont aléatoires, elles sont aussi variables selon l'ampleur des concessions que les gouvernements au pouvoir peuvent et veulent accorder à la population. Il y a très peu de normes dans les pays du Tiers-Monde, et particulièrement dans les pays totalitaires. Comment arracher des normes quand on ne peut arracher à manger? Comment arracher des normes dans des conditions de surpopulation telles que le décès d'un individu va jusqu'à être considéré comme profitable par le pouvoir en place, surtout si cet individu est revendicateur?

Et si ça dépasse les normes?

Et une fois les normes fixées, que se passe-t-il? Que se passe-t-il à Montréal lorsque l'indice de pollution atmosphérique dépasse 50? On dit à la radio, "les normes de pollution ont été dépassées!" On écrit peut-être dans les annales de la mémoire collective, "le 33 janvier de telle année, la norme de pollution a été dépassée". Et on referme le livre. L'affaire est close. On racontera à nos petits-enfants... On pense aussi à changer la norme pour ne plus pouvoir la dépasser, et plus rarement à corriger la situation. Que s'est-il passé lorsqu'en 1981, la compagnie des

chemins de fer nationaux du Canada (le C.N.) n'a pas respecté les normes de santé-sécurité et que deux travailleurs accidentés ont perdu des mois de travail? Le C.N. a été condamné à une amende de 5,000$. Le droit de blesser ne coûte pas cher! Et nous avons payé les 5,000$ (car le C.N. est une compagnie de la couronne). Plus tard, en 1982, le C.N. est parvenu à faire arrêter une autre enquête de la commission de santé-sécurité du travail du Québec, en se basant sur le fait qu'il est sous juridiction fédérale.

Que se passe-t-il lorsqu'il y a plus de 2 fibres par mètre cube d'air à la mine d'amiante d'Asbestos et que par hasard, on s'en aperçoit? On fait temporairement sortir les employés, on nettoie et on retourne au travail. On regrette, on ne recommencera pas, peut-être.

Que se passe-t-il lorsque l'incinérateur de la ville de Montréal laisse échapper une fûmée contenant plus de 500 PPM d'acide chlorhydrique? Cette situation dure depuis dix ans et il ne s'est encore rien passé de concluant...

L'histoire de l'incinérateur de la rue Des Carrières, propriété de la ville de Montréal, est un cas-type de fuite de responsabilité de nos gouvernements. Dès sa mise en opération, en 1971, l'incinérateur émettait beaucoup plus de particules de suie et de gaz toxiques que ne le promettaient les plans et devis. Aucune loi n'était encore en vigueur, spécifiant des normes

d'émission de particules et de gaz pour les incinérateurs, mais la population voisine, qu'on peut évaluer à 40,000 personnes, recevait plus de sept cents tonnes de cendres par an sur la tête.

Ces cendres, chargées de gaz toxiques, qu'elles ont la propriété de retenir, retombent sur les maisons, les balcons, les cordes à linge, et jusqu'au fond des poumons, si elles sont assez petites pour y parvenir. Des dommages matériels considérables ont été encourus et des dommages à la santé sont inévitables: les poumons et la peau sont d'abord atteints. Des études ont été faites pour le compte de la communauté urbaine de Montréal, prouvant hors de tout doute le caractère polluant de l'incinérateur des Carrières, opéré par la ville de Montréal.

Quand, en 1978, la CUM a édicté un règlement concernant les incinérateurs sur son territoire, celui de la ville de Montréal, qui brûle au minimum 256,000 tonnes de déchets par an, a été exempté jusqu'en 1983 de l'application des normes. La ville de Montréal siège de façon majoritaire au conseil de la CUM. Il lui était donc facile de s'exempter elle-même des normes. Ce règlement fut approuvé par le ministre responsable de la loi des cités et villes.

Quand, le 1er décembre 1980, le règlement provincial concernant les incinérateurs entra à son tour en vigueur, certaines normes non spécifiées par le règlement de la CUM (exemptant l'incinérateur des Carrières) étaient clairement

outrepassées. La Société pour vaincre la pollution (SVP) pressa le ministère de l'environnement de faire appliquer sa propre loi par la ville de Montréal. Un incinérateur très semblable à Limoilou, avait dû être modifié pour se conformer à la réglementation, sous les pressions des citoyen-ne-s et du ministère de l'environnement du Québec. Cependant, non seulement le ministre Léger ne répondit pas à la demande d'intenter des procédures contre la ville de Montréal, mais il céda aussi à la CUM, peu avant les élections du 13 avril 1981, toute la juridiction provinciale sur la pollution atmosphérique dans l'île de Montréal. Le maire de Montréal, Jean Drapeau, fit un geste qui sembla curieux à l'époque, car il était un partisan connu du parti de l'Union Nationale: il appuya officieusement le Parti québécois à la veille du scrutin.

Pendant ce temps, Gérald Godin, ministre de l'immigration du Québec, député du comté de Mercier, où se trouve l'incinérateur des Carrières, promettait de régler en dedans d'un an le problème des émissions ... pourtant la juridiction était passée depuis février 1981 des mains du gouvernement québécois à celles de la CUM! Les élections l'ont reporté au pouvoir et le problème n'est toujours pas réglé.

Un autre cas, encore plus flagrant, si c'est possible, est celui de la mousse isolante d'urée-formol (MIUF). Dès 1975, l'office national des normes (fédéral) connaissait les dangers de la mousse.

Le conseil national de la recherche et le ministère de l'énergie se sont opposés à l'autorisation de la MIUF comme isolant, un mémoire confidentiel concluant même qu'il fallait à tout prix éviter que les édifices fédéraux soient isolés à la MIUF . Le gérant général de Rapco Foam Canada a, de son propre aveu, fait des pressions pour la modification des normes fédérales, et avec succès dans le cas de la norme de rétrécissement de cette mousse!...Et la MIUF a été approuvée et subventionnée comme isolant par la société centrale d'hypothèque et de logement. Le ministre Ouellet, qui a conseillé aux victimes de la mousse d'"aller se faire soigner" a aussi assuré qu'à sa connaissance, personne au gouvernement n'avait d'intérêts financiers dans les compagnies MIUF. Pourtant, trois compagnies de la couronne (La corporation de développement du Canada, Air Canada et le CN) sont propriétaires à 57% de l'entreprise qui produit la mousse RAPCO. Et la commission chargée de réévaluer la MIUF était présidée par l'ex-organisateur en chef électoral du ministre Ouellet (monsieur Lamoureux).

Les lois et règlements fixent des normes établies de façon arbitraire; ces normes ne correspondent souvent à aucune amende ni action de réparation précise et les gouvernements eux-mêmes les contournent. Les lois sont à ce point pleines de trous que même le ministère de l'environnement du Québec perd la majorité des causes qu'il intente; et pourtant, il a ses inspecteurs!

En juillet 1981, le ministère de

l'environnement du Québec annonçait qu'il obligerait, à compter de janvier 1983 (!) tout nouveau constructeur d'habitation à mettre en place une fosse septique là où aucun égoût collecteur ne serait installé Au Québec, une trentaine de petites et moyennes entreprises, d'une valeur globale d'environ 40 millions$, se spécialisent actuellement dans la construction et l'installation de fosses septiques. Parallèlement, les inspecteur municipaux qui seront chargés de ce dossier sont parfois payés au salaire minimum et n'ont aucune sécurité d'emploi; certains sont même rémunérés au pro-rata des permis qu'ils accordent: plus ils seront efficaces à déceler les pollueurs, moins ils donneront de permis et moins ils seront payés! Ces inspecteurs, engagés et congédiés par les conseils de ville, souvent sans procédure d'appel, ont une durée moyenne d'emploi de trois à quatre ans! La nouvelle législation laisse donc un délai inutile de près de deux ans, favorise l'industrie privée et n'a pas de "dents"; elle pourra facilement être outrepassée.

Un autre aspect de l'inapplicabilité des lois est celui du fardeau de la preuve. Les victimes de la MIUF n'ont pas pu intenter de recours collectif contre les compagnies de mousse car elles doivent, si elles perdent leur cause, payer, en plus des frais de cour, les frais de leurs experts et ceux, aussi, de la partie adverse. Personne ne peut prendre de tels risques sans avoir de fortune en banque.

Les lois s'attaquent rarement aux causes de la pollution: on préférera mettre de la chaux dans les lacs acides pour les neutraliser (ce qui ne les fait pas revivre) plutôt que de contrôler les émissions gazeuses (ce qui obligerait les industries à repenser tout leur mode de production). L'usine d'affinage du cuivre de Noranda Mines, à Rouyn-Noranda, qui émet quatre-vingt-cinq tonnes d'anhydride sulfureux (SO_2) à l'heure, du mercure, du plomb, de l'arsenic et du cadmium, a été exemptée des règlements antipollution et s'est vu fixer un "objectif" de diminution de 40% de ses émissions acides d'ici 1985; la méthode suggérée: ouvrir une usine parallèle d'acide sulfurique (qui pourrait peut-être polluer ailleurs?) ou utiliser les déchets de l'amiante pour fabriquer des engrais après réaction avec le SO_2 acide (cette méthode secrète, inutilisable avant au moins dix ans, brevetée par la société nationale de l'amiante, pourrait bien n'être qu'un ballon destiné à enrayer les protestations des adversaires de l'exploitation de l'amiante). Les lois ne vont pas à l'encontre du système du profit, elles sont les lois de ceux et celles qui profitent de ce système.

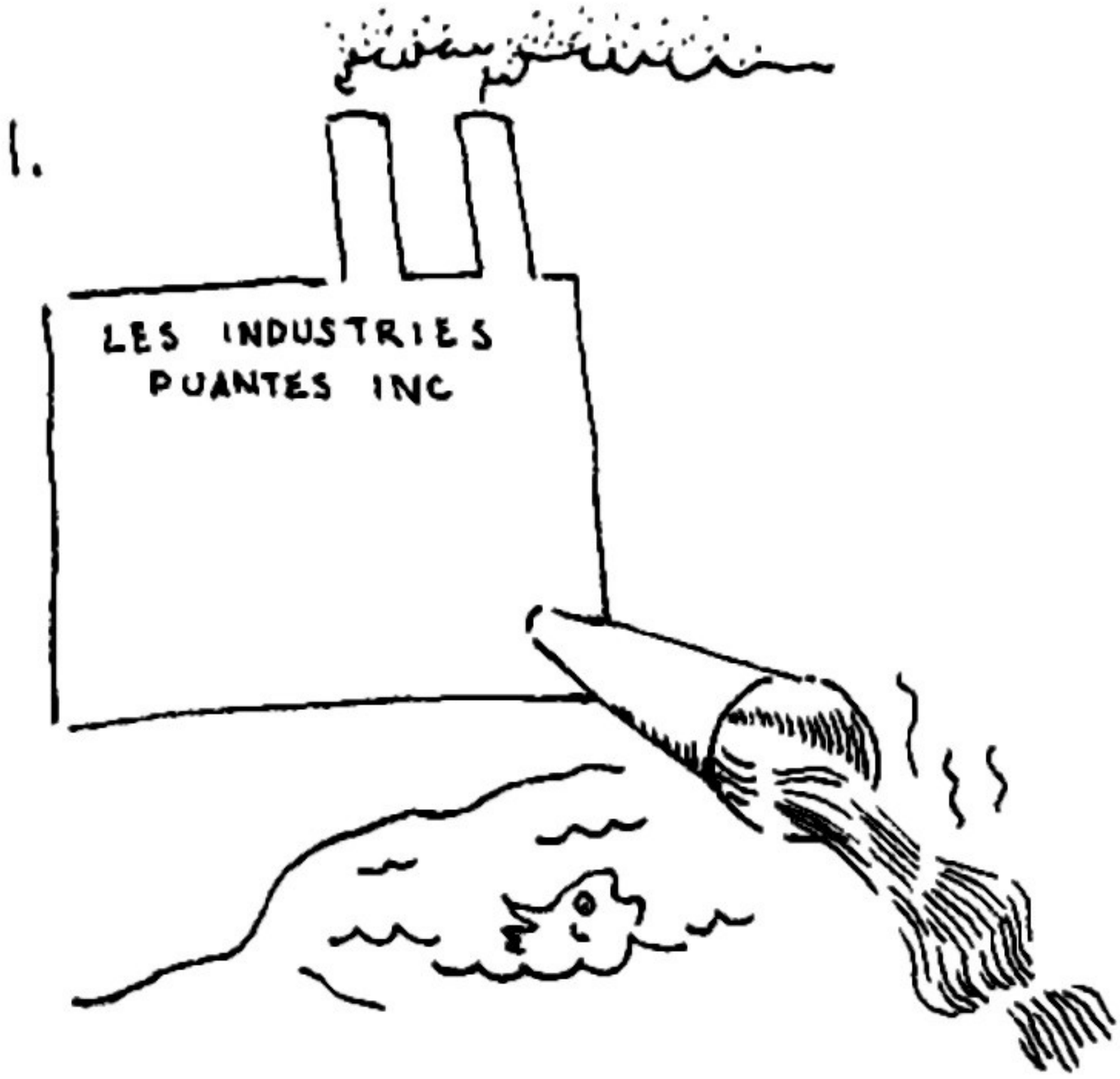
* * * * *

LES SUBVENTIONS
(être payé pour dépolluer, ou pour avoir pollué)

ITT (International Telegraph and Telephone) a coupé la Côte-Nord à blanc, presque gratuitement, puis s'en est allée... La même ITT avait financé dans les années trente la production de bombardiers Focke-Wulfe pour les nazis; elle était protégée par ceux-ci en Allemagne mais a reçu un dédommagement de 27 millions$ des E.U. pour ses usines endommagées par les bombardements alliés. Cette même ITT a soutenu le coup d'état contre le gouvernement d'unité propulaire de Salvatore Allende au Chili en 1973.

Qui a pollué le Québec? ITT et bien d'autres! Pourtant des sommes sorties des poches des citoyens et citoyennes serviront à réparer ces torts qui ne sont pas principalement collectifs. Un budget de 7 milliards$ était voté en 1980 pour la dépollution des eaux. Mais les égoûts municipaux charrient aussi des effluents industriels. Si les rivières du Québec sont si polluées, c'est en partie à cause du développement inconsidéré des villes qui crée l'amoncellement des déchets; ce type de développement est voulu par le grand capital, qui pollue aussi les eaux par les rejets des industries papetières, agro-alimentaires et autres.

Ne pas polluer, planifier le développement des villes aurait entamé la marge de profits des compagnies. Et maintenant, nous payons pour les torts. Les subventions de dépollution sont un cadeau à ceux qui souillent l'environnement et dégradent à leur profit nos conditions de vie. Au mieux, ces argents stimulent l'industrie de la dépollution. Mais si, selon la logique écologiste, cette industrie devrait viser à disparaître, faute de pollution, selon la logique productiviste elle risque de s'accroître et de créer une demande... de pollution. Si nous ne rompons pas avec cette idéologie, nous devrons peut-être un jour polluer pour pouvoir "créer de l'emploi" dans le domaine de la dépollution!



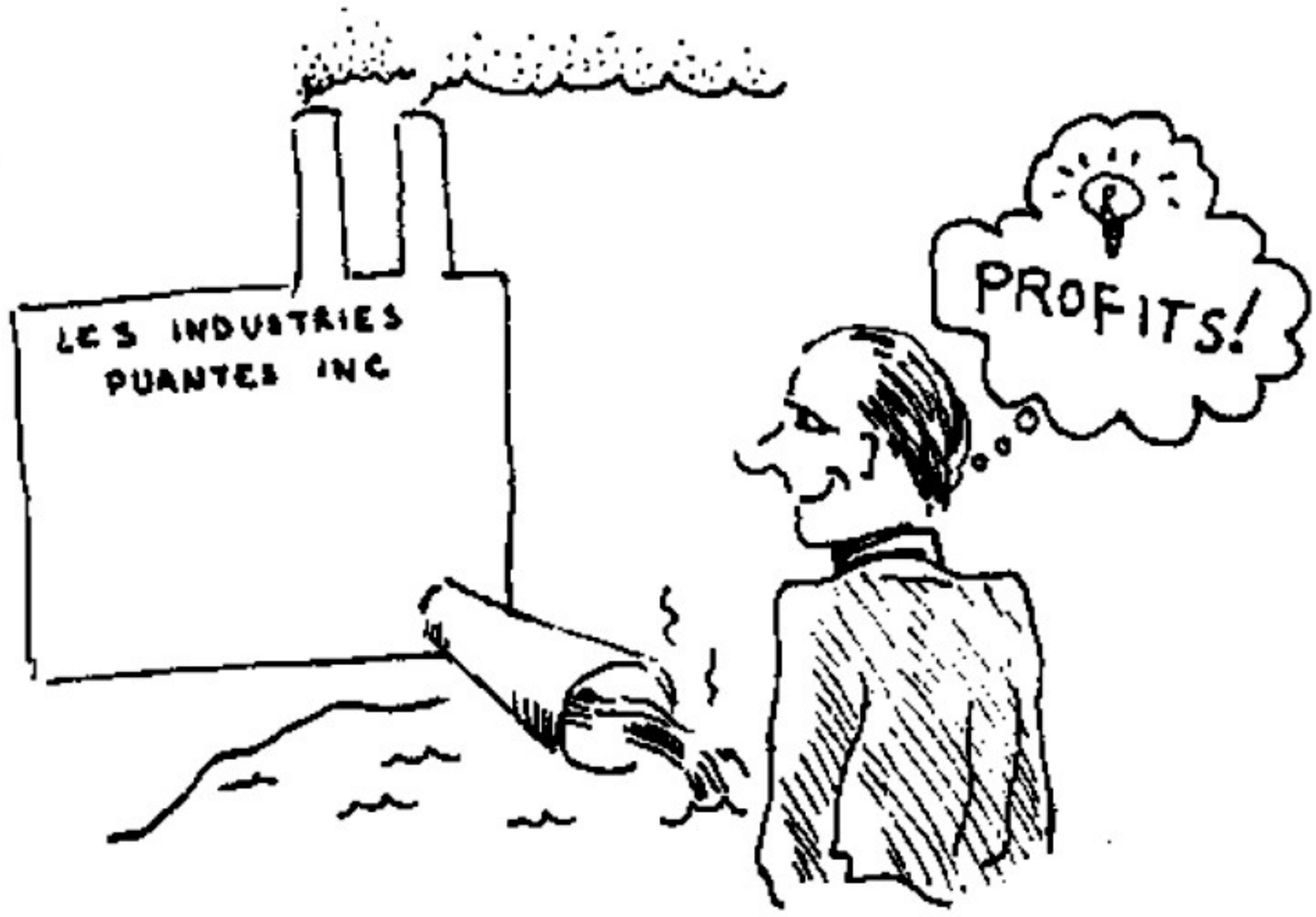
Tricil, propriétaire de l'incinérateur de déchets organiques de ville Mercier, est une filiale de CIL, productrice de substances toxiques, de peintures, mais aussi d'explosifs et de Napalm. Stablex, la compagnie qui doit s'implanter à Blainville pour nous débarasser de produits chimiques dangereux, est une filiale de Rio Tinto, exploitante de mines d'uranium (très polluantes) en Namibie et aussi au Canada, par le biais d'Algon, en Ontario. Stablex ne nous débarassera pas de nos déchets miniers, pourtant. Rio Tinto a établi ses usines les plus meurtières dans le Tiers-Monde et elle investit maintenant ici dans la dépollution. Il s'agit vraiment d'un échiquier dont nous sommes les pions.

2.

* *

Les subventions gouvernementales peuvent être directes ou indirectes (permissions spéciales, rabais,...) Le gouvernement québécois avait annoncé l'interdiction des canettes jetables mais était revenu rapidement sur sa décision devant les pressions de compagnies et de syndicats placés devant la menace de licenciements (la collecte et la réutilisation de bouteilles vides créant pourtant beaucoup d'emplois). Les canettes sont restées et les subventions aussi.

3.



Les compagnies polluantes se sont engagées, en échange des concessions du gouvernement à financer un programme de "marketting" de l'environnement: on a vu sur les camions de bière des slogans tel "L'environnement, j'en prends soin".(voir p. 106). Et le gouvernement québécois parle d'autoriser la construction de deux nouvelles usines de canettes jetables, qui pourraient faire disparaître quatre mille cinq cents emplois dans le secteur de la réutilisation des bouteilles (lavage). Quand on parle de canettes, on parle d'aluminium et l'aluminerie est un secteur demandant beaucoup d'électricité. Cette énergie est vendue à meilleur prix aux compagnies qu'aux citoyens pour leur consommation domestique. Et "notre électricité"connaît,de plus,une hausse de tarif durant l'hiver. Les alumineries sont privilégiées malgré la pollution qu'elles engendrent (fluore, qui attaque la population, la végétation et le bétail, mercure qui contamine le poisson et les fruits de mer, et entrave la pêche commerciale). C'est assez pour nous écoeurer des boissons en canettes... pourtant Coke veut même maintenant nous y vendre du vin (Chablis de Californie)!

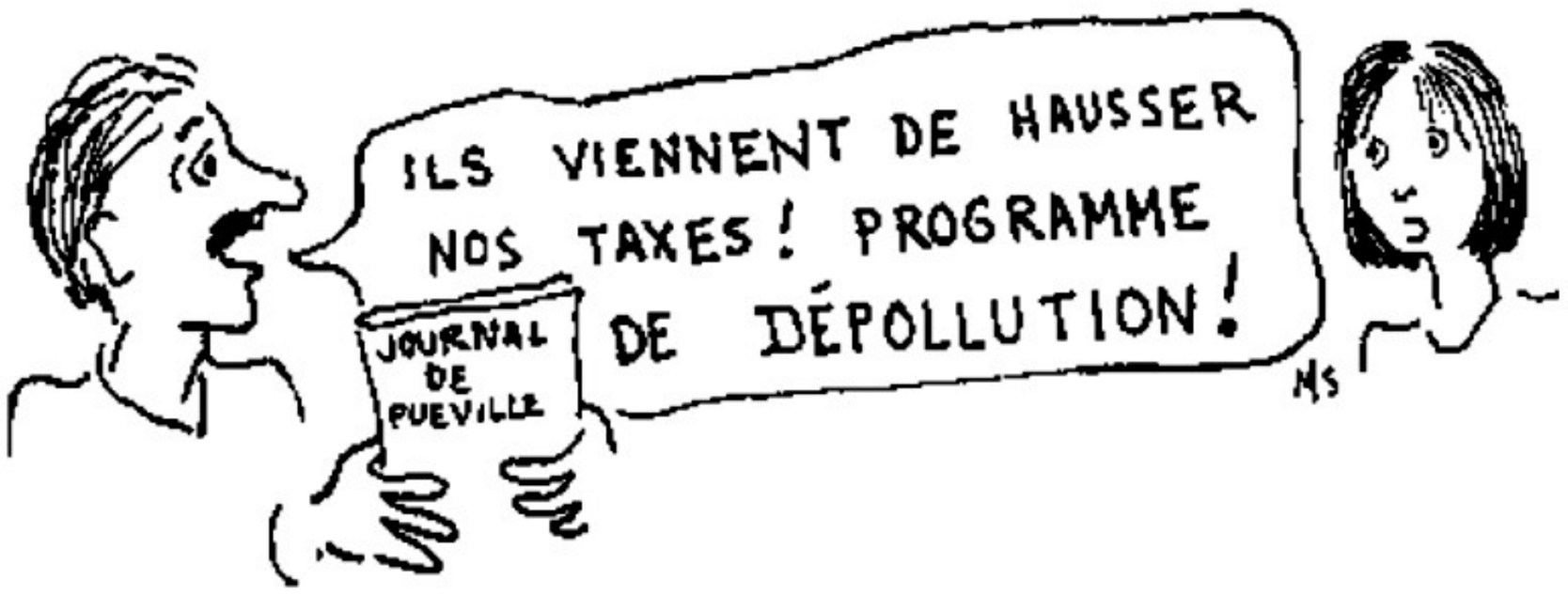
* *

Les coupures des services de passagers de Via Rail illustrent la nature des préoccupations environnementales du gouvernement fédéral. Au même moment où General Motors (G.M.) annonçait une fermeture d'un mois de son usine de fabrication d'automobiles à Boisbriand (décembre'81) (qui sera suivie en février 82 de 1,750 congédiements) et la fermeture définitive de deux autres usines au Canada, le gouvernement fédéral mettait en vigueur sa décision unilatérale de réduire le nombre de trains de passagers (Via Rail) à travers le Canada, et de licencier 1,600 employé-e-s. Une automobile moyenne se vendait alors 8,000$; le taux de chômage officiel au Québec était de 11%, le seuil de pauvreté pour une famille de quatre personnes de 14,500$ par an et les taux d'intérêts sur les emprunts de plus de 25%. Ces données

4.

suffisent à expliquer la baisse des ventes d'automobiles, dont on pourrait d'autre part se réjouir si des transports publics adéquats étaient disponibles. Mais les gens doivent se déplacer. On voit de quel côté est un gouvernement qui au moment même où les ventes d'automobiles diminuent, coupe les services de transport en commun; il mousse ainsi les ventes et pousse à l'endettement. Il favorise l'industrie automobile et les banques et il place aussi les compagnies privées de transport par autobus dans une situation avantageuse.

Jean-Luc Pépin, ministre fédéral des transports (un ex-membre de la "commissior trilatérale"), qui a décrété des coupures de 19% des services de trains de passagers à partir de novembre 1981, est l'ancien président de Canadian Steamship Lines,



qui contrôlait, jusqu'en août 1981, la compagnie d'autobus Voyageur. L'ex-vice-président de Voyageur, monsieur Titley, avait aussi été promu responsable du transport des passagers à Transport-Canada (qui a décidé des coupures de trains).

La compagnie d'autobus Voyageur, qui devient, à la suite des coupures de trains, en situation de monopole sur un grand territoire du Canada, a été cédée en août 1981 à la Société Commerce et Navigation, et à Paul Martin, fils du sénateur libéral du même nom!

Canadian Steamship Lines, qui contrôlait Voyageur, est une filiale de Power Corporation. Power Corp., après avoir cédé Voyageur à Paul Martin et à S.C.N., est devenu actionnaire prioritaire du Canadien Pacifique (C.P.). Le C.P. est sous-contractant de Via Rail; selon la loi qui a créé Via, ses factures ne sont pas contrôlables (elles doivent être acquittées sans vérification). Ajoutons que Power Corp. contrôle aussi le journal La Presse... et que le nouveau président Via Rail est le beau-frère du président du C.N. (compagnie des chemins de fers nationaux).

L'arme économique peut servir à subventionner, à favoriser, et elle peut aussi servir à affamer et à rendre obéissant... Comble du ridicule: les travailleurs de Gneral Motors de Boisbriand doivent se rendre au travail en automobile (souvent en covoiturage) à cause des mauvais transports en commun, pendant qu'une voie

ferrée relie directement G.M. au centre-ville.

Le C.N. et le C.P. prétendent que les services aux passagers ne sont pas rentables; la rentabilité sociale n'est jamais comptabilisée. L'automobile tue et pollue: combien la société débourse-t-elle par année pour les dommages à la santé subis par les citoyen-ne-s? Au Canada, on évalue les pertes dues aux accidents à 2,2 milliards $ par an, soit 2% du produit national brut. La diminution de ces coûts devrait entrer en ligne de compte pour connaître les véritables revenus des systèmes de transport en commun.

Toutes ces évaluations font l'objet d'études économiques systématiques et détaillées. Mais on n'en parle pas. Dans le domaine de l'information, encore, les compagnies et nos gouvernements vont main dans la main.

* * * * * *

L'INFORMATION

> "La soi-disant objectivité dont se réclament les grands journaux n'est en fait qu'une façon détournée d'éviter de parler de leurs obligations, vis-à-vis leurs sources de financement."
> (Denise Beaupré, pour le comité de rédaction du journal Liaison St-Louis, novembre '81)

Les média d'information, journaux, radio et télévision, sont presqu'exclusivement

propriété privée ou propriété gouvernementale. Toute la bonne volonté de certains journalistes honnêtes n'empêche pas la manipulation de l'Information: censure directe (au niveau des agences de presse, ou par des coupures de textes), ou autocensure de rédacteurs craignant pour leur emploi (avec raison), décisions prises par la direction de couvrir ou non tel événement, engagement de personnel par une administration partisane, tous ces mécanismes de contrôle font que la réalité nous parvient filtrée et déformée selon le prisme des valeurs des éditeurs. Une forme plus subtile de censure consiste en l'utilisation d'un langage hermétique qui rend le message inaccessible. Le langage officiel, châtié, discrédite le langage de la rue et, du même coup, les valeurs véhiculées par les représentants des couches populaires: quand on entend dans les médias électroniques quelqu'un-e s'exprimer en langage courant on est même parfois surpris qu'on lui donne accès aux ondes!

Gouvernements et entreprises privées sont liés et produisent l'information correspondant à leurs intérêts. Le gouvernement québécois est allé jusqu'à exempter les imprimés publicitaires insérés dans les journaux de l'application de la loi de l'impôt sur la vente au détail. Le ministre croyait "que cette mesure devrait permettre au marché québécois de l'encart, évalué à 50 millions$, de maintenir un rythme de croissance rapide" (Michel Clair, cité dans La Presse, 13 décembre '80).

C'est ainsi qu'ils profitent de nous;
ils nous font croire tant de choses!
Quelques journaux et postes de radio
communautaires survivent, le plus souvent
en vendant de la publicité à des compagnies,
ou à partir de subventions gouvernementales.
Il leur est difficile de s'assurer une
indépendance face aux pressions des
bailleurs de fonds! Seuls les organes
d'information entièrement financés et
gérés communautairement pourraient
prétendre défendre d'autres intérêts:
ceux des individus organisés plutôt que
ceux des compagnies et gouvernements, il
n'existe que quelques journaux-ou autres
médias— syndicaux, populaires ou politiques
de ce genre.

Dans les écoles, l'idéologie officielle
se maintientaussi. Des livres de classe
utilisés au primaire sont financés par

des compagnies (ex: un livre sur la nutrition financé par la Fédération des Producteurs de lait du Québec) ou par le gouvernement. L'influence se fait sentir au niveau du coût ainsi qu'au niveau du message: au chapitre de l'environnement, le ministère québécois produit des livres de contes, gratuits, distribués aux enfants et véhiculant son idéologie. "Un malaise dans la prairie" propose aux enfants de planter des arbres pour vaincre la pollution industrielle. "Le grand qui passe" insiste sur la hiérarchie et sur la culpabilisation personnelle en matière d'environnement.

Le message est clair, et il est toujours le même sous différentes variantes: les individus sont coupables de la détérioration de l'environnement. Les solutions présentées consistent donc en des actions personnelles. Yvan Guay dira à propos de la compagnie Stablex (La Presse, 29 janvier '81):
Puisqu'on n'envoie pas (les) déchets (toxiques) d'un coup de baguette magique, Il faut construire des usines pour traiter ces déchets et les rendre inoffensifs. Il serait en général trop coûteux pour chaque industrie de recycler certains déchets toxiques (...) Or tous les citoyens sont favorables en principe à la dépollution mais majoritairement opposés en pratique à ce qu'elle se fasse chez eux (...)
Les citoyens ne pourront accuser le gouvernement de ne pas assumer ses responsabilités concernant la santé publique puisque ce sont eux, en l'occurence, qui n'assument pas les leurs".
(Sous-entendu: en n'acceptant pas Stablex chez eux , les individus sont coupables; et selon la même logique (!), quelques-uns

doivent se sacrifier pour que la dépollution se fasse "dans leur cour", sinon tous sont doublement coupables).

Information ou propagande?

Le ministère de l'environnement fait plutôt de la propagande que de l'informatic Impossible de connaître les résultats des relevés faits par ses inspecteurs: il invoque le secret industriel. Impossible aussi de savoir où se situent les vingt dépôts de déchets radioactifs existant au Québec (il y en a cent-quarante-huit au Canada et les autres gouvernements ne sont guère plus loquaces). L'information manque de limpidité...

Par contre, la propagande est claire.

Rappelons-nous quelques slogans: "Je vis en harmonie avec mon environnement", "Empoubellissons", "L'environnement j'en

pronds soin ". Toujours, l'idée de base revient: l'individu peut, s'il le veut, "vivre en harmonie avec son environnement"; Il n'a qu'à jeter ses déchets à la poubelle ou à planter un arbre (où?) pour que les problèmes soient réglés. Le message subliminal est l'appel à la culpabilisation.

Toute la philosophie de vie américaine se base sur le même mythe: Quand on veut, on peut. Selon cette fausse logique, si un individu ne réussit pas, c'est qu'il n'a pas voulu réussir, qu'il a désiré son propre échec. Il est seul responsable de cet échec. Voyez l'habileté du procédé. Au "bas" de l'échelle sociale, on se culpabilise de n'avoir pas réussi et on pense être inférieur. On a une réponse toute faite, démobilisante, de la réussite des autres (ils doivent être supérieurs, Inutile d'essayer de les égaler ou de les contester). Du "haut" de l'échelle, on peut mépriser ceux d'en"bas", et on prétend ne pas avoir à les aider car ils auraient eux-même voulu ce qui leur arrive. C'est l'idéologie fasciste des être supérieurs servie à l'américaine.

Dans le domaine de l'environnement, le message de culpabilisation provoque une réaction de retrait: qu'on se dise "je ne suis pas coupable, alors je continue à polluer" ou "oui, je suis coupable, je vais ramasser mes papiers et utiliser moins d'eau de vaisselle et ça va régler le problème", de toute façon, ces deux réactions éloignent de la solution véritable qui consisterait à attaquer le mode de production et les priorités d'un système de partage inégal des

richesses et des pouvoirs. Quand on n'a pas de pouvoir dans une société et qu'en plus, celle-ci tente de nous tenir responsable de ses maux, il y a de l'abus quelque part.

* * * * * *

UN FRONT D'AIR PUR ?

"Et pendant ce temps, y'avait un
géant, qui marchait lentement vers
nous.
On ne le sentait pas du tout.
On n'entendait pas son pas sournois,
comme le vent noirçit le bois sans
qu'on le voie...
Et pendant ce temps il y a un géant".

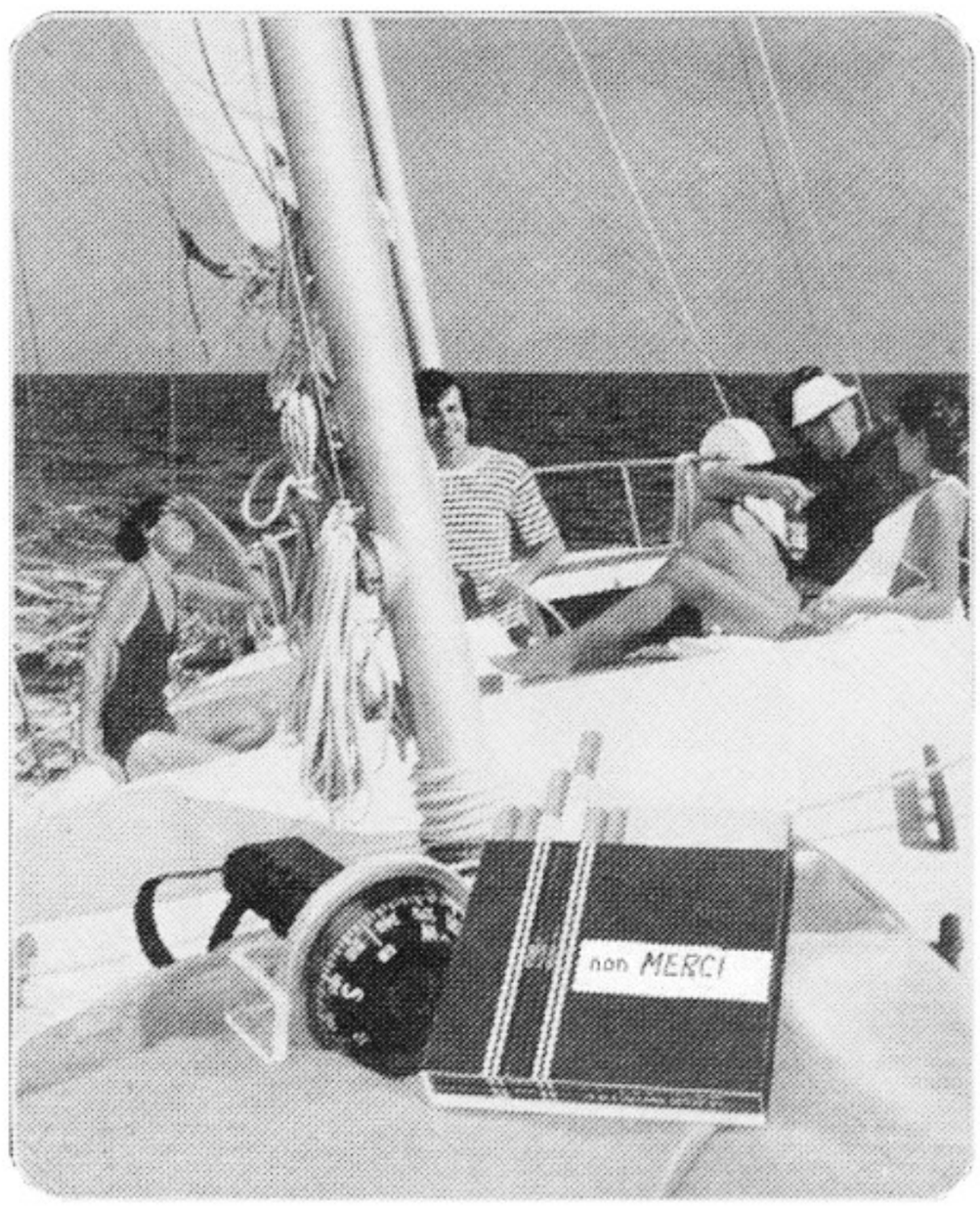
(Clémence Desrochers)

Devant l'ampleur des problèmes, leur omniprésence , on ne sait vraiment pas d'emblée où attaquer. Certaines stratégie ontdéjà échoué pour différentes raisons. En tirant les leçons de ce qui a été fait, nous avons à mettre sur pied un plan d'action cohérent dans lequel chaque individu pourra se sentir utile. Nous devrons agir ensemble.

* * * * *

LES FAUSSES SOLUTIONS

Les pouvoirs en place, et leurs média, mettent un fort accent sur la pollution par la cigarette. Si on compare, par exemple, le silence qui entoure la pollution industrielle ou la pollution par l'automobile, tellement plus importante on ne peut s'empêcher de voir que la campagne anti-tabac, si elle peut aider les fumeurs et fumeuses, ne règle en rien les problèmes de pollution. Les principal victimes de la cigarette sont les fumeurs eux-mêmes, atteints de tabagisme, encourag par la publicité omniprésente de toutes les compagnies de cigares, cigarettes, cigarillos, tabac à pipe, et même à priser qui leur promettent la détente recherchée. Bien sûr, la fûmée de tabac pollue, mais la nicotine est une drogue qu'on consomme avec l'illusion de pouvoir mieux résister aux stress de la vie courante: on se retrouve un jour avec une dépendance physique. S'en débarasser pose un problèm majeur. Certains médecins (ceux des



compagnies) affirment que si les travailleurs de l'amiante ne fumaient pas, ils ne seraient pas victimes d'amiantose. La campagne contre la cigarette dispense alors ces compagnies (et le gouvernement) d'une campagne contre les fibres d'amiante. Oui, les mineurs fument, parce qu'ils sont écoeurés et ils boivent aussi beaucoup, parce que la poussière des mines déshydrate et parce qu'ils savent ce qui les attend.

Bien sûr, ça vaut la peine d'arrêter de fûmer, mais la culpabilisation des victimes du tabagisme n'amènera pas une décision de mieux vivre personnellement et collectivement. La cigarette est une automutilation. Si nos gouvernements s'opposaient si vivement à l'usage du tabac, ils en interdiraient non seulement la consommation dans les endroits publics, mais aussi la publicité, ils cesseraient d'en subventionner la plantation (très polluante) et auraient des plans de conversion de cette culture.

La campagne selon laquelle "Fûmer, c'est polluer" suscite une réaction négative desfumeurs et fumeuses, brimé-e-s dans leurs désirs; elle provoque un retrait sur soi et un refus de démarche collective. Si on ne comprend pas les fumeurs, pourquoi devraient-ils comprendre les autres? Qu'on ne se surprenne pas ensuite s'ils sont tentés de brimer les non-fumeurs par vengeance. Il ne s'agit pas du droit des fumeurs à polluer mais d'une dépendance physique à une drogue, la nicotine.

Culpabiliser les pollueurs, et surtout les petits pollueurs, ne règlera jamais les problèmes d'environnement. Il faut attaquer le mal à sa source. Tant que les exploités s'accuseront les uns les autres, ou seront tenus responsables de la pollution, tant qu'ils s'attarderont à se chercher des puces, les "géants" progresseront et pollueront: et la culpabilité ne les a jamais étouffés! Et tant que les problèmes de pollution seront ramenés à des problèmes de compétition, nous resterons dans le système compétitif qui génère cette pollution.

<u>Pour briser le système compétitif: romprc l'isolement.</u>

La compétition et le système du profit tirent leur force de notre isolement. Les pouvoirs en place ont un élément unificateur stable: l'argent. Si le profit consitue le commun dénominateur des raisonnements des exploiteurs, la pollution est un déchet parmi d'autres de leur logique du profit.

La logique du profit explique la convergence des positions des pouvoirs: qu'est-ce qui unifiera les actions de riposte? Nous manquons de moyens de communication, nous ne sentons pas la similitude de nos besoins. Nous sommes poussé-e-s à nous battre, même entre nous, pour gagner notre vie et aussi jusque dans nos rapports d'amitié et même amoureux. La société nous dresse à la compétition, aux rapports marchands jusqu'à la limite extrême de nous faire considérer nous-mêmes comme monnaie d'échange, pour notre force de travail ou pour notre attrait sexuel. Nous sommes conditionné-e-s depuis notre naissance à fonctionner dans les structures en place, selon les valeurs de l'idéologie dominante. L'école et les médias, contrôlés par ceux et celles qui sont au pouvoir, nous entrent en tête ces valeurs depuis notre plus tendre enfance.

Nous ne sortirons de ce cauchemar compétitif qu'en tissant un réseau humain de solidarité, dans lequel les besoins de chacun pourront se satisfaire. Utopie? il faut des utopies claires pour élaborer des stratégies claires. Si nous ne sommes pas heureux dès maintenant dans nos actions collectives, nous n'irons pas loin. l'environnement social créé par notre solidarité n'est pas seulement important par le courage qu'il peut nous donner mais aussi par la vision qu'il nous fournit d'une société meilleure et par l'impact possible des actions suscitées.

En effet, le changement d'une société entière ne pourra jamais être le fait de seulement quelques-uns et quelques-unes. Il faut que la grande majorité soit concernée et intéressée par une mutation sociale pour qu'elle se produise. Les transformations indispensables à l'avènement d'une société égalitaire impliquent que chacun, chacune prenne du pouvoir dans la société: ce type de démarche ne peut procéder que de décisions volontaires, car pouvoir implique responsabilité.

Dans cette perspective, on se rend compte aussi de l'importance de l'action individuelle. L'action collective n'est pas une grande mystification destinée à masquer l'inaction réelle, ni une façon

de se déculpabiliser. Elle mobilise et donne son sens à toutes les actions individuelles révolutionnaires de chaque instant de notre vie, visant à changer les rapports humains à tous les niveaux.

Convaincu-e-s de la nécessité de changer le monde, nous changerons nous-même notre comportement, pour qu'il corresponde à notre échelle de valeurs. Mais la réprobation sociale ne tardera pas à se faire sentir. Si aucun réseau de solidarité ne nous soutient, nous perdrons rapidement courage. Mais si un tel réseau se crée, son impact s'amplifiera de lui-même en grandissant.

L'individu qui veut changer la société se heurte d'abord à la réprobation mais il se heurte ensuite à un mur plus dur, celui du pouvoir. Par exemple, il perdra son emploi s'il ne sait pas "tenir sa langue"; dans certains pays, sinon partout, sa vie même sera en danger.

Même les groupes organisés ne parviennent à faire modifier les lois ou mesures discriminatoires que par des tactiques très évoluées, qu'il faut élaborer. Un changement global de la société nécessitera, à plus forte raison, une concertation des groupes opprimés et une stratégie à long terme. Il faut rompre l'isolement pour y arriver.

* * * * *

UNE PERSPECTIVE CLAIRE

On ne se définit pas parce qu'on refuse, mais par ce que l'on veut. L'absence d'une vision claire de la société que nous cherchons à bâtir risque de nous amener, à travers des luttes ponctuelles non coordonnées, à une situation contraire à celle désirée. Pour qu'une action ait de l'impact, et l'impact souhaité, il nous faut d'abord une idée très détaillée de ce que nous voulons.

Comme les problèmes de pollution sont générés par le système du profit, nous aurons à combattre ce système. S'attaquer uniquement aux problèmes d'environnement peut pousser le pouvoir à aménager les conditions de vie, pour les rendre localement plus acceptables, et diminuer ainsi la contestation. Les fleurs dans les usines déroutent mais n'empêchent pas l'exploitation. L'amélioration se paie ailleurs: licenciements, réductions de services, augmentations de prix, répression...

Mais il n'y a pas que le profit. Même dans les pays de l'Est, où le système n'est pas capitaliste, la pollution demeure. Si

le système du profit pollue, c'est que ces profits se font par l'exploitation, exploitation allant jusqu'à mépris de la santé. On ne peut nier que l'exploitation existe aussi sous d'autres formes dans les pays dits "communistes" (longues heures de travail, partage inégal des biens et des pouvoirs, répression, goulags). Il nous faut penser, et mettre en place, un système social sans exploitation de quelque type que ce soit. Il nous faut répartir les pouvoirs, abolir la hiérarchie oppressante, la bureaucratie et la concentration des richesses.

Un exemple

Un exemple de cette façon d'analyser les problèmes écologiques peut illustrer notre approche. Dans le cas de la pêche au saumon par les populations autochtones du Québec (à Restigouche ou sur la Côte Nord), dans une perspective égalitaire, avant de voir aux saumons, nous laisserons les Amérindiens et les Amérindiennes voir à eux-mêmes. Et dans une démarche de lutte contre le système du profit, nous analyserons où vont et d'où viennent les profits.

Depuis avril 1982, la pêche commerciale est de nouveau permise; et les clubs privés de chasse et pêche subsistent. L'autonomie des Autochtones, le contrôle de la pêche commerciale et l'abolition des clubs privés de chasse et pêche conditionneront donc la fin de l'exploitation, et des profits basés sur cette exploitation. Aucune mesure de réaménagement ne peut précéder ces premières démarches.

La même analyse devra s'appliquer à la "nationalisation" de l'amiante, à l'électronucléaire, et à tous les problèmes écologiques. Qui est exploité et où vont les profits? On répondra à ces questions d'abord. Et on élaborera des stratégies ensuite.

Pour ne pas aboutir à des résultats contraires à ceux souhaités, il faut une discussion permanente et une autoéducation active. Sans attendre pour commencer à agir d'avoir réglé théoriquement toutes les facettes des multiples problèmes qui assaillent l'humanité, démarche qui nous paralyserait. il faut quand même au départ rechercher où sont vraiment nos intérêts et rester éveillé-e-s à tout développement de la conjoncture économique et sociale. Chacun-e a,dans son milieu,de multiples informations et expériences à communiquer, essentielles à l'élaboration d'une stratégie cohérente de changement.

Pour ne pas être manipulé-e-s, il faut comprendre jusqu'à quel point nous avons été éduqué-e-s dans une série de mythes (mythe de notre impuissance, de la menace des étranger-ère-s, du danger du changement, de la supériorité mâle,de l'infériorité mentale des exploité-e-s,..) et comprendre à quel point ces mythes nous influencent, même si nous sommes déterminé-e-s à les détruire.

L'éducation des enfants ne se fait pas sans mal dans ce contexte. Goldorak et Capitaine Flam, princes de la technologie,

alimentent la nouvelle mythologie. Elever les enfants en insistant sur le développement de leur esprit critique et de leur autonomie ne peut que les mettre en conflit avec le système scolaire actuel, qui pèse lourdement sur les consciences enfantines. Il ne suffit pas de dire pour éduquer, il faut inculquer de nouveaux modèles. L'organisation communautaire si spontanée des adolescents et adolescentes pourrait être soutenue, particulièrement au niveau du gain d'autonomie qu'elle présente, et non, comme maintenant, réprimée parce que dangereuse pour les pouvoirs. Briser les mythes signifie apprendre à penser et à vivre autrement.

* * * * *

DES ACTIONS COHERENTES

Une idée claire de la société que nous voulons nous permettre d'établir des priorités stratégiques et d'éviter l'incohérence.

Un mauvais exemple.

Un exemple d'action mal pensée est celle menée contre la chasse aux blanchons ("bébés phoques") à Terre-Neuve et aux Iles-de-la-Madeleine. Les opposants à cette chasse ont fait preuve de mépris envers les populations concernées, les décriant pour leur dépendance des prestations du bien-être social. Les

chasseurs ont été qualifiés de brutes sanguinaires, de débiles mentaux (selon l'appellation raciste "Newfies" - pour Newfoundlanders, c'est-à-dire habitants de Terre-Neuve), de profiteurs du système.

La chasse aux blanchons n'est pas jolie à voir. On dépèce les animaux sur place après les avoir assommés d'un coup de gourdin, et sous l'oeil de leur mère qui gémit. Mais l'économie des provinces concernées est tellement misérable qu'à n'en pas douter, des femmes y gémissent aussi de la situation de leurs enfants. Aux Iles-de-la-Madeleine, les services médicaux sont inadéquats et le taux de chômage officiel se situe autour de 30%.

Quand il fut révélé que le millionnaire suisse Franz Weber finançait le mouvement contre la chasse aux blanchons et qu'il voulait y substituer une usine de fourrure synthétique, puis d'animaux en peluche, on aurait pu penser que le ridicule l'emporterait dans cette affaire. Qu'un "écologiste" veuille installer une usine de produits synthétiques, aliénante et polluante, voilà bien un non-sens! Mais ce sont les écologistes en général qui en ont pris pour leur rhume, et leur image débile qui s'est fortifiée. Tout cela fait bien l'affaire des pouvoirs!

Des volontaires, financés par la fondation Greenpeace, continuèrent à se rendre aux lieux de chasse, à s'enchaîner aux bateaux pour empêcher les départs, à peindre les blanchons en vert (on peut se demander comment ces "verdons" s'en

sont tirés), à dénigrer les populations locales. L'insistance a été mise sur deux points. D'abord sur le fait que les chasseurs laissent sur place une partie de la chair des blanchons qui se perd. Or il faut savoir que des chasseurs mangent de cette chair mais ne peuvent en vendre car elle est toxique, à cause de sa forte teneur en mercure méthylé (les phoques se nourrissant de poissons, eux-mêmes contaminés au mercure). Le deuxième point publicisé par les membres de Greenpeace est que la population de phoques irait en décroissant; si cela s'avère vrai pour certaines espèces non chassées ici, les données suggèrent plutôt le contraire dans le cas des blanchons. Pour parer au danger de décimer l'espèce, des "quotas de chasse" fixent un maximum de bêtes à abattre.

Les phoques se nourrissent de poisson et représentent une menace pour les activités de pêche de l'été déjà fortement compromises par l'industrialisation. L'équilibre naturel est brisé depuis longtemps. La responsabilité n'en incombe pas aux chasseurs de phoques. Les populations locales sont exploitées par les propriétaires de chalutiers de chasse commerciale, qui les emploient à forfait, et par les industriels qui financent les mouvements de pression contre la chasse.

A partir de cette expérience et de cette analyse des intérêts en jeu, on peut tenter de voir ce que serait une stratégie cohérente de changement...

si un changement s'impose. La première question à se poser, à savoir "La chasse aux blanchons est-elle vraiment à condamner?" ne peut admettre de réponse venue principalement de l'extérieur. Un mouvement écologiste qui n'a pas pour but premier de redonner le pouvoir aux gens maintenant exploités se condamne à dévier d'une perspective véritablement participative et égalitaire et s'oriente vers un renforcissement des pouvoirs déjà établis (c'est l'écofascisme)... et même la fondation Greenpeace est un pouvoir ici.

Les Madelinots tiennent fermement au maintien de la chasse aux blanchons. Pourtant, malgré leur pauvreté, ils savent considérer autre chose que des intérêts économiques à court terme. En novembre 1981, la population prenait position contre l'exploitation du sel marin des Iles, qui met en danger la reproduction du hareng; elle exigeait d'être consultée sur tout aménagement du territoire (soit dit en passant, ce sel exploité aux Iles doit être répandu sur les routes l'hiver pour les rendre moins glissantes; mais il produit des bruines salines qui embuent les pare-brises et entraînent des accidents; le sel s'écoule, à la fonte des neiges, dans les cours d'eau douce et les pollue; le sable n'a pas ces inconvénients).

Les Madelinots se montrent favorables à la chasse aux phoques, malgré ses dangers, pour les revenus qu'elle apporte mais aussi par refus de devenir des victimes. Pourquoi devraient-ils cesser de chasser alors que

la chasse et l'abattage se pratiquent à travers le monde entier? Dans une perspective de changement, en supposant que les populations concernées condamnent un jour la chasse aux blanchons, on ne pourrait exiger d'elles un arrêt qui les réduirait à la misère. Tout changement nécessite une alternative. Il faut un autre travail en vue pour abandonner une activité de survie. L'usine de fourrure synthétique n'est pas une alternative valable parce que très polluante, aliénante et contrôlée du dehors (et non par ceux et celles qui y travailleraient): l'accepter serait accepter une exploitation encore plus grande. Des solutions telles la transformation sur place du poisson, l'agriculture en serre froide, l'élevage du homard ou des bestiaux semblent beaucoup plus valables et conformes au mode de vie des populations locales.

Quand on pense à changer le système, on doit élaborer des mesures alternatives à mettre en place et à contrôler collectivement dès maintenant, dans tous les domaines, et à tous les niveaux. Ce n'est pas une mince tâche. Mais nous travaillons pour nos propres intérêts collectifs.

L'action collective

"Utopie: Plan de gouvernement, de société imaginaire où tout est parfaitement réglé pour le bonheur de chacun, comme dans Utopia, ouvrage de Thomas Morus".
(Dictionnaire Quillet de la langue française).

Le premier pas, le plus spontané aussi dans une démarche de transformation des conditions de vie, est de chercher à rencontrer des gens qui rêvent de réaliser la même utopie: mais où les trouver?

De nombreux regroupements, groupes populaires, politiques, syndicaux tentent des actions, des pressions de différents types pour changer le système social. (A titre d'indication, vous trouverez en annexe une liste de groupes avec leurs numéros de téléphone et leurs adresses). Sans se lancer à l'aveuglette, il est logique de s'approcher du groupe avec lequel on a le plus d'affinité, parce qu'il s'attaque à un problème qui nous préoccupe davantage, ou qui nous touche personnellement. S'il propose des solutions valables, même fragmentaires à nos yeux, il vaut la

peine de s'impliquer pour faire avancer le mouvement.

Participer à une telle démarche permet de confronter ses propres idées à celles des autres militants et militantes, et d'agir ensemble. L'expérience et l'action de chacun-e profite à tous. Mais il ne faut pas se leurrer. Adhérer à un groupe militant ne signifie surtout pas la fin des problèmes. Cela signifie devenir acteur, actrice, dans la société, ce qui comporte des risques. Si nous pouvons retirer un soutien d'un groupe, il faudra aussi y investir beaucoup d'énergie mentale et émotive. La difficulté d'y véhiculer des idées peut décourager, frustrer, donner l'impression d'un isolement encore plus grand. Vraiment, il faut toujours chercher à consolider des groupes d'affinité pour ne pas lâcher... et pour soutenir les autres militant-e-s.

L'action collective ne se fait pas au hasard. Le mouvement écologiste, en même temps qu'il poursuit sans cesse l'élaboration d'un projet de société, doit entreprendre des actions pour la mise en place de ce projet social: actions d'information, de mise sur pied d'alternatives et de mobilisation. Une excellente étude du mouvement écologique québécois a été publiée par Jean-Guy Vaillancourt, sous le titre "Evolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises: de la contre-culture et du conservationnisme à l'environnementalisme et à l'écosocialisme" (voir référence 39) La stratégie

décrite ici se situe dans le courant écosocialiste.

* * * * *

L'ALTERNATIVE A METTRE EN PLACE

Savoir ce qui ne va pas sans savoir aussi ce qu'on peut faire peut mener à la désespérance. La mobilisation ne vient qu'avec la définition et la recherche des alternatives. Plus l'alternative se clarifie, plus la mobilisation se renforcit.

<u>L'information.</u>

Le plus dur combat se livre contre les mythes: mythe comme ceux qu'écologie signifie chômage et retour à l'âge de pierre, ou que l'augmentation de la productivité amène inévitablement l'amélioration de la qualité de vie. Plus que des informations brutes, il faudrait diffuser une analyse de celles-ci.

Un réseau d'information libre serait une priorité au Québec, où la presse se concentre dans les mains des grands capitaux qui nous dirigent, nous exploitent et nous polluent. Comment supposer qu'ils nous disent la vérité? Nous pouvons organiser des conférences, des assemblées d'information, et mettre plus d'énergie dans la production d'émissions de radio et de télévision, de vidéos, de films, de

livres, de journaux, de revues,...

Les gens les plus touchés passent spontanément à l'action quand ils connaissent le remède à leurs maux et peuvent le réclamer. Dans le cas, par exemple,des victimes de la mousse isolante d'urée-formol (MIUF), la solution est claire: il faut enlever la MIUF des murs des maisons, et dédommager les victimes. La mobilisation a un caractère décidé et véhément; on sait quoi revendiquer. (Comment l'obtenir sera autre chose et il faudra analyser le type d'actions à entreprendre).

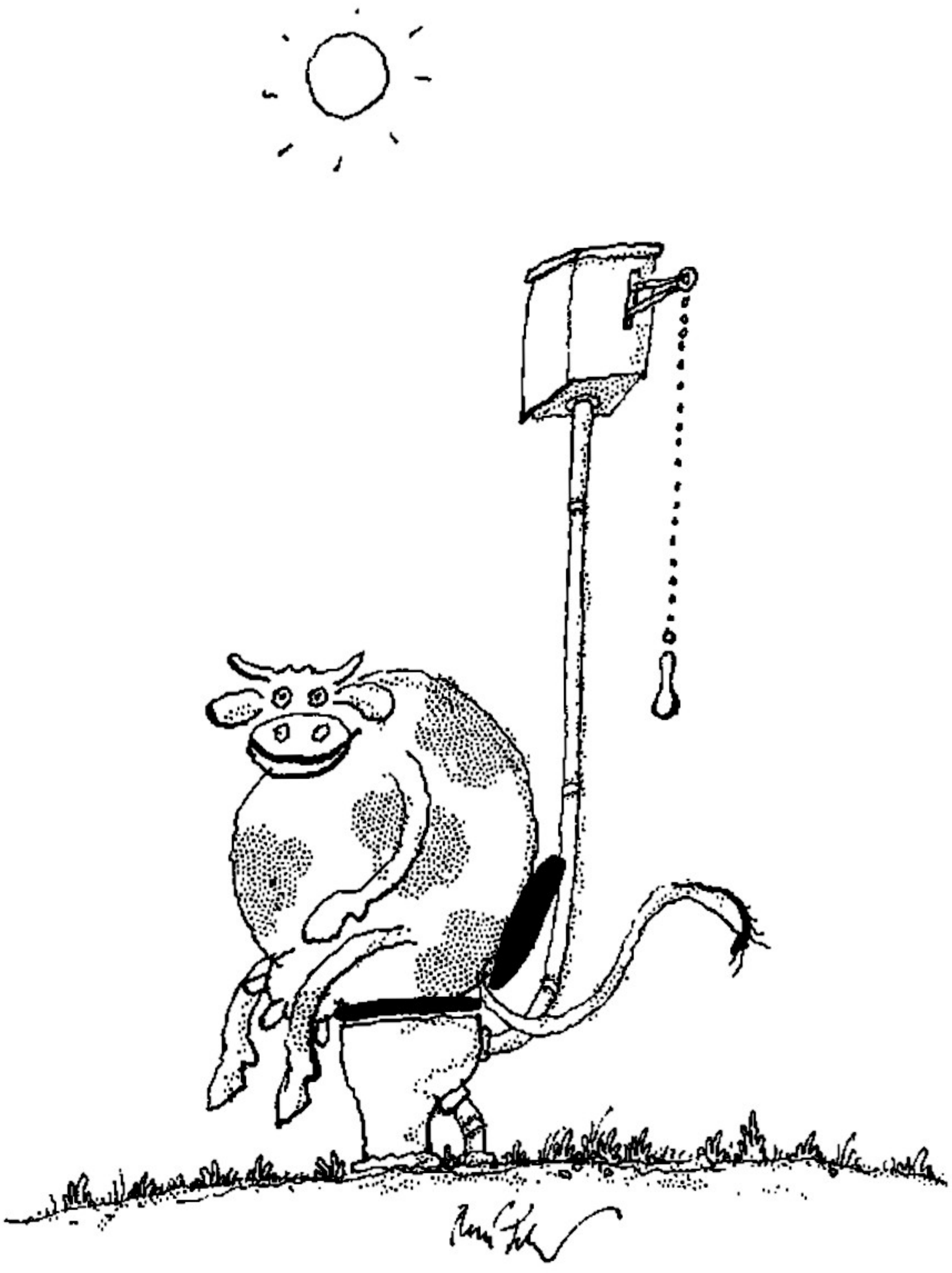
Mais pour bien des problèmes, l'alternative désirée n'apparaît même pas clairement. Dans le cas de l'énergie nucléaire, de la pollution des sols, des eaux, dans le cas des pluies acides, des déchets toxiques, les solutions ne viennent pas spontanément à l'esprit et la mobilisation s'en ressent. On se mobilise pour quelque chose et non contre; car pour agir, il faut la perception d'un pouvoir possible. Il faut avoir la sensation qu'on ne court pas à sa propre perte mais qu'on réclame mieux. Les mineurs d'uranium ne réclameront la fermeture des mines que lorsqu'ils auront la conviction d'avoir mieux en échange, les agriculteurs n'emploieront les méthodes écologiques que lorsque celles-ci seront subventionnées autant que les méthodes chimiques.

La détérioration des conditions de vie peut aussi mobiliser, mais nous n'allons quand même pas la provoquer!

Alors, mettons sur pied nous-mêmes des groupes pour rendre les énergies nouvelles accessibles à tous (éoliennes domestiques, chauffe-eaux solaires,...), pour pratiquer une agriculture écologique non polluante qui soit aussi rentable, pour établir des dépôts de recyclage des papiers, plastiques et métaux, pour aménager nos quartiers, régler collectivement nos problèmes (garderies, loisirs,...). Appuyons les expériences et les tentatives d'autogestion dans les entreprises car ce sont les lieux privilégiés où les travailleurs et les travailleuses pourront avoir une emprise sur le mode de production, qui nous échappe. Pour améliorer vraiment nos conditions de vie, il faudrait aussi changer ce que nous produisons. Nous ne pourrons jamais décider de ce que nous produirons par la seule force des négociations collectives. Pour ne pas s'en tenir au "comment produire", il faut l'autogestion.

Comme solution au problème des maladies industrielles, les syndicats, représentant les plus affectés, réclament l'abolition du danger à la source. Éliminer les sources de maladies industrielles signifie aussi éliminer la plupart des déchets toxiques et réduire considérablement les pluies acides: c'est tout le mode de production qui est en cause.

On tente toujours d'agir selon son propre intérêt, de façon isolée ou collective selon la largeur de nos vues, et les plus démunis ont plus de chance d'arriver à assouvir leurs propres besoins en se guidant eux-mêmes, elles-mêmes, qu'en se laissant guider par les possédants, dont les intérêts sont opposés. Il faut voir à ce que les pouvoirs en place ne récupèrent pas les expériences alternatives à leur avantage pour nous exploiter encore plus.
Par exemple, à Marieville, un projet est mis de l'avant par l'entreprise privée, pour utiliser le lisier de porc et en tirer des engrais et du méthane; pourtant des biodigesteurs de taille "domestique" pourraient être installés (il y en a 7 millions en Chine) et, en plus de dépolluer, fournir de l'énergie pour aider à l'autonomie des agriculteurs. Au moment où cette nouvelle industrie de la récupération se développe, le mnistère de l'environnement du Québec prétend qu'il n'y a aucune solution à la pollution porcine (équivalente ici en 1978, à celle d'une population de 35 millions d'humains) et annonce la fermeture de l'usine pilote expérimentale travaillant sur ce sujet; les chercheurs



de cette usine affirmaient en juin 1981 que des méthodes de traitement étaient déjà au point mais que le gouvernement ne les faisait pas appliquer. Le méthane, libéré par le lisier en décomposition, mélangé à de l'huile végétale, peut être utilisé dans des moteurs diésel. On a

calculé que les cinq mille porcs de la Yamaska produiraient assez de méthane pour faire rouler deux mille automobiles pendant un an. Un carburant au méthane est actuellement en vente dans certaines stations-services et le gouvernement fédéral subventionne la conversion des véhicules commerciaux à ce carburant, jusqu'à concurrence de 400$. Le méthane semble moins polluant, il encrasse et abime moins les moteurs et coûte moins cher que l'essence.

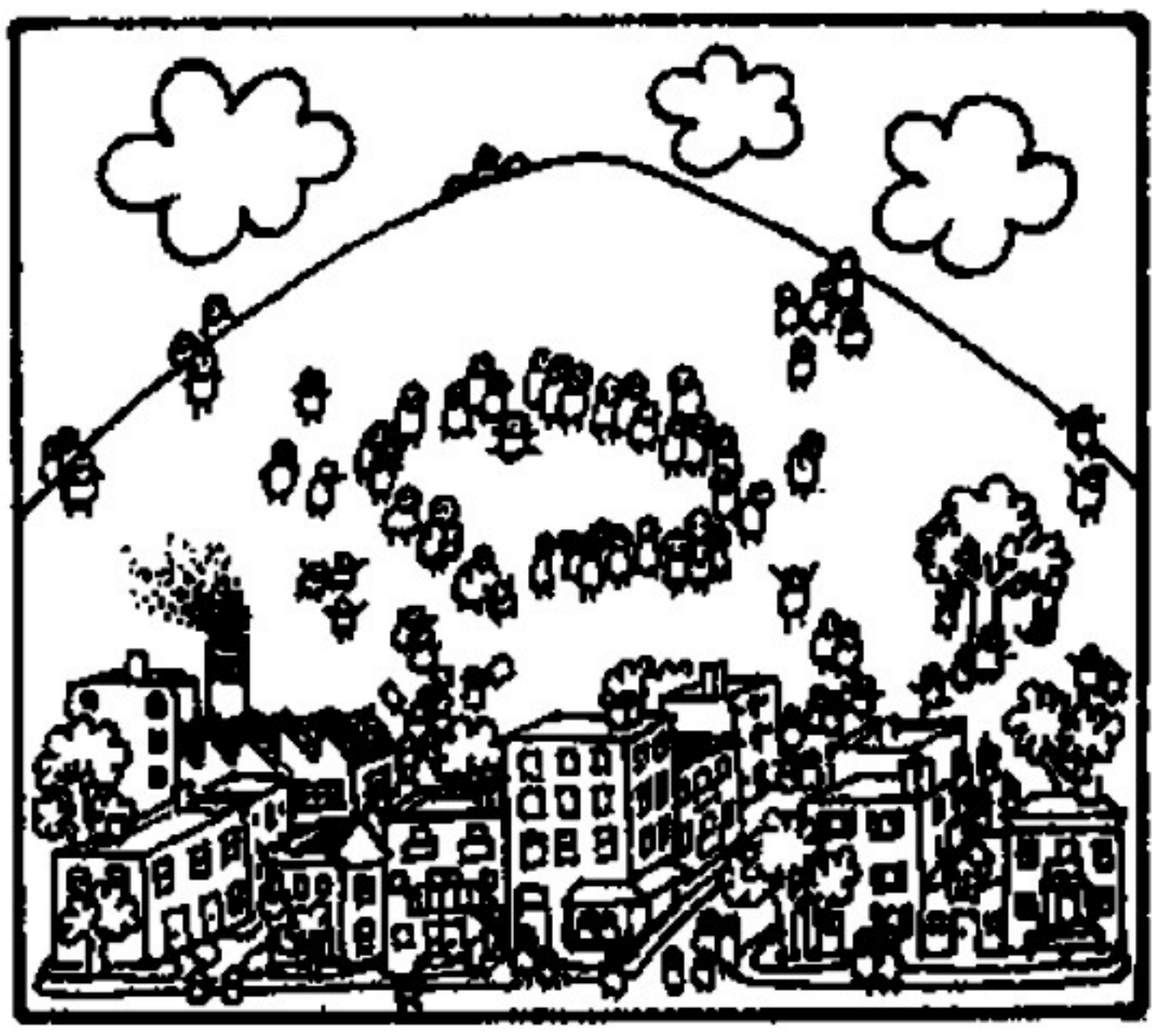
Une société écologique n'apparaîtra pas sous l'impulsion de l'entreprise privée. Car elle doit être égalitaire. Pour obtenir une société égalitaire, les plus démuni-e-s doivent d'abord satisfaire leurs besoins et dicter le développement de l'alternative et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il n'y ait pas de démuni-e-s.

Le type de socialisme appliqué dans les pays de l'est, non contrôlé par le peuple, a démontré aussi son échec à régler lui-même les problèmes de pollution. Si la Chine, avec Mao, a accompli des merveilles d'aménagements écologiques, elle se calque maintenant sur le modèle productiviste. En URSS les problèmes de pollution foissonnent: la Volga et le lac Baikal (constituant la plus grande réserve d'eau douce au monde) sont devenus des dépotoirs industriels; le déboisement provoque des tempêtes de boue noire. La pression internationale joue aussi sur le modèle de développement des ces Etats. Des changements doivent survenir à l'échelle internationale.

Les alternatives à développer ramènent tout le problème de l'unification des luttes, à l'échelle nationale et internationale. L'analyse démontre que si la pollution est un des effets du système exploitation/profit, l'absence de pollution implique des solutions qui parviennent à satisfaire tous les exploité-e-s /sans profit" de la société. Ce n'est pas par hasard que les luttes populaires et syndicales convergent: elles sont dirigées contre la même cause et admettent donc des solutions communes, qu'on peut découvrir par la discussion et l'analyse.

Les actions conjointes font la preuve de l'existence d'une force de changement. Elles sont souvent remises en question à cause de leur peu d'impact immédiat. Mais l'impact existe, et les ralliements de masse permettent aux militantes et

SOMMET POPULAIRE



aux militants de renforcir les réseaux de solidarité, de se connaître et d'échanger, surtout lorsqu'ils se terminent dans la fête.

Dans plusieurs pays, des partis politiques écologistes se sont formés; en Hollande, en Australie, en France, aux Etat-Unis, en Allemagne, par exemple. Ils prennent parfois la forme d'alliances syndicats-écologistes (Australie). Certains systèmes électoraux (représentation proportionnelle, double tour de scrutin) les favorisent plus que le nôtre: ici, les tiers-partis ont moins de chance. En France, le candidat écologiste Brice Lalonde a récolté un million de votes au premier tour des élections présidentielles de 1981. Une volonté de changement se manifeste. Il faut trouver un moyen de la rendre victorieuse. Des alliances électorales populaires pourraient s'élaborer. Ici même, pour les élections québécoises d'avril 1981, des groupes écologistes ont participé à l'élaboration

d'une plate-forme électorale de concert avec d'autres groupes populaires, et avec la participation de syndicalistes. Le texte de cette plate-forme se trouve en annexe de ce livre (annexe II). Travailler à unifier les luttes, sans les diluer mais plutôt dans un renforcement réciproque, reste le défi à relever. Et n'oublions pas aussi que pour vaincre les multinationales, il faudra un effort transnational.

Les actions individuelles

C'est dans ce contexte d'actions collectives que les actions individuelles prennent tout leur sens. Téléphoner aux lignes ouvertes, écrire aux éditeurs, séparer ses vieux journaux pour les apporter au recyclage, ça n'est pas nécessairement se déculpabiliser; ça peut être aussi faire la preuve que l'alternative se crée et qu'on a du pouvoir sur sa création... mais il faut bien voir à ce qu'elle se crée vraiment et ne soit pas utilisée par les pouvoirs en place, toujours au profit des mêmes. Quand il faut parcourir cinq milles en automobile pour apporter ses journaux dans un centre de récupération, travaillons-nous pour Shell et General Motors ou pour nous-mêmes? Quand la compagnie Reynold récupère notre papier d'aluminium après un lock-out d'un an de ses ouvrier-ère-s, pour qui travaillons-nous? Le recyclage géré par l'industrie privée n'est pas à notre avantage: il ne met pas en cause le système exploitation profit, au contraire, il le renforcit. Le recyclage doit être pris en mains soit

par des groupes communautaires autogérés permettant une participation large des citoyen-ne-s, soit par l'Etat au profit des citoyen-ne-s...et pour cela il nous faut reprendre en main l'Etat!

D'autres alternatives apparaissent importantes: l'usage de la bicyclette, si euphorisante, et du transport en commun relèvent de décisions individuelles. Ces solutions aux problèmes de pollution ne sont pas mises de l'avant par les pouvoirs; on soupçonne qu'elles ne doivent pas les favoriser. Il faut les susciter nous-mêmes.

Si on lit les publications gouvernementales, on sera inondé de trucs de tous genres pour économiser l'énergie, l'eau et les autres matières premières. Ces mesures ont leur efficacité car les activités énergivores s'avèrent les plus polluantes et parce que l'exploitation inconsidérée

des matières premières mine l'équilibre écologique. Mais on ne doit jamais accepter des mesures coercitives telles les hausses de tarifs d'électricité durant l'hiver (soi-disant pour diminuer la "demande" en chauffage!) qui pénalisent les moins nantis.

D'autres actions simples peuvent être envisagées: l'arrêt d'utilisation des aérosols (qui menacent et nos poumons et la couche d'ozone qui protège la terre des rayons U.V. cancérigènes du soleil), la substitution du savon (biodégradable) aux détersifs de nettoyage, la limitation des emballages (qui gaspillent nos ressources), leur réutilisation, le choix de produits naturels (qui nécessitent moins d'industries polluantes), la consommation de nourriture d'ici (éliminant des frais de transport), le jardinage communautaire, la diminution de la consommation de viande (qui représente une perte alimentaire au niveau de la planète: il faut 7kg de grain pour produire un kg de boeuf) sont autant d'exemples d'actions individuelles possibles, et importantes.

Il importe de ne pas se sentir victime. Accomplir ces gestes permet de devenir acteur; s'ils sont perçus comme une auto-punition, il vaut mieux ne pas les accomplir, car l'auto-punition accroît l'agressivité et amène un effet contraire à celui désiré. Les actions individuelles indispensables sont bien les efforts de tous les jours pour vivre selon des valeurs basées non sur la compétition mais sur la coopération et

sur le désir de voir chacun et chacune s'épanouir pleinement. L'essentiel c'est de lutter sans relâche contre l'exploitation, la discrimination, qui créent des catégories d'individus plus vulnérables, et la répression, qui sert à maintenir ce système d'exploitation. L'essentiel, c'est de se battre pour la possibilité matérielle et émotive de s'épanouir par une éducation libératrice, l'assurance d'un milieu de vie sain, de soins de santé adéquats et la création d'un climat basé sur ces valeurs.

UN SYSTÈME DE BEAU TEMPS

Nous ne pouvons attendre qu'on nous apporte sur un plateau d'argent la société saine où chacun et chacune pourraient s'épanouir. Elle ne naîtra que de l'expression de tous nos désirs et du fruit de nos actions.

La commission trilatérale (club des haut-placés des pays riches, parmi lesquels Jean-Luc Pépin, Mitchell Sharp, Claude Castonguay, Michel Bélanger, Claude Edwards, ancien président de l'alliance de la fonction publique du Canada) qualifie cette vision idyllique de "crise de la démocratie". Selon son analyse, la démocratie, si on la pousse à ses limites, met en cause les pouvoirs en place et devient ingouvernable. Une série de mesures sont envisagées pour contrer la montée du pouvoir populaire: discrédit et diminution de l'accès à l'éducation, contrôle accru sur la presse, rétention de l'information à la source, augmentation des possibilités de financement des partis politiques par les grandes corporations, efforts pour instituer la coopération dans les relations de travail, dans la perspective d'éliminer les conflits de travail mais non d'accorder des pouvoirs réels.

Si nous ne nous concertons pas, eux le font, et ce n'est pas les miettes que nous pourrons leur arracher (modification de lois ou règlements) qui changeront fondamentalement quelque chose: ils savent ce qu'ils craignent, c'est que chacun-e exprime ses pleines potentialités et que nous mettions sur pied cette démocratie de participation qui "dissipera le brouillard", et instaurera un "système de beau temps", cette démocratie de participation pour eux ingouvernable, parce qu'expression d'un pouvoir populaire acquis.

* * * * *

ANNEXE 1: LISTE DE GROUPES (périmée)

ANNEXE 2:

PLATE-FORME POLITIQUE

Cette plate-forme a été élaborée pour les élections québécoises d'avril 1981 par des militants et militantes de plusieurs groupes syndicaux et populaires, dont des travailleurs-euses d'hôpitaux, des militants-es de l'association pour les droits des gais du Québec, du regroupement pour la surveillance du nucléaire, du mouvement des femmes,... Elle a été soutenue par la Société pour vaincre la pollution, le Mouvement action-chômage, l'ACEF de Montréal, la coopérative d'alimentation naturelle de St-Louis, l'organisation de la jeunesse indépendantiste pour un Québec communautaire, le monde à bicyclette , Vélo-Québec et l'ex-Association combat socialiste.

1. POUR UN AUTRE TYPE DE PARTI, POUR UN AUTRE TYPE DE POUVOIR:

*** Pour des candidats et des candidates présentés par les groupes populaires et les syndicats, pour des coalitions des candidatures.**
*** Droits politiques égaux dans le cadre d'un gouvernement des organisations syndicales et populaires; ministères contrôlés par des commissions populaires; utilisation de référendums; mandats limités pour les personnes élues.**
*** Démentèlement de l'escouade anti-émeute; non à la répression policière.**
*** Compagnies d'état gérées par les consommateurs et les consommatrices, les travailleurs et les travailleuses de ces compagnies.**
*** Décentralisation des pouvoirs.**

2. POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE:

a] POUR DE NOUVEAUX RAPPORTS HUMAINS:

* revenu minimum décent garanti pour *tous* (vraiment tous).
* pour des maternités librement consenties: contraception et avortement libres et gratuits; réseau universel de garderies gratuites; congés parentaux;
* pour le libre choix des partenaires sexuels: non à la répression contre les gais et les lesbiennes; divorce sur demande d'un des partenaires; commission de perception des pensions alimentaires; subventions assurant le fonctionnement des centres d'aide aux victimes d'aggression.
* mêmes droits pour tous, y compris pour les immigrants et les immigrantes dès leur arrivée au Québec; non à la discrimination de tout type (selon le sexe, l'âge, race, orientation sexuelle, options,...); droit à la différence et à la dissidence; augmentation du financement et du pouvoir de la commission des droits de la personne.
* réhabilitation des individus reconnus coupables d'infractions; travail rémunéré pour les prisonniers et les prisonnières.

b) *CONTRE LE CHOMAGE, LES MISES A PIED, LES COUPURES DANS LES SERVICES PUBLICS, LES FAILLITES ET LES FERMETURES D'USINES: POUR LE PLEIN EMPLOI.*

* pas de mises à pied sans reclassement préalable aux mêmes conditions de salaire;
* semaine de travail raccourcie; un mois de vacances annuel; retraite à 55 ans pour ceux et celles qui le désirent et réduction des heures de travail selon le désir des personnes de plus de 55 ans.
* distribution du travail nécessaire entre toutes les personnes disponibles;
* programme de création d'emplois à partir, par exemple, du budget militaire réinvesti dans les secteurs essentiels;
* pour mette fin au chantage des fermetures d'usines et des faillites: que les compagnies fassent connaître leurs états financiers;
* droit de veto des travailleurs et des travailleuses sur les mises à pied.
* préavis suffisants; que les nouveaux propriétaires, en cas de faillites, soient obligés de respecter les conventions collectives;
* programme de formation et de reclassement aux frais de la compagnie-mère qui décide de la fermeture, sans interruption de salaire;
* nationalisation sans compensation ni rachat des entreprises qui menacent de fermer ou de faire faillite, sous la gestion des travailleurs et des travailleuses;

c) *POUR LE DROIT DE GREVE DANS TOUS LES SECTEURS, Y COMPRIS DANS LE SECTEUR PUBLIC ET POUR LA SYNDICALISATION DES NON-SYNDIQUES:*

* liberté d'association et d'affiliation syndicale; non au maraudage; réouverture des négociations des conventions collectives automatique sur demande syndicale: pour le droit de grève en permanence.

d) *POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL:*

* droit collectif des travailleurs et des travailleuses de déterminer leurs conditions de travail; interdiction du travail à la pièce, des procédés dangereux, des produits toxiques, et de tout ce qui peut porter atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs et des travailleuses (bruit, cadences,...);
* hausse du salaire minimum et application universelle; indexation des salaires au coût de la vie;
* dédommagement total et salaire complet lors d'accident de travail ou de maladie industrielle;
* transformation obligatoire des industries polluantes ou de guerre.

e) *POUR DE MEILLEURS SERVICES D'EDUCATION ET DE SANTE*

* scolarité gratuite universelle; arrêt de subvention aux écoles privées, et intégration au réseau public; déconfessionnalisation des écoles;
* contrôle de la population sur les intitutions d'enseignement (étudiants et étudiantes, travailleurs et travailleuses, parents selon le cas);
* augmentation du nombre proportionnel de professeurs (ratio maître-élève); cours sur les lois, le code du travail, la santé au travail, la sexualité, la médecine préventive, l'agriculture écologique, la nutrition saine, l'organisation communautaire, la politique, dans la perspective d'assurer un maximum d'autonomie individuelle et collective; services d'aide pédagogique accrus pour les étudiants et les étudiantes en difficulté; centres communautaires pour les adolescent-es.
* ateliers scolaires ouverts au public en dehors des heures de cours; possibilité d'emplois à temps partiel intégrés aux études;
* augmentation du personnel, du nombre de lits disponibles et de la qualité des soins dans les hôpitaux; soins à domicile élargis; salariat pour les médecins.
* pour un programme de santé préventif: encouragement des sports non compétitifs, accès à la campagne, efforts anti-tabagisme, interdiction des additifs alimentaires, augmentation des standards de santé-sécurité au travail, programme de dépollution.

f) *POUR UN ENVIRONNEMENT SAIN:*

* contre la pollution atmosphérique: mesures décourageant l'utilisation de l'automobile privée, particulièrement dans les centres-villes; pouvoirs accrus pour le respect de normes anti-pollution plus strictes.

* plans d'aménagement des villes obligatoirement soumis à la population; fixation d'une norme minimale concernant les espaces verts et les jardins communautaires; nationalisation des logements laissés à l'abandon (gestion collective).

* recyclage des déchets agricoles, industriels et de ceux des villes.

3. POUR UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT:

* pour un développement axé sur le "bonheur national brut": non au système du profit;

* généralisation des coopératives de consommation et de production; autogestion; redistribution des profits des compagnies; limitation des taux d'intérêts et de la publicité; impôt progressif; gestion des entreprises par les travailleurs et les travailleuses.

* non au nucléaire, à l'exploitation des mines d'uranium;

* pas de nouveau développement hydroélectrique au Québec tant qu'il y aura des surplus en électricité prévus; mesures d'économie d'énergie; augmentation du prix de l'énergie en fonction de la consommation.

* développement des énergies alternatives dans une perspective d'autosuffisance individuelle et collective; facilités pour l'installation de capteurs solaires et d'éoliennes domestiques; transport en commun gratuit et développé; pistes cyclables utilitaires; exploitation rationelle des terres agricoles dans une perspective écologiste; généralisation du zonage; gestion forestière intégrée et interdiction des coupes à blanc; récupération et recyclage.

* pour l'abolition de la fabrication et de la vente de produits inutiles, toxiques ou inutilement fragiles; reclassement des travailleurs de ces usines.

4. POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE DU QUEBEC:

* rupture du lien fédéral; contrôle populaire sur toutes les institutions sociales au Québec; que toutes les lois soient faites au Québec; contrôle collectif de notre développement économique; véritable pouvoir politique;

* reconnaissance du statut de prisonnier politique: libération complète et inconditionnelle de Paul Rose et de Pierre-Paul Geoffroy.

* le français, langue officielle et langue de travail; refus des privilèges aux compagnies; apprentissage du français garanti aux immigrants et aux immigrantes durant les heures de travail ou dans les écoles, avec service de garderie; protection du patrimoine culturel des différents groupes ethniques.

* pour l'indépendance du Québec dans une perspective anti-impérialiste: retrait des traités NORAD, OTAN; arrêt de l'exportation d'armes, du matériel nucléaire; suspension de l'aide économique aux régimes militaires et totalitaires comme le Salvador, le Chili, l'Afrique du Sud; non à l'exportation des industries polluantes et aide aux activités favorisant l'autogestion dans les pays en voie de développement; droit à l'autodétermination des nations amérindiennes.

BIBLIOGRAPHIE

1. Arseneault Lionel, Cantin Serge, Lapierre Ghislaine.
La commission trilatérale et les démocraties occidentales
Conventum Éditeur, Mtl. 1979, 16pp.

2. Béland Claude
La mort a ses raisons... que la raison cherche à connaître
Chercheurs, U. de Montréal, vol. VII, no 1,1981, p.34-37.

2. Bookchin Murray
Pour une société écologique
C. Bourgeois, Paris, 1976, 239pp.

4. Bookchin Murray
Open Letter to the Ecology Movement
Our Generation, Mtl, vol. 14, no 2, 1980 p. 23-29

5. Charest Paul
Les barrages hydro-électriques en territoire montagnais et leurs effets sur les communautés amérindiennes.
Recherches amérindiennes au Québec, vol. IX, no 4, 1980, p. 323-337

6. Commoner Barry
Energie et travail. La situation de l'emploi selon des perspectives d'accroissement ou de pénurie d'énergie
Center for the Biology of Natural Systems, St-Louis, Miss., 1978, 42pp.

7. Conseil des sciences du Canada
Vue d'ensemble des dangers de la contamination par le chlorure de vinyle au Canada
Québec-Sciences, Québec, supplément, juillet 1977, 22pp.

8. Conti Laura
Qu'est-ce que l'écologie: capital, travail et environnement
Maspero, Paris, 1978, 159 pp.

9. Delorme Jacques, Normandeau Pierre
Morissette Rachel, Reid Daniel
Solutions écologiques
L'engoulevent, Québec, 1981, 56pp.

10. Dubuc Paul, Hoepffner Dominique
Comment sauver nos espaces verts?
Sauvons Montréal, Mtl, 1978, 50 pp.

11. Duchesne Christiane
Le grand qui passe ou l'histoire des avions de papier
Environnement Québec, Mtl, mai 1980, 16pp.

12. Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, CSN
L'emploi, l'énergie et les ressources forestières
CSN, Québec, 1981, 8pp.

13. Fink Bob
Apolitical Ecology (The End of a Myth)
Transitions, Toronto, vol. 4, no 2, 1981, p. 2

14. Fournier Gilles (pour le groupe SNC)
Intégration des traitements des effluents liquides ruraux pour fins de production d'engrais ou de méthane
9e colloque de génie rural, Mtl, 1981, 13pp.

15. Gouvernement du Québec, Ministère de l'environnement
Les précipitations acides et l'environnement
Québec-Sciences, Québec, supplément, mai 1981, 19 pp.

16. Gouvernement du Québec, Le Ministre d'Etat au développement social
Santé et sécurité au travail (Politique québécoise de la santé et de la sécurité des travailleurs)
Editeur officiel du Québec, 1978, 289pp.

17. Groupe d'organismes métropolitains (Montréal)
Demande d'une enquête publique sur les espaces verts dans la région métropolitaine de Montréal
Sauvons Montréal, Mtl, 1981, 8pp.

18. Howard Ross
Poisons in public
James Lorimer & Co., Toronto, 1980, 175pp.

19. Illich Ivan, (version française en coll. avec Giard Lucie et Bardet Vincent)
Energie et équité
Seuil, 1973, 57 pp.

20. Johnson Walter
Brave New Technology and Telephones
Our Generation, Mtl, vol. 14, no 2, 1980, p. 29-35.

21. Jurdant Michel
Les insolences d'un écologiste
Le Boréal Express, Québec, 1980, ed. augmentée, 100 pp.

22. Kilgour Art
Uranium Mining: Who Pays, Who Profits?
Our Generation, Mtl, vol. 14, no 2, 1980, p. 17-23.

23. Lajambe Hélène
L'autonomie énergétique du Québec dans une perspective écologique
Hélio-Québec, St-Bruno, 1979, 60pp.

24. Lappé Frances Moore, Collins Joseph
L'industrie de la faim (Par-delà le mythe de la pénurie)
L'étincelle, Montréal, 1978, 589 pp.

25. Larue-Langlois Jacques
Brûler sa santé au travail, I- Etat d'urgence
Québec-Sciences, Québec, mars 1979, p. 30-35

26. Lévesque René, Lessard Lucien
Léger Marcel
Engagement du 3 avril 1981. Une politique des loisirs pour tous
Parti québécois, 1981, 3pp.

27. Miloff Michael
The Impact of Energy Prices on Low Income Households
Alternatives, Guelph, 1980, pp. 16-22

28. Mital Christine
Le new-look de la lutte des classes. Comment des patrons combatifs reprennent en main le jeu social
L'expansion, 22 fév./6mars 1980, 4pp.

29. Paehlke Robert
Environnementalisme et syndicalisme au Canada anglais et aux Etats-Unis
Sociologie et sociétés, Mtl, vol. XII, no 1, 1981, p. 161-179

30. Provost Colette
La C.U.M. savait que nous respirions de l'acide chlorhydrique!
Liaison St-Louis, Mtl, oct. 1980, p. 3

31. Rapport du comité d'organisation de la semaine "Bilan de l'information énergétique au Québec"
Le Front Commun pour un débat public sur l'énergie, Mtl, 1981, 86pp.

32. Rapport du directeur exécutif du programme des Nations Unies pour l'environnement, Dr. Mostafa Kamal Tolba
Etat de l'environnement, 1980
O.N.U., 1980, 30pp.

33. Service de recherche de la CSN
Portrait de trois compagnies d'exploitation forestière
FTPF-CSN, Montréal, 1981, 23pp.

34. Report of the First National Labor Conference for Safe Energy and Full Employment
Our Jobs, Our Health, Our Lives, Our Fight
Pittsburgh, Penn., 1980, 36pp.

35. Silverman Robert
SOS, Via Rail
Vers une ville nouvelle, Mtl, vol. 6, no. 2, 1981, p. 3

36. Turgeon Nadeau Rachel, Martineau Aline
Un malaise dans la prairie, conte écologique
Environnement Québec, Mtl, 2e édition, 1979, 15pp.

37. Union des travailleurs accidentés de Montréal
Canada Metal. Sortir les gars ou sortir le plomb?
Journal de l'UTAM, Mtl, supplément, juin 1980, 4 pp.

38. Vaillancourt Jean-Guy
The Quebec Ecology Movement. History-Manifesto
Our Generation, Mtl, vol. 13, no 4, 1979, p 5-13

39. Vaillancourt Jean-Guy
Evolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises: de la contre-culture et du conservationisme à l'environnementalisme et à l'écosocialisme
Sociologie et sociétés, Mtl vol. XII, no 1, 1981, p. 81-98

40. Vincent Solange
La fiction nucléaire
Québec-Amérique, Mtl, 1979

*****

«C'est comme essayer de trouver une poignée dans un nuage de brouillard, qui permettrait de tirer ces vapeurs pour les dissiper. Inutile, le brouillard est partout, et d'où que vous soyez à l'intérieur, il semble s'évaporer et n'offre rien de saisissable.

Néanmoins, un nuage peut être dissipé, mais non du dedans, et non par un individu. Un front d'air pur peut se confronter au brouillard et le déplacer, uniquement parce que la masse d'air pur est un autre système de la même échelle que le brouillard et peut offrir une résistance à chacune de ses parties simultanément. En tant qu'individus, nous pouvons déplacer le système en étant nous-mêmes un autre système.»

Bob Fink,
«L'écologie apolitique;
la fin d'un mythe.» (13)

Ce livre, abondamment illustré, décrit les problèmes d'environnement québécois et internationaux, et propose une solution qui passe par l'organisation et l'action collectives.

EN ANNEXE: UN BOTTIN DE PLUS DE 160 GROUPES POPULAIRES, DE LOISIRS ET SYNDICAUX QUÉBÉCOIS.

Copie disponible à:
C.P. 635, succ. N,
Montréal, H2X 3M6

Dépôt légal:
Bibl. nat. du Québec,
4e trimestre 1982.